

DOUBLE RISQUE

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET L'AGROÉCOLOGIE
SOUS LA MENACE CROISSANTE DES FAUSSES
SOLUTIONS CLIMATIQUES



mobiliser résister transformer



**Les Amis
de la Terre
International**

NOVEMBRE 2022



AUTRICE PRINCIPALE
Jutta Kill

CONTRIBUTION À LA RECHERCHE ET À LA RÉDACTION
Kirtana Chandrasekaran, Martin Drago, Madeleine Race

RELECTURE
Adam Bradbury

REMERCIEMENTS
Lisa Archer, Mariann Bassey, Dipti Bhatnagar, Linda Gonzáles Cárdenas, Walter Gomez, Kari Hamerschlag, Andrés Munoz, Wanda Olivares, Kaetlyn Roberts, Annelies Schorpion, Sara Shaw, Andrea Echeverri Sierra, Martha Silva

ILLUSTRATIONS ET CONCEPTION
Somerset Bean

TRADUCTION EN FRANÇAIS
Elena Demunno

Tous droits réservés © 2022 Les Amis de la Terre International

IMAGE DE COUVERTURE
Vue aérienne d'une plantation d'eucalyptus, Sao Paulo, Brésil
© Ildo Frazao/iStock



**Les Amis
de la Terre
International**

La fédération internationale des **AMIS DE LA TERRE** est le plus grand réseau environnemental du monde, réunissant 73 groupes membres nationaux et des millions d'adhérents et de sympathisants répartis sur toute la planète.

Notre vision est celle d'un monde pacifique et durable basé sur des sociétés vivant en harmonie avec la nature. Nous envisageons une société de personnes interdépendantes vivant dans la dignité, l'intégrité et l'épanouissement, dans laquelle l'équité et les droits humains et des peuples sont réalisés. Ce sera une société fondée sur la souveraineté et la participation des peuples. Elle sera fondée sur la justice sociale, économique, environnementale et de genre, et sera exempte de toute forme de domination et d'exploitation comme le néolibéralisme, la mondialisation des entreprises, le néocolonialisme et le militarisme.

Nous croyons que l'avenir de nos enfants sera meilleur grâce aux actions que nous menons.

www.foei.org/fr

Friends Of The Earth International
Secretariat
P.O. Box 19199, 1000 GD Amsterdam
The Netherlands

Tel +31 (0)20 6221369
info@foei.org
Suivez-nous sur
twitter.com/FoEint_fr
facebook.com/foeint

TABLE DES MATIÈRES

	INTRODUCTION	4
1	TANDIS QUE LA CRISE CLIMATIQUE S'APPROFONDIT, LES MULTINATIONALES SE CRAMPONNENT AUX COMBUSTIBLES FOSSILES	5
1.1	'ZÉRO ÉMISSION NETTE', 'SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE' ET 'COMPENSATION D'ÉMISSIONS' : UN ASSORTIMENT DANGEREUSEMENT TROMPEUR	7
	ENCADRÉ 1 : CE QU'ON APPELLE 'SOLUTION FONDÉE SUR LA NATURE' EST TRÈS VAGUE	8
	ENCADRÉ 2 : LA COMPENSATION CARBONE NE MARCHE PAS	9
	ENCADRÉ 3 : LA CONFUSION DE CATÉGORIES	10
	ENCADRÉ 4 : QU'EST-CE QU'UN CRÉDIT CARBONE ?	11
2	LES PROMESSES DE ZÉRO ÉMISSION NETTE DISSIMULENT L'EXPANSION DES COMBUSTIBLES FOSSILES ET L'EMPREINTE CLIMATIQUE CROISSANTE DE L'AGRO-INDUSTRIE	13
2.1	EXEMPLES D'ENGAGEMENTS 'ZÉRO ÉMISSION NETTE'	14
	ENCADRÉ 5 : L'INDUSTRIE DES COMBUSTIBLES FOSSILES LANCE L'INITIATIVE CLIMATIQUE PÉTROLE ET GAZ À LA COP 26	15
	ENCADRÉ 6 : LA DÉFORESTATION NETTE NULLE'	16
3	LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE ET L'ÉLIMINATION NATURELLE DU CARBONE, UNE MENACE CROISSANTE D'ACCAPAREMENT DE TERRES	18
	ENCADRÉ 7 : LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE, OU LE CONCEPT DISCRÉDITÉ DE REDD REBAPTISÉ ET ÉLARGI	21
	ENCADRÉ 8 : EXEMPLES DE CONFLITS SUSCITÉS PAR REDD EN INDONÉSIE, EN OUGANDA, EN COLOMBIE ET AU BRÉSIL	22
4	UNE RELATION TOXIQUE : LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE COURENT APRÈS L'AGROÉCOLOGIE DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉES : L'AGROÉCOLOGIE ET LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE	24
5	L'ÉLIMINATION NATURELLE DU CARBONE' NE PEUT PAS SAUVER LA MISE	30
5.1	LE CARBONE N'EST PAS TOUJOURS LE MÊME	31
5.2	LES PROJETS D'ÉLIMINATION DU CARBONE PEUVENT-ILS COMPENSER LES ÉMISSIONS DÉRIVÉES DE LA DÉFORESTATION ET DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ?	33
	ENCADRÉ 9 : ALERTE SUR LE 'VERDISSAGE' DES PLANTATIONS	34
	ENCADRÉ 10 : LA PLUS GRANDE ENTREPRISE DE PLANTATION D'ARBRES À PÂTE MET EN VUE L'ÉLIMINATION DU CARBONE POUR CACHER LES DÉGÂTS ÉCOLOGIQUES ET SOCIAUX DE SES PLANTATIONS INDUSTRIELLES D'EUCALYPTUS	35
6	LE PIÉGEAGE DE CARBONE DANS LES SOLS AGRICOLES : LA COLLECTE DE DONNÉES DÉGUISÉE EN ACTION POUR LE CLIMAT	36
6.1	LE BOOM DU NÉGOCE DES DONNÉES SUR LES SOLS AGRICOLES POUR LES MULTINATIONALES DE L'IT ET DE L'AGRO-INDUSTRIE	37
6.2	LE MESURAGE DU CARBONE DU SOL : UN COÛT ÉLEVÉ ET PEU DE BÉNÉFICES POUR LES AGRICULTEURS, MAIS UNE BONNE AFFAIRE POUR LES CONSULTANTS	38
6.3	LE PROGRAMME BOOMITRA DE CRÉDITS CARBONE : EN INDE, YARA FONCE VERS LES DONNÉES SUR LE CARBONE DU SOL	39
6.4	LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX ENCOURAGENT LA COMPENSATION PAR LE CARBONE DU SOL	39
7	CONCLUSIONS : LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE ET LA COMPENSATION PAR LE CARBONE DU SOL METTENT EN DANGER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET L'AGROÉCOLOGIE	41
	LECTURES RECOMMANDÉES	44
	GLOSSAIRE	45

INTRODUCTION

Pour éviter un dérèglement climatique incontrôlable et maintenir l'augmentation de la température globale au moins en-deçà de 1,5 degré la réduction des émissions doit être immédiate et profonde.¹ Cette réduction doit être effectuée d'abord dans les pays développés, responsables historiques de la pollution, et ensuite partout ailleurs, en ligne avec la justice. Or, tandis que les phénomènes météorologiques extrêmes sont déjà de plus en plus fréquents et violents,² les émissions continuent d'augmenter. À ce rythme, nous aurons épuisé en moins d'une décennie le budget carbone disponible pour ne pas dépasser 1,5°C.³ La suppression progressive, mais rapide et juste, de la consommation de combustibles fossiles, un prompt abandon du système alimentaire et agricole industriel et l'arrêt de la déforestation s'avèrent donc impératifs. Et pourtant, les grandes entreprises et de nombreux gouvernements prévoient de croître encore pendant des décennies à force de combustibles fossiles et du volume des émissions qui en découlent, derrière le paravent de 'zéro émission nette'.⁴ Mais le zéro net est différent du zéro. Il va perpétuer les industries destructrices, accroître les émissions et nous rapprocher encore davantage du chaos climatique. Les rapports des Amis de la Terre International 'La grosse arnaque', 'Le pari fossile sur l'avenir repose sur un château de cartes' et 'À la poursuite de chimères carbonées' ont examiné par le menu l'escroquerie du 'zéro net'.⁵

L'impact que ces 'distractions' climatiques auront sur la souveraineté alimentaire a été examiné avec moins de profondeur. Cependant, de vastes étendues de terres arables, de forêts et d'autres écosystèmes seront nécessaires pour répondre à la demande de crédits de compensation carbone qu'impliquent les objectifs de 'zéro net'. Cette demande entraînera davantage de clôtures et d'accaparement de terres. La fausse légitimité dont se réclame l'agro-industrie en promouvant le nouveau concept de 'solutions basées sur la nature' lui permettra d'élargir ses opérations et d'avoir accès à de nouvelles sources de revenus grâce aux finances du carbone et à l'appropriation de données. Les solutions réelles comme l'agroécologie risquent d'être récupérées par des distractions dangereuses telles que les solutions basées sur la nature.



Un petit agriculteur de l'Uruguay regarde sa terre
© Amelia Collins/v

Le présent rapport offre une analyse critique des conséquences négatives pour la souveraineté alimentaire du paquet de propositions 'zéro émission nette' auxquelles appartiennent les solutions basées sur la nature, l'élimination naturelle du carbone et la compensation d'émissions. Il examine l'essor du piégeage de carbone par le sol comme source de crédits carbone, et montre pourquoi la compensation d'émissions 'fondée sur la nature' représente une véritable menace pour les moyens d'existence, les territoires et les droits des personnes.

Ces concepts sont des écrans de fumée. Ils sont confus, ils se chevauchent et leurs noms et significations n'arrêtent pas de changer. Or, l'enjeu est si considérable qu'il est crucial de bien discuter et de comprendre quels sont les acteurs, les intentions et les motivations qui se cachent derrière eux.

Des milliers d'objectifs 'zéro net' ont été adoptés par de grandes entreprises et des pays. On s'attend à ce que la demande de crédits carbone issus des forêts et des terres augmente énormément, et que les programmes réglementés ou volontaires d'échange d'émissions prolifèrent, tout comme les politiques mondiales qui les rendront possibles. Pris ensemble, ils deviendront probablement des obstacles majeurs à la réalisation de la souveraineté alimentaire, de la justice foncière et des droits des peuples. Il est donc crucial que leurs corrélations soient bien examinées et comprises. Le présent rapport est une première tentative de ce faire.

1 GIEC : Sixième rapport d'évaluation (2022), L'atténuation du changement climatique.

2 Ces 20 dernières années, il y a eu le double de catastrophes naturelles que pendant les 20 années précédentes. La sécheresse, les grandes inondations et les cyclones ont tué plus de 1,2 million de personnes et causé des dégâts économiques pour plus de 3,2 billions de dollars. Sur les 20 années les plus chaudes jamais enregistrées, 19 ont eu lieu depuis 2001, *ibid*.

3 ARC Center for Excellence (2021) Briefing note 16. *What is left in the global carbon budget?* <https://climateextremes.org.au/what-is-left-in-the-global-carbon-budget/>

4 Le rapport des Amis de la Terre International, *Le pari fossile sur l'avenir repose sur un château de cartes*, de 2022, révèle comment les acteurs du secteur des combustibles fossiles cherchent à étendre les marchés volontaires du carbone pour légitimer la poursuite d'une économie fondée sur les combustibles fossiles. <https://www.foei.org/fr/publications/le-pari-fossile-sur-lavenir-repose-sur-un-chateau-de-cartes/>

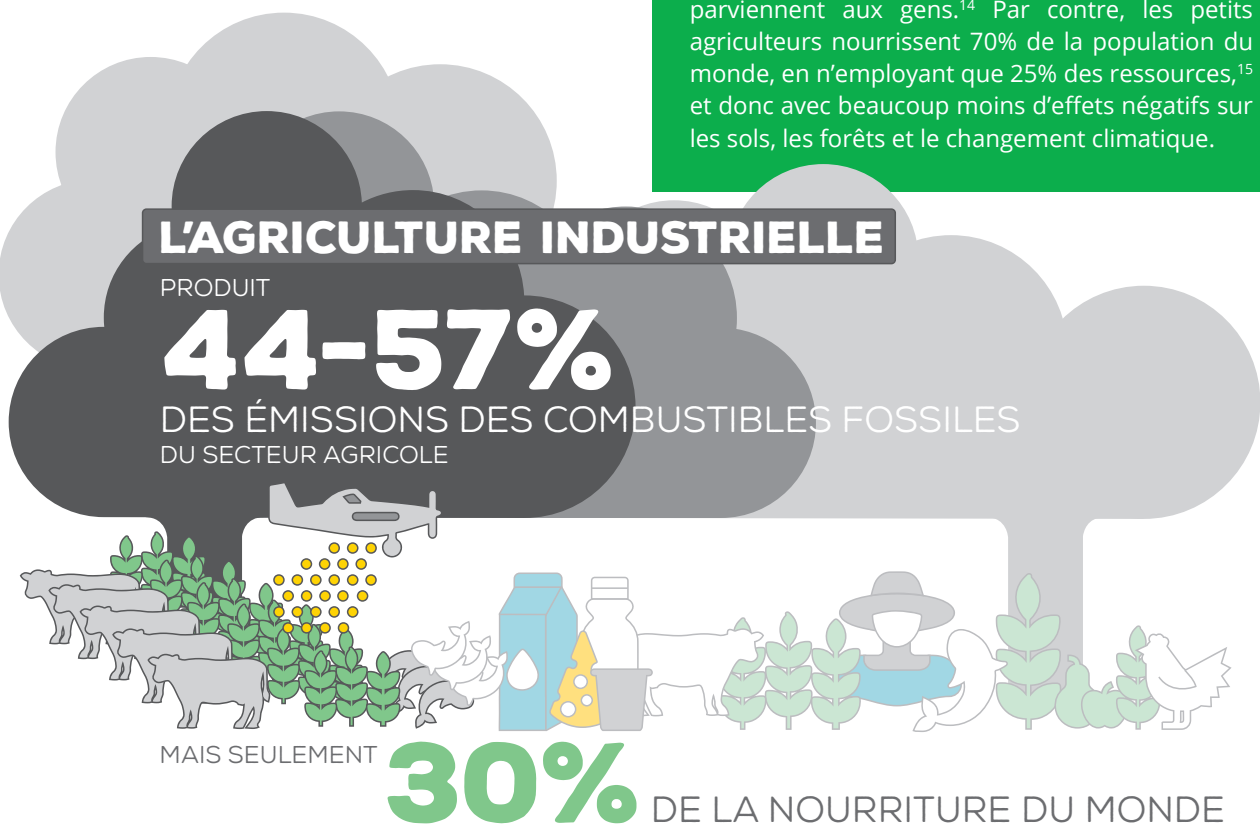
5 Voir, par exemple, les rapports suivants : Amis de la Terre International (2022) : *Le pari fossile sur l'avenir repose sur un château de cartes*, <https://www.foei.org/fr/publications/le-pari-fossile-sur-lavenir-repose-sur-un-chateau-de-cartes/>; ATI (2021) : *À la poursuite de chimères carbonées : les concepts trompeurs des marchés du carbone et du 'zéro émission nette'*, <https://www.foei.org/fr/publications/chimeres-carbonees-marches-carbone-zero-emission-nette/>; ATI et autres : *La grosse arnaque. Comment les grands pollueurs mettent en avant un agenda 'zéro émission nette' pour retarder, tromper et nier l'action climatique*, <https://www.foei.org/fr/publications/grosse-arnaque-climat-zero-emission-nette/>

TANDIS QUE LA CRISE CLIMATIQUE S'APPROFONDIT, LES MULTINATIONALES SE CRAMPONNENT AUX COMBUSTIBLES FOSSILES

1

L'extraction et la consommation de combustibles fossiles et le système alimentaire agro-industriel sont parmi les causes majeures de la déforestation, et ils libèrent d'énormes volumes de gaz à effet de serre.⁶ Des sociétés pétrolières et des agro-industries – productrices de matières premières telles que Bunge Ltd, Cargill, Luis Dreyfus et Archer Daniels Midland, et de viande et de fertilisants comme JBS Holdings et Yara – sont en train de provoquer l'effondrement du climat. Tout comme l'extraction et le brûlage de combustibles fossiles, le système alimentaire industriel rapporte d'énormes bénéfices à une poignée de multinationales et à leurs actionnaires, mais cause la pauvreté, les déplacements et les inégalités en milieu rural.⁷ Lui aussi libère d'énormes volumes de gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone, le méthane et l'oxyde d'azote, mais ne réussit pas à alimenter le monde.^{8 9}

Toutes les méthodes agricoles n'ont pas le même impact sur le climat. D'après les dernières estimations, le système alimentaire serait responsable d'un tiers des émissions mondiales, celles-ci provenant surtout du changement d'affectations des terres et des méthodes de production agricoles.¹⁰ L'application de fertilisants azotés représente environ 10% des émissions directes du système alimentaire,¹¹ et un quart de la déforestation est due à la production intensive de matières premières.¹² Selon des estimations préalables, le système alimentaire industriel représenterait entre 44 et 57% des émissions.¹³ Cependant, les systèmes industriels énergétique, alimentaire et agricole laissent insatisfaits les besoins d'aliments et d'énergie de millions de personnes, surtout en milieu rural. Seuls 24% des aliments produits par le système industriel parviennent aux gens.¹⁴ Par contre, les petits agriculteurs nourrissent 70% de la population du monde, en n'employant que 25% des ressources,¹⁵ et donc avec beaucoup moins d'effets négatifs sur les sols, les forêts et le changement climatique.



6 Amis de la Terre International et autres (2021) : La grosse arnaque. <https://www.foei.org/fr/publications/grosse-arnaque-climat-zero-emission-nette/>
Voir aussi Tess Riley (2017), *Just 100 companies responsible for 70% of global emissions*, study says. The Guardian, 10 juillet. <https://www.theguardian.com/sustainable-business/2017/jul/10/100-fossil-fuel-companies-investors-responsible-71-global-emissions-cdp-study-climate-change>

7 IPES food (2017) Too Big to Feed. https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Concentration_FullReport.pdf

8 GRAIN et Institute for Agriculture and Trade Policy (2018) <https://grain.org/fr/article/5997-emissions-impossibles-comment-les-grandes-entreprises-du-secteur-de-la-viande-et-des-produits-laitiers-rechauffent-la-planete>

Les preuves de la forte contribution du système alimentaire et agricole industriel à l'effondrement climatique ne cessent de s'accumuler. En 2018, GRAIN et l'IATP (Institute for Agriculture and Trade Policy) ont calculé que cinq géants de la viande et du lait, JBS, Tyson, Cargill, Dairy Farmers of America et Fonterra, produisaient à eux seuls plus d'émissions par an que de grandes sociétés pétrolières comme Exxon, Shell ou BP. Prises ensemble, 20 sociétés d'élevage sont responsables de davantage d'émissions de gaz à effet de serre que l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France.¹⁶ Pourtant, le secteur continue de grandir, et les émissions dues à la destruction des forêts, à l'emploi de fertilisants azotés, au traitement et au transport continuent d'augmenter.¹⁷ Celles de JBS Holdings, premier producteur mondial de viande de boucherie, ont augmenté d'au moins 55% entre 2016 et 2021.¹⁸ La production industrielle de matières premières est responsable de près d'un quart de la déforestation mondiale.¹⁹

Pour parvenir à la justice climatique, nous devons cesser de brûler des combustibles fossiles mais aussi abandonner la production industrielle, la distribution et la consommation d'aliments dominées par les grandes entreprises et fortes productrices d'émissions. Il nous faut des modes de production, de distribution et de consommation d'aliments qui soient justes, sous le contrôle des peuples, en harmonie avec la nature et bâtis sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.

Or, tel n'est pas le programme des multinationales et des gouvernements des pays pollueurs qui font des promesses de 'zéro émission nette'.

Au contraire : sous la pression croissante du public, les entreprises cherchent des moyens de préserver leurs bénéfices tout en faisant voir qu'elles prennent des mesures pour réduire leurs émissions. Elles le font en se cachant derrière une série de fausses solutions.



Préparation de jeunes plants pour une ferme urbaine agroécologique en Malaisie © Amelia Collins/ Amis de la Terre International



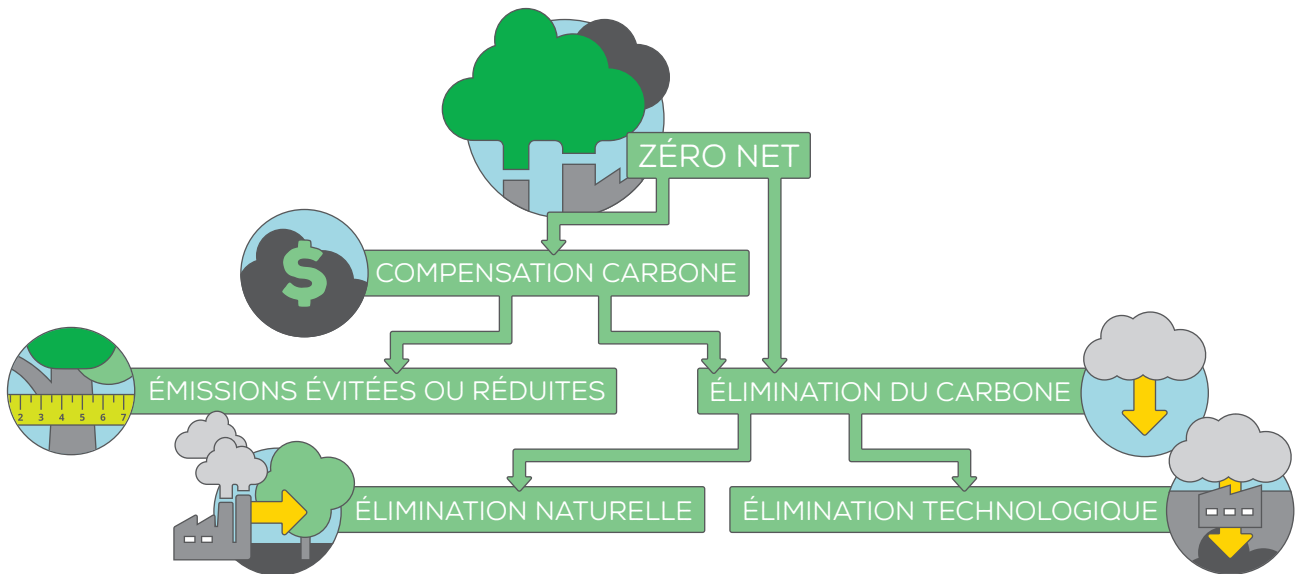
Vue aérienne de la déforestation au Brésil

© iStock

- 9 UNCTAD (2013) Trade and Environment review. https://unctad.org/system/files/official-document/ditcted2012d3_en.pdf
- 10 Crippa, M., Solazzo, E., Guizzardi, D. et al. *Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions*. Nat Food 2, 198–209 (2021). <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00225-9>
- 11 IATP (2021) *Magical thinking on fertilizer and climate change*. <https://www.iatp.org/magical-thinking-fertilizer-and-climate-change>
- 12 Curtis et al (2018) *Classifying drivers of global forest loss*. <https://www.etcgroup.org/content/who-will-feed-us-industrial-food-chain-vs-peasant-food-web>
- 13 GRAIN (2011) *Alimentation et changement climatique : le lien oublié*. <https://grain.org/fr/article/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie>.
- 14 ETC Group (2017) *Who Will Feed Us? The Peasant Food Web vs. the Industrial Food Chain*. 3rd edition. <http://www.db.zs-intern.de/uploads/1508178667-2017ETCWhowillfeedus.pdf>
- 15 Ibid.
- 16 IATP, GRAIN & Heinrich Böll Foundation (2017) *Big Meat and Dairy's Supersized Climate Footprint*. <https://bit.ly/3qsfq1z>
- 17 GRAIN (2017) *Pour sauver le climat, il faut prendre le taureau par les cornes : réduisons la consommation de viande et de produits laitiers industriels*. <https://grain.org/fr/article/5647-pour-sauver-le-climat-il-faut-prendre-le-taureau-par-les-cornes-reduisons-la-consommation-de-viande-et-de-produits-laitiers-industriels>
- 18 GRAIN (2018) *Émissions impossibles : Comment les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers réchauffent la planète*. <https://grain.org/fr/article/5997-emissions-impossibles-comment-les-grandes-entreprises-du-secteur-de-la-viande-et-des-produits-laitiers-rechauffent-la-planete>
- 19 Curtis et d'autres (2018), op. cit. *Classifying drivers of global forest loss*. Science, DOI: 10.1126/science.aau3445

'ZÉRO ÉMISSION NETTE', 'SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE' ET 'COMPENSATION D'ÉMISSIONS' : UN ASSORTIMENT DANGEREUSEMENT TROMPEUR

1.1



Beaucoup d'entreprises et de pays ont fait des promesses de 'zéro émission nette', s'engageant publiquement à supprimer leurs émissions d'ici à une certaine date, le plus souvent en 2030 ou en 2050. **Mais le mot clé de ses promesses est 'net'.**

Les engagements à atteindre zéro émission nette diffèrent des engagements à réduire les émissions à zéro : en effet, les premiers permettent aux entreprises de continuer à polluer tout en affirmant que leurs émissions sont compensées par des émissions prétendument évitées ailleurs, ou même, de plus en plus souvent, en promettant de retirer du CO₂ de l'atmosphère. La notion de compenser les émissions habituelles en évitant des émissions supposées ou en retirant du CO₂ de l'atmosphère est ce qu'on appelle '**compensation carbone**'. La compensation carbone ne supprime pas les émissions, et va même les augmenter en permettant l'expansion d'activités polluantes. C'est un concept criblé de lacunes et d'effets négatifs sur les peuples et les territoires. (Voir l'ENCADRÉ 2, LA COMPENSATION CARBONE NE MARCHE PAS).

Quand une entreprise veut compenser ses émissions, elle paie quelqu'un d'autre pour qu'il renonce à un projet nuisible au climat. Les émissions censément évitées grâce à cette opération sont vendues comme crédits ou compensations à l'entreprise qui cherche à compenser ses propres émissions. Un **crédit carbone** représente une économie équivalente à 1 tonne de dioxyde de carbone (CO₂).

Ces économies peuvent se produire de deux manières principales : par des projets qui **préviennent, évitent ou réduisent** les émissions, et par des projets conçus pour **éliminer** du CO₂ de l'atmosphère. La plupart des projets de compensation actuels ne sont pas du deuxième type : la grande majorité des crédits sont générés par des projets qui affirment éviter ou réduire les émissions.²⁰

Le fait de retirer du CO₂ de l'atmosphère est de plus en plus appelé 'élimination du carbone'. L'élimination du carbone est également très problématique et ne peut pas compenser les émissions ; le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat l'a ainsi reconnu.²¹ (Voir la SECTION 5, L'ÉLIMINATION NATURELLE DU CARBONE NE PEUT PAS SAUVER LA MISE).

La compensation et l'élimination du carbone peuvent avoir lieu au moyen de processus naturels ou de processus techniques. **Nombre des méthodes naturelles sont appelées 'solutions basées sur la nature' ou, parfois, 'solutions climatiques naturelles'.** Par exemple, une entreprise peut payer pour éviter la destruction d'une forêt qui serait en danger d'être abattue, et compenser ainsi une partie de ses émissions. Cela compterait comme une compensation carbone due aux 'émissions évitées'. Un autre exemple serait celui d'une entreprise qui paie quelqu'un pour qu'il plante quelques arbres supplémentaires qui, en croissant, retireront du carbone de l'atmosphère. Ou bien, l'entreprise pourrait demander aux agriculteurs d'employer des méthodes qui augmentent le volume de carbone emmagasiné dans le

²⁰ Carbon Direct (2022) *Assessing the state of the voluntary carbon market in 2022*. <https://carbon-direct.com/2022/05/assessing-the-state-of-the-voluntary-carbon-market-in-2022/>

²¹ GIEC (2022). *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [P.R. Shukla, et d'autres. (éditeurs.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. DOI: 10.1017/9781009157926. Chapitre 12, page 38.

sol. Ces deux activités sont de plus en plus considérées comme des **'solutions basées sur la nature'** ou comme des **'éliminations naturelles du carbone'**, et compteraient pour des compensations par élimination.²² Bien entendu, la compensation issue des émissions évitées ou réduites et l'élimination de carbone ne sont pas pareilles, mais la stratégie des grandes entreprises consiste en partie à les assembler. (Voir l'ENCADRÉ 3 : LA CONFUSION DE CATÉGORIES).

L'élimination du carbone ne concerne pas que la compensation. Il est absolument nécessaire de mettre fin au déboisement, de régénérer le couvert forestier, d'améliorer les sols pour rendre à la terre la capacité de piéger du carbone, et d'accroître la résilience aux changements climatiques. Or, comme le montre le présent rapport, même lorsqu'ils ne sont pas employés pour compenser la poursuite des émissions, les programmes d'élimination du carbone comportent des dangers, tels que l'accaparement de terres, l'expropriation et l'amoindrissement de la souveraineté alimentaire.

D'importants problèmes concernant la compensation carbone ont été relevés et bien documentés, y compris par l'industrie de la compensation (voir l'ENCADRÉ 2 : LA COMPENSATION CARBONE NE MARCHE PAS). Par conséquent, l'accent a été mis ces derniers temps sur l'élimination du carbone. Ceci rend les solutions basées sur la nature encore plus importantes, puisque les moyens les plus plausibles et disponibles pour éliminer le carbone sont les arbres et les sols. Les options non basées sur la nature – comme le captage et le stockage du carbone sous terre ou la géo-ingénierie solaire – sont extrêmement risquées. Elles pourraient perturber le climat de façons imprévisibles et incontrôlables ; ce sont surtout des idées plutôt que des projets réels. Les projets existants s'avèrent fortement voraces en énergie, ils ont beaucoup d'effets négatifs et les crédits carbone qu'ils génèrent sont chers. L'élimination technologique du carbone n'est pas le sujet du présent rapport, mais d'autres publications en ont abondamment traité.²⁶

ENCADRÉ 1 CE QU'ON APPELLE 'SOLUTION FONDÉE SUR LA NATURE' EST TRÈS VAGUE

Cela inclut aussi bien la plantation d'arbres que la restauration et la protection des mangroves (le 'carbone bleu'), des zones humides et des tourbières, l'augmentation du stockage de carbone dans les sols agricoles et la fermeture des forêts en tant que réserves de carbone au-dessus du sol.²³ Le concept de solutions basées sur la nature²⁴ est issu il y a près d'une décennie du secteur international de la conservation ; au départ, il s'agissait d'un moyen de financer les programmes de zones protégées des grandes organisations écologistes. Des mots rassurants ('nature', 'solution') dissimulent une vision absolument technique et financière de la nature, un 'capital naturel', qui transforme en 'services' des écosystèmes les fonctions écologiques connectées entre elles. Le terme 'services' s'inspire du principe capitaliste selon lequel l'utilisation d'un service exige, 'naturellement', que le fournisseur soit payé. Les organisations écologistes états-uniennes, et The Nature Conservancy en particulier, se servent des 'solutions basées sur la nature' pour vendre leurs projets REDD et leurs initiatives de conservation comme des compensations carbone.²⁵



Plantation de jatropha de Sun Biofuels, au Mozambique

© Nilza Matavel

- 22 Les soi-disant 'solutions basées sur la nature', et en particulier l'élimination naturelle du carbone, sont différentes des solutions technologiques qui éliminent du carbone de l'atmosphère, comme la bioénergie avec captage et stockage de carbone (BECCS) et la capture du dioxyde de carbone dans l'air (DACCS). Voir *Un saut dans l'inconnu : Les dangers des bioénergies avec piégeage et stockage de carbone (BECCS)*, Amis de la Terre International (2021). <https://www.foei.org/fr/publications/bioenergie-piegeage-stockage-carbone-beccs-rapport/>
- 23 REDD est l'acronyme de 'Reducing Emissions from Deforestation and the Degradation of Forests'. Pour davantage d'information voir, entre autres, Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2022) : *15 ans de REDD: Un système fondamentalement vicié*. <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/15-ans-de-redd-un-systeme-fundamentelement-vicie>
- 24 Amis de la Terre International (2021). *Solutions basées sur la nature : un loup déguisé en agneau*, document de position. <https://www.foei.org/fr/publications/solutions-basees-sur-la-nature-un-loup-deguise-en-agneau/>
- 25 Voir, par exemple : The Nature Conservancy (non daté) : *Maya Forest Natural Climate Solutions*. Mexico REDD+ Alliance. <https://www.nature.org/en-us/about-us/where-we-work/latin-america/mexico/maya-forest/mexico-maya-forest-natural-climate-solutions/>; The Nature Conservancy (non daté), *Perspectives Natural Climate Solutions. Case Studies*. https://www.nature.org/en-us/what-we-do/our-insights/perspectives/natural-climate-solutions/?tab_q=tab_container-tab_element_2108746048
- 26 Voir, par exemple, ETC Group & Fondation Heinrich Boell (2017), *The big bad fix. The case against climate geoengineering*. <https://www.boell.de/the-big-bad-fix>, et le portail web Geoengineering-Monitor, <https://www.geoengineeringmonitor.org/>

ENCADRÉ 2 LA COMPENSATION CARBONE NE MARCHE PAS

Pour tenir leurs promesses de zéro émission nette les entreprises comptent surtout sur la compensation. Or, la compensation est discréditée depuis longtemps.²⁷ Beaucoup d'études ont révélé que les projets de compensation carbone exagèrent leurs économies d'émissions. Cela vient de la manière dont ils calculent les émissions de CO₂ évitées, réduites ou éliminées.

Les projets dont on déclare qu'ils évitent la déforestation sont les plus enclins à exagérer leurs économies d'émissions.²⁸ Pour trouver combien d'émissions un projet aurait évité de libérer dans l'atmosphère il faut essayer de prédire quelle déforestation aurait eu lieu si le projet de compensation n'avait pas existé. La plupart de ces projets de compensation font appel au taux de déforestation constaté dans une autre zone, dénommée 'région de référence', pour faire leurs estimations. Un moyen de gonfler le volume supposé d'émissions évitées est de choisir une région de référence où la déforestation est bien plus importante que celle qui serait plausible dans la zone de leur propre projet.²⁹ Un projet qui gonfle ainsi la destruction hypothétique dans un monde où le projet carbone n'existerait pas affirmera qu'il a évité des émissions qui, en fait, ne se seraient probablement pas produites. Ainsi, les crédits que le projet vendra ne représenteront pas des émissions réellement évitées. Pourtant, l'entreprise qui achètera ces faux crédits carbone pourra déclarer qu'elle vend des produits 'neutres en carbone' et que ses émissions sont 'zéro nettes'.

Le directeur général d'une entreprise états-unienne a récemment admis que son entreprise avait gagné des millions de dollars en vendant des crédits carbone qui ne représentaient pas une réduction véritable des émissions. Les crédits provenaient de l'histoire selon laquelle l'entreprise avait réduit

l'abattage d'arbres dans sa propriété. Or, ces crédits n'avaient aucune valeur du point de vue climatique, parce que la loi interdisait la coupe de ces arbres.³⁰ L'agence de presse Bloomberg Green et d'autres encore ont décrit bien des cas comme celui-ci. Un article explique que les organisations écologistes The Nature Conservancy et National Audubon Society ont vendu des crédits pour avoir protégé des arbres qui ne couraient aucun risque d'être abattus, et que par la suite d'autres entreprises, dont Walt Disney Company et JPMorgan, ont fait elles aussi des déclarations trompeuses de 'neutralité carbonique'.³¹ Un autre article montre que Green Trees, le plus grand projet de reboisement des États-Unis, a vendu des crédits pour des arbres qui avaient déjà été plantés dans le cadre de programmes gouvernementaux, et qui dans certains cas étaient là depuis plus de dix ans. Tandis que les promoteurs affirment que leurs projets ont été certifiés et qu'ils adhèrent aux normes pour la compensation carbone, un article de presse rapporte qu'il existe « la possibilité réelle qu'une grande partie des compensations carbone existantes soient fausses ».³²

Une autre étude a évalué la probabilité que des crédits carbone issus de divers types de projets qui avaient été certifiés dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP) représentent de véritables réductions d'émissions. Le MDP est le mécanisme de compensation issu du Protocole de Kyoto de 1997. Les chercheurs ont estimé qu'environ 75% des crédits MDP vendus sur le marché européen d'échange d'émissions étaient très probablement 'non additionnels', ce terme technique signifiant que, très probablement, les économies d'émissions déclarées n'avaient pas eu lieu.³³ Des recherches sur les pratiques de labourage de conservation (une catégorie populaire de compensation carbone dans des terres agricoles) menées aux États-Unis

- 27 Des vidéos qui se moquent de l'idée ont montré à quel point elle est ridicule. Voir, par exemple, *Carbon Offsets: Last Week Tonight with John Oliver* (HBO). <https://youtu.be/6p8zAbFKpW0>; *Cheat neutral*, https://www.youtube.com/watch?v=f3_CyYDDpk et *Murder offsets*, <https://www.youtube.com/watch?v=PQbYk1p2cn8>
- 28 Le chercheur Elias Ayrey identifie 21 manières dont les projets de carbone forestier et de plantation d'arbres permettent de tricher, dans cette vidéo de 16 minutes : <https://www.youtube.com/watch?v=bfj6EkyO77l>. Voir aussi la brochure du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, *10 alertes sur REDD à l'intention des communautés* : <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/10-alertes-sur-redd-a-lintention-des-communautés>
- 29 Voir, par exemple, Carbon Plan (2021), *Systematic over-crediting of forest offsets*, <https://carbonplan.org/research/forest-offsets-explainer>; Song, L. (2019), *An even more inconvenient truth. Why carbon credits for forest preservation may be worse than nothing*. <https://features.propublica.org/brazil-carbon-offsets/inconvenient-truth-carbon-credits-dont-work-deforestation-redd-acre-cambodia/>
- 30 Elgin, B. (2022) *This timber company sold millions of dollars of useless carbon offsets*. Bloomberg UK. 20 mars. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-03-17/timber-ceo-wants-to-reform-flawed-carbon-offset-market>
- 31 Elgin, B. (2020) *These trees are not what they seem. How The Nature Conservancy, the world's biggest environmental group, became a dealer of meaningless carbon offsets*. Bloomberg Green. Pour davantage d'information sur la société Audubon voir : <https://www.propublica.org/article/a-nonprofit-promised-to-preserve-wildlife-then-it-made-millions-claiming-it-could-cut-down-trees>
- 32 Elgin, B. (2022) Op cit.
- 33 SEI (2015) *Has Joint Implementation reduced GHG emissions? Lessons learned for the design of carbon market mechanisms*. <https://www.sei.org/publications/has-joint-implementation-reduced-ghg-emissions-lessons-learned-for-the-design-of-carbon-market-mechanisms/> ; et Oeko-Institute (2016), *How additional is the Clean Development Mechanism?* https://ec.europa.eu/clima/system/files/2017-04/clean_dev_mechanism_en.pdf

ENCADRÉ 2 LA COMPENSATION CARBONE NE MARCHE PAS

ont conclu que seulement près de 50% des crédits étaient probablement basés sur des économies d'émission additionnelles.³⁴ Une étude sur les projets de carbone forestier associés au marché du carbone en Californie a trouvé que 82% des crédits issus des projets analysés par les chercheurs « ne représentent probablement pas de véritables réductions des émissions ».³⁵ Les auteurs ont estimé que les acheteurs de crédits carbone de ces projets pourraient libérer dans l'atmosphère 80 millions de tonnes de CO₂ additionnelles. En effet, ces crédits étaient vendus à des entreprises dont les émissions de gaz à effet de serre étaient plafonnées par loi et, grâce à eux, elles pouvaient dépasser la limite légale. Il a été constaté aussi que des projets de carbone forestier dans la région amazonienne du Pérou vendaient des 'crédits fantômes'.³⁶ Un rapport qui a examiné dix projets de carbone forestier dans l'Amazonie brésilienne signale que ces projets ne pouvaient pas prouver qu'ils avaient produit assez d'économies d'émissions pour justifier les déclarations pleines d'assurance des entreprises qui avaient acheté les crédits carbone.³⁷

Les rapports mentionnés ci-dessus³⁸ montrent pourquoi la 'compensation forestière de haute qualité' comporte un oxymore dans les termes : chaque crédit carbone est basé sur la supposition invérifiable que le projet a évité, diminué ou éliminé des émissions qui auraient été libérées dans l'atmosphère si le projet n'avait pas existé.

Les projets de compensation du carbone forestier ne sont pas dangereux uniquement pour le climat. Ils ont suscité également d'innombrables conflits en menaçant la souveraineté alimentaire lorsqu'ils empêchent les peuples autochtones et paysans d'utiliser leurs territoires sous prétexte que cela met en péril le carbone emmagasiné dans les forêts (voir l'ENCADRÉ 8 : EXEMPLES DE CONFLITS SUSCITÉS PAR REDD EN INDONÉSIE, EN OUGANDA, EN COLOMBIE ET AU BRÉSIL).



ENCADRÉ 3 LA CONFUSION DE CATÉGORIES

Bien entendu, les crédits carbone dérivés de projets censés éviter ou réduire la libération d'encore plus de carbone dans l'atmosphère ne sont pas pareils aux crédits de compensation dérivés de projets censés éliminer du dioxyde de carbone de l'atmosphère. Cependant, il est évident que certains secteurs de l'industrie des compensations et des ONG écologistes s'efforcent de mettre dans la même catégorie les émissions évitées et la compensation par l'élimination. Cette tendance apparaît à un moment où, même chez les entreprises acheteuses de crédits carbone, les crédits dérivés des émissions évitées sont perçus comme un risque pour leur réputation à cause de la divulgation généralisée des exagérations dans ce domaine. Néanmoins, malgré leurs différences, les deux catégories ont en commun

l'erreur inhérente à la compensation : le calcul des émissions de gaz à effet de serre qui ne vont pas perturber le climat grâce au projet de compensation n'est pas basé sur des faits. Ainsi, que les émissions prétendument économisées ou éliminées n'aient pas pu exister en l'absence du projet de compensation est une affirmation invérifiable et d'une vraisemblance relative (voir l'ENCADRÉ 2 : LA COMPENSATION CARBONE NE MARCHE PAS).

Il faut signaler également que, malgré leurs différences, les trois approches sont des distractions dangereuses parce que les grandes entreprises s'en servent pour déboiser et brûler des combustibles fossiles encore davantage.

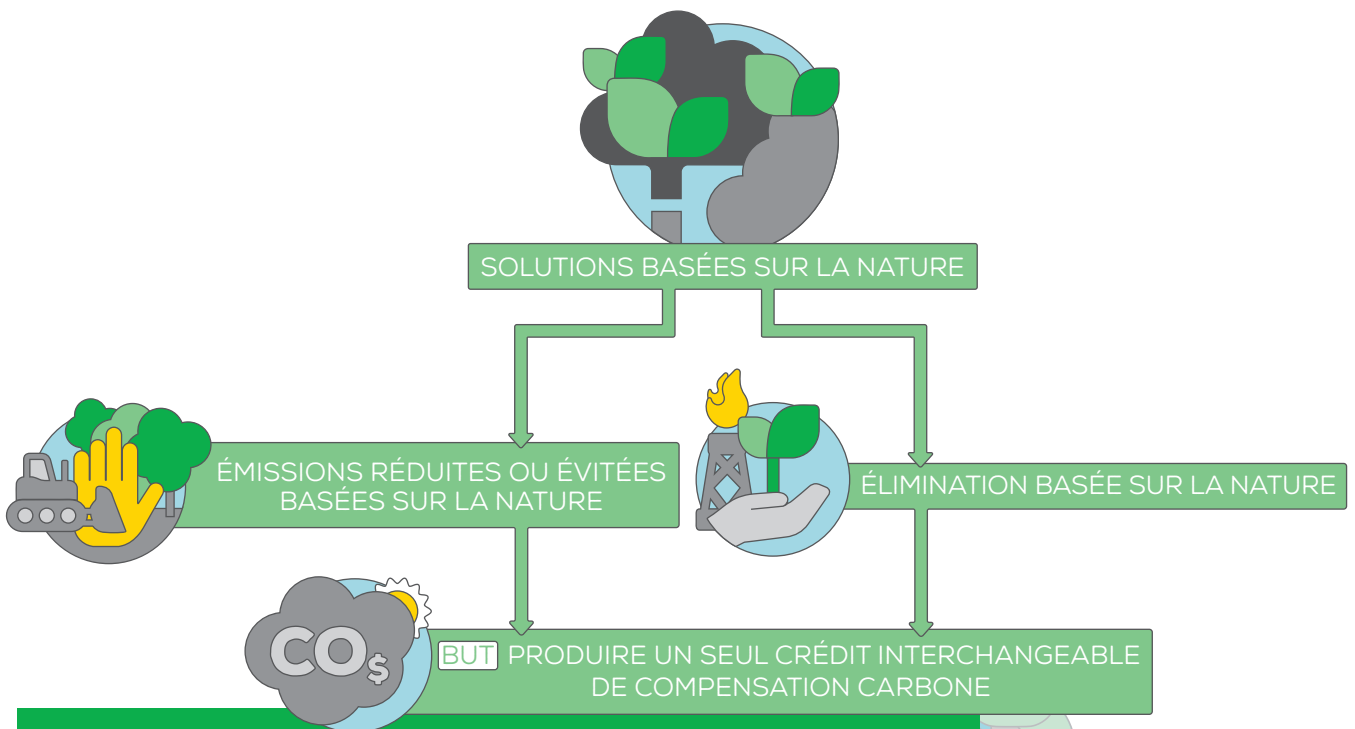
34 https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/45244/48525_err170.pdf

35 https://gspp.berkeley.edu/assets/uploads/research/pdf/Policy_Brief-US_Forest_Projects-Leakage-Haya_2.pdf. Voir aussi Song, L. et Temple, J. (2021) *The Climate solution actually adding millions of tons of CO₂ into the atmosphere*. ProPublica and MIT Technology Review. <https://www.propublica.org/article/the-climate-solution-actually-adding-millions-of-tons-of-co2-into-the-atmosphere>

36 <https://redd-monitor.org/2021/11/22/verified-hot-air-how-a-popular-carbon-offset-project-in-peru-has-taken-tens-of-millions-of-dollars-from-hundreds-of-companies-and-individuals-but-done-nothing-to-prevent-climate-change/>

37 <https://unearthed.greenpeace.org/2021/05/04/carbon-offsetting-british-airways-easyjet-verra/>

38 Les rapports cités ne sont qu'une petite sélection de ceux qui témoignent des contradictions et des suppositions douteuses qui portent couramment à conclure que les prétendues économies d'émissions des projets de compensation sont exagérées. Le site web REDD-Monitor contient un nombre considérable de ces rapports : www.redd-monitor.org



ENCADRÉ 4 QU'EST-CE QU'UN CRÉDIT CARBONE ?

Quand une entreprise souhaite vendre ses produits comme neutres en carbone ou annoncer que ses émissions nettes sont nulles même si elle continue d'utiliser des combustibles fossiles ou de détruire des forêts, elle peut payer quelqu'un qui déclare éviter des émissions prévues ou éliminer du carbone de l'atmosphère. Le projet doit démontrer également que c'est la vente de crédits carbone qui a rendu possible le projet de compensation, et que sans les recettes de cette vente le projet n'aurait pas eu lieu.

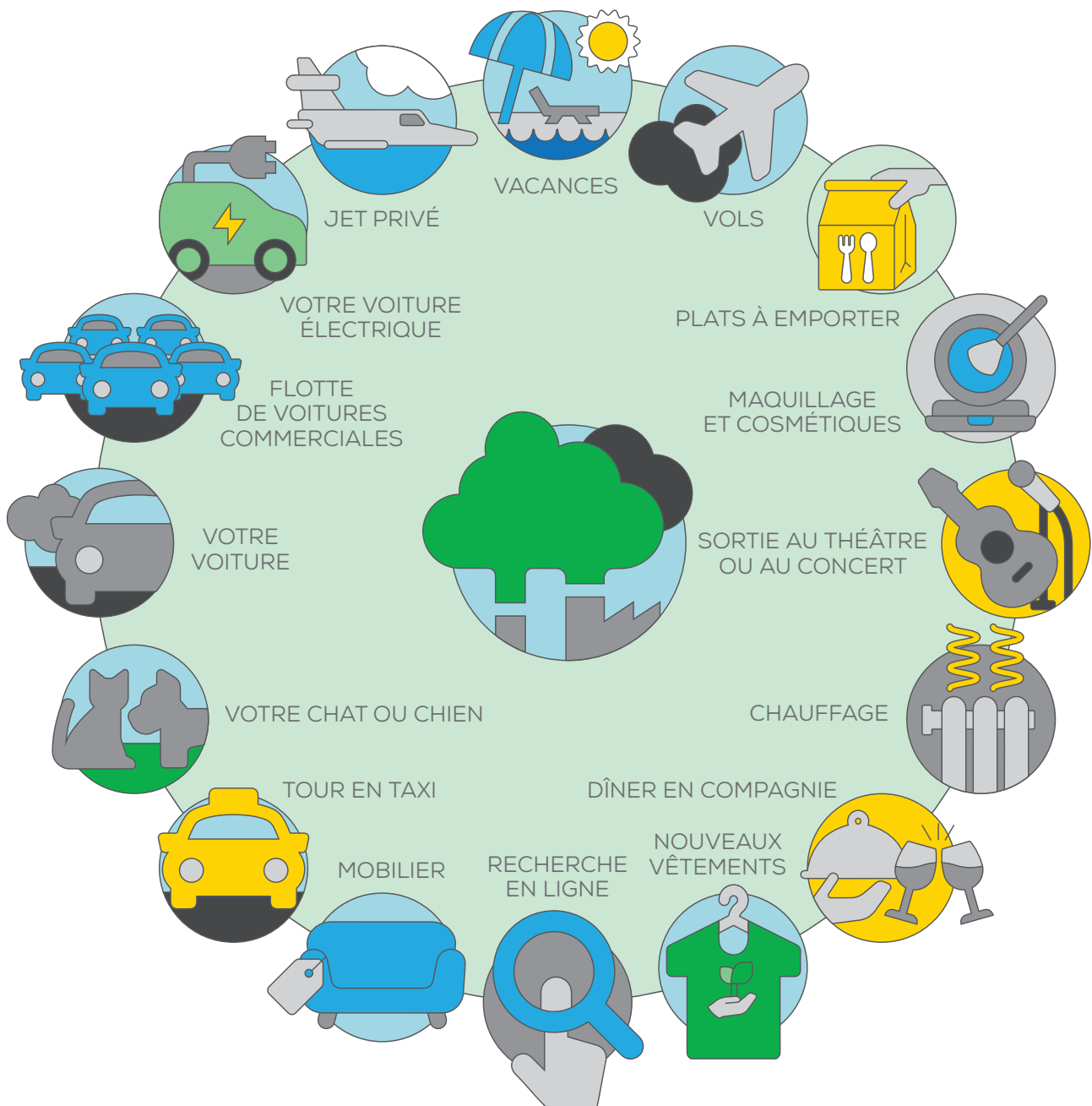
Le projet calcule combien d'émissions sont évitées ou combien de carbone est éliminé de l'atmosphère par suite du projet de compensation et, sur la base de ce calcul, émet des crédits carbone. Chaque **crédit carbone** ou **compensation carbone** représente 1 tonne d'équivalent CO₂³⁹ qui n'a pas été émise ou qui a été éliminée de l'atmosphère. L'entreprise achète le nombre de crédits carbone nécessaires pour annuler – ou 'compenser' – ses émissions, et reçoit une liste de numéros de série qui lui permettent de commercialiser ses produits ou services en tant que **neutres en carbone** ou affirmer qu'elle fonctionne comme une entreprise à **zéro émission nette**.

39 Il s'agit d'un 'équivalent' parce que le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat a approuvé un ensemble de calculs qui permet de comparer les différents impacts sur le climat des différents gaz à effet de serre. Les gaz à effet de serre ainsi rendus équivalents sont le dioxyde de carbone, le méthane, l'oxyde d'azote et quelques gaz fluorés artificiels. La base de ces comparaisons est l'impact sur le climat du gaz à effet de serre le plus commun, le dioxyde de carbone (CO₂) au cours de 100 années, d'où l'expression géquivalent CO₂ ou CO₂e. Le méthane, par exemple, aurait un potentiel de réchauffement planétaire 21 fois plus élevé que le dioxyde de carbone. Cela veut dire que, pour compenser ses émissions de méthane, une entreprise doit acheter 21 crédits carbone pour chaque tonne de méthane émise. Une critique de ces équivalences figure, entre autres, dans Lohmann, L. (2009), *Neoliberalism and the calculable world. The rise of carbon trading* (en anglais et en espagnol). <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/neoliberalism-and-calculable-world>

UNE SÉRIE D'ENTREPRISES AFFIRMENT MAINTENANT QUE NOUS POUVONS RENDRE NOS ACTIVITÉS 'NEUTRES EN CARBONE'

CELA FAIT PARAÎTRE QUE L'ON PEUT CONTINUER À ACCOMPLIR DES ACTIVITÉS TRÈS POLLUANTES
COMME D'HABITUDE, SI ON LES NEUTRALISE AU MOYEN DE LA COMPENSATION OU L'ÉLIMINATION
VOICI UNE POIGNÉE DE PRODUITS POUR LESQUELS ON PEUT VOUS OFFRIR DES COMPENSATIONS

D'OÙ PROVIENNENT LES COMPENSATIONS ?



LES PROMESSES DE ZÉRO ÉMISSION NETTE DISSIMULENT L'EXPANSION DES COMBUSTIBLES FOSSILES ET L'EMPREINTE CLIMATIQUE CROISSANTE DE L'AGRO-INDUSTRIE

2

La promesse de zéro émission nette permet à une entreprise de continuer à brûler des combustibles fossiles, à détruire des forêts pour élargir ses plantations de soja ou de palmier à huile, ou à émettre de grands volumes de méthane⁴⁰ par l'élevage intensif, et d'affirmer que, tout compte fait, elle n'endommage pas le climat. Ces promesses ont donc pour but principal de protéger les profits que l'entreprise a toujours faits.⁴¹

Or, le danger de ces promesses va au-delà du fait qu'elles détournent l'attention du besoin de réduire radicalement et rapidement les émissions réelles des grandes entreprises (et non de les annuler tout simplement sur le papier). Ces promesses rendent invisibles les politiques, la violence et la destruction écologique et sociale que provoquent la consommation de combustibles fossiles et l'agriculture industrielle. Elles y parviennent en réduisant tous les dégâts à des chiffres qui représentent des molécules de dioxyde de carbone.

EXEMPLES D'ENGAGEMENTS 'ZÉRO ÉMISSION NETTE'

2.1

Plus de 1 500 grandes entreprises se sont engagées à produire des émissions nettes nulles ces dernières années.⁴² On y trouve les multinationales pétrolières BP, Shell et Total, les géants technologiques Microsoft et Apple, les détaillants Amazon et Walmart, les banques et investisseurs HSBC, Bank of America et BlackRock, les compagnies aériennes KLM et Delta et les multinationales de l'industrie alimentaire JBS, Nestlé et Cargill. Aucune de ces entreprises n'a promis d'arrêter de brûler des combustibles fossiles ou de changer son modèle d'affaires.

La société pétrolière et gazière Eni, par exemple, met bien en vue sur son site web qu'elle s'engage à « protéger et conserver les forêts ». L'entreprise met l'accent sur l'importance des forêts pour le stockage du carbone. Or, Eni ne s'est pas engagée à protéger et conserver les réserves souterraines de carbone fossile qu'elle contrôle directement. Elle continuera à les détruire, puisqu'elle prévoit d'employer du gaz fossile pour 90% de sa production d'énergie d'ici à 2050.⁴³



Irrigation d'une monoculture de céleri en Californie © iStock

40 Voir note 26. La définition que donne le GIEC des équivalencens entre les divers gaz à effet de serre permet aux entreprises de compenser les émissions de méthane de l'agriculture industrielle avec des crédits carbone de projets qui affirment avoir évité la déforestation ou planté des arbres supplémentaires pour éliminer du carbone de l'atmosphère. Cette définition implique aussi que les entreprises peuvent générer 21 crédits carbone pour chaque tonne de méthane qu'elles affirment avoir évité de libérer dans l'atmosphère, par exemple en captant le méthane des fosses à lisier dans un biodigesteur qui le transforme en gaz pour la cuisine ou le chauffage. Voir par exemple Byrne, J. (2021) *Climate neutrality is in reach for the US beef and dairy sectors*. <https://www.feednavigator.com/Article/2021/07/28/Climate-neutrality-is-within-reach-for-the-US-beef-and-dairy-sectors>

41 ETC Group (2021) *No to Nature-based Solutions!* <https://www.etcgroup.org/content/no-nature-based-solutions>. Des vidéos de la conférence de presse où la déclaration a été présentée sont disponibles sur: <https://www.wrm.org.uy/multimedia/watch-the-press-conference-no-to-nature-based-solutions>

42 Voir le tableau *Quelques exemples des nombreuses lacunes des politiques climatiques 'zéro émission nette' des grands pollueurs* dans le rapport *La grosse arnaque* d'Amis de la Terre International, Corporate Accountability, Corporate Europe Observatory et Global Forest Coalition. https://www.foei.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque_FR.pdf

43 Eni (2022): *Eni for 2021. Carbon Neutrality in 2050*. <https://www.eni.com/assets/documents/eng/just-transition/2021/eni-for-2021-carbon-neutrality-2050-eng.pdf>

De même, Total, Shell et BP continuent d'investir fortement dans la destruction des réserves souterraines de carbone fossile. En juin 2022, Total a annoncé qu'elle avait acheté 49% des actions de l'entreprise forestière gabonaise Compagnie des Bois du Gabon (CBG), dans le but explicite de générer des crédits carbone à partir de la production de bois.⁴⁴ Les prévisions à court terme de l'industrie des combustibles fossiles comportent 195 projets pétroliers

et gaziers gigantesques, dont chacun libérera pendant sa durée de vie au moins un milliard de tonnes de CO₂.⁴⁵ Shell écrit sur son site web que « les solutions basées sur la nature peuvent fortement contribuer » à l'ambition de l'entreprise de « être une entreprise à zéro émission nette d'ici 2050 ou même avant ».⁴⁶

PLUS DE 1 500 MULTINATIONALES ONT FAIT DES PROMESSES D'ÉMISSION 'NETTE NULLE' CES DERNIÈRES ANNÉES

BEAUCOUP D'ENTRE ELLES S'ENGAGENT AUSSI À SE SERVIR DES 'SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE' POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF



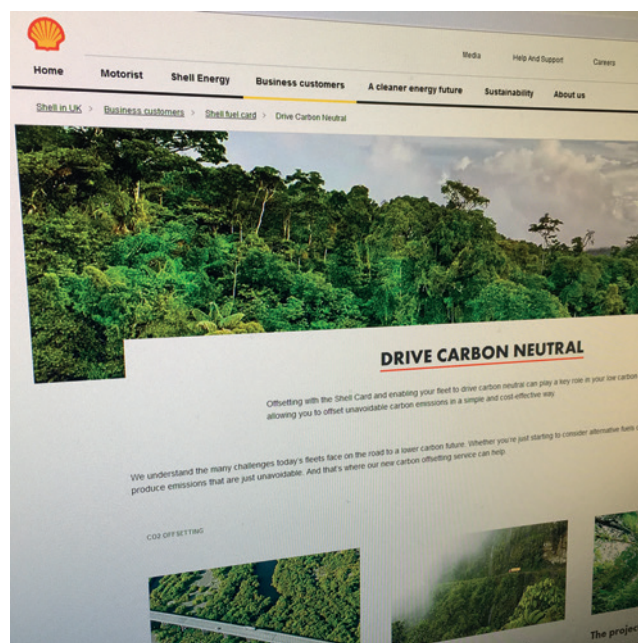
44 TotalEnergies (2022) : TotalEnergies et la Compagnie des Bois du Gabon s'associent pour développer un nouveau modèle de gestion forestière alliant production de bois et puits de carbone. <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-presse/gabon-totalenergies-compagnie-bois-du-gabon-sassocient>

45 Guardian (2022) Revealed: the 'carbon bombs' set to trigger catastrophic climate breakdown. <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2022/may/11/fossil-fuel-carbon-bombs-climate-breakdown-oil-gas>

46 Shell. Nature-based solutions webpage. <https://www.shell.com/energy-and-innovation/new-energies/nature-based-solutions.html#iframe=L3dIYmFwcHMvRVBUQj1OQIMtR2xvYmUv>

ENCADRÉ 5 L'INDUSTRIE DES COMBUSTIBLES FOSSILES LANCE L'INITIATIVE CLIMATIQUE PÉTROLE ET GAZ À LA COP 26

Juste avant la conférence climatique COP 26 d'octobre 2021 à Glasgow, les multinationales pétrolières Shell, Chevron, Eni et BP ont lancé l'Initiative climatique pétrole et gaz. Se décrivant comme « une initiative dirigée par les directeurs généraux qui vise à accélérer la réponse de l'industrie au changement climatique », et représentant près de 30% de la production mondiale de pétrole et de gaz, l'initiative a annoncé son engagement à atteindre zéro émission nette.⁴⁷ Du moment que 'zéro net' n'est pas égal à zéro, cette promesse va permettre aux membres de l'initiative de continuer à détruire les réserves souterraines de carbone fossile tant qu'elles pourront présenter un bilan où les émissions de carbone fossile auront été 'annulées' par un volume équivalent de crédits carbone.



Un exemple de compensation carbone sur le site web de Shell

Tout comme les producteurs, les grands consommateurs de combustibles fossiles tels que les compagnies aériennes et les entreprises de TI se sont servis de la conférence de Glasgow pour vanter leurs engagements climatiques de type 'zéro net'. Microsoft, que le gouvernement britannique avait nommée partenaire principal de la COP26, déclare qu'elle deviendra 'négative en carbone' d'ici 2030 (en promettant d'éliminer de l'atmosphère davantage de carbone qu'elle n'en émet). Cependant, l'empreinte énergétique de l'entreprise augmente du fait qu'elle accélère la collecte et le stockage de données dans ses stations de serveurs géants, et qu'elle vend des logiciels qui aident les entreprises pétrolières à situer et à extraire du pétrole et du gaz.⁴⁸

Yara, premier producteur mondial de fertilisants synthétiques, a profité de la COP de Glasgow pour minimiser l'impact sur le climat des fertilisants azotés, alors que ceux-ci sont une des sources principales de l'oxyde d'azote, un puissant gaz à effet de serre (NO₂).⁴⁹ Un article scientifique publié juste avant la COP26 avait

mis l'accent sur l'impact croissant des émissions d'oxyde d'azote associées à l'application de fertilisants azotés.⁵⁰ Ces émissions ont augmenté de 30% au cours des quatre dernières décennies, et les fertilisants azotés sont considérés comme la source d'environ 10% des émissions mondiales directes de gaz à effet de serre.⁵¹ En 2021, Yara avait établi l'Agora Carbon Alliance qui, d'après son site web, est « en train de prendre des mesures à l'échelon mondial pour renverser les effets du changement climatique en décarbonisant l'agriculture et en remettant le carbone dans les sols ». Dans le cadre de cette initiative, Yara inscrit également des agriculteurs de l'Inde dans un programme qui produit des crédits carbone (voir le CHAPITRE 6.3).⁵²

Du côté de l'industrie financière, la Glasgow Financial Alliance for Net Zero est une coalition de 450 sociétés financières dont J.P. Morgan, Goldman Sachs et Santander, qui s'engagent à rendre nettes nulles les émissions de leurs investissements d'ici à 2050. Cependant, ces sociétés continuent de financer

47 OGCI (2022) *All OGCI member companies have announced net zero ambitions*. <https://www.ogci.com/all-ogci-member-companies-have-announced-net-zero-ambitions/>

48 Deutsche Welle (2021): *Corporate CO₂ targets: Greenwashing or genuine climate action?* <https://www.dw.com/en/corporate-co2-targets-greenwashing-or-genuine-climate-action/a-59861619>

49 Yara (2021): *28 companies pledge to accelerate use of decarbonized hydrogen at COP26*. Novembre. <https://archive.ph/wip/pNabZ>. Voir aussi: Yara (2017): *Ammonia emissions: Clean air, strong crops*. Novembre. <https://www.yara.com/globalassets/pure-nutrient--ammonia/reducing-ammonia-emissions-from-agriculture.pdf/>

50 Tian, H. et d'autres (2020) : *A comprehensive quantification of global nitrous oxide sources and sinks*. Nature, Vol. 586, pages 248–256. <https://www.nature.com/articles/s41586-020-2780-0>

51 IATP (2021): *Magical thinking on fertilizer and climate change*. <https://www.iatp.org/magical-thinking-fertilizer-and-climate-change>

52 DeSmog magazine (non daté): *Yara*. <https://www.desmog.com/agribusiness-database-yara/>

l'extraction de combustibles fossiles à grande échelle. Entre 2016 et 2019, JP Morgan a fourni 102 milliards USD à des sociétés pétrolières et gazières qui sont en train d'augmenter leur production, et plus de 268 milliards USD aux sociétés pétrolières en général.⁵³

La multinationale de l'alimentaire Nestlé a élaboré une 'Carte routière vers le zéro net', où elle ne fait pas figurer les émissions qui vont découler de la croissance de 68% prévue pour son approvisionnement en produits laitiers et animaux et en matières premières agricoles entre 2020 et 2030.⁵⁴ Bien que la carte routière mette l'accent sur une réduction des émissions de 50% d'ici 2030 l'entreprise dépendra fortement de la compensation carbone pour rendre ces opérations 'zéro net' d'ici 2050. Nestlé estime

que, pour respecter sa carte routière, elle aura besoin de compenser 13 millions de tonnes de gaz à effet de serre par an d'ici 2050, soit à peu près l'équivalent des émissions annuelles d'un petit pays comme la Lettonie.⁵⁵

Beaucoup d'associations industrielles et de gouvernements se sont servis de la COP26 pour annoncer ou mettre à jour leurs engagements 'zéro net'. L'UE a promis de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici l'an 2030 ; le gouvernement des États-Unis s'est engagé à réduire ses émissions nettes de 50% la même année. Le gouvernement de l'Inde a annoncé que le pays deviendrait neutre en carbone d'ici 2070, et le gouvernement de la Chine a promis la neutralité carbone pour 2060.

ENCADRÉ 6 LA DÉFORESTATION NETTE NULLE

De nombreuses agro-industries qui ont promis d'atteindre le 'zéro net' sont en train de s'engager aussi à atteindre le 'zéro déforestation nette' dans leurs chaînes d'approvisionnement mais, à ce qu'il paraît, elles n'ont pas l'intention d'arrêter la destruction forestière dont elles sont responsables. En fait, beaucoup d'entre elles avaient déjà signé la Déclaration de New York sur les forêts, qui promettait de « diminuer de moitié la déforestation pour 2020 et agir pour y mettre un terme en 2030 ». Elle y a spectaculairement échoué.⁵⁶

JBS Holdings est une des entreprises qui ont manqué à leurs grandes promesses auparavant. Le leader mondial de la transformation de la viande reconnaît ouvertement dans son engagement climatique pour 2040 que ses activités actuelles contribuent au déboisement illégal. L'entreprise promet d'éliminer le déboisement illégal dans sa chaîne d'approvisionnement d'ici 2025. Autrement dit, l'entreprise prévoit d'admettre le déboisement illégal pendant trois ans de plus. Ce n'est pas la première fois que JBS fait cette promesse. Elle n'a pas respecté un engagement semblable pris en 2009. Sa nouvelle promesse révèle qu'elle prévoit de poursuivre les opérations qui entraînent la déforestation dans le monde entier pendant 14 années supplémentaires,

et ne promet d'y mettre un terme qu'en 2035. Une enquête récente a montré que JBS et d'autres entreprises du secteur de la viande ont acheté du bétail à des fournisseurs impliqués dans les incendies dans la région brésilienne du Pantanal, la zone humide contiguë la plus grande du monde.⁵⁷

Bien que des multinationales de l'alimentaire comme Unilever, Nestlé, Cargill, Marfrig et JBS fassent encore des promesses et affirment que les solutions basées sur la nature sont importantes pour s'attaquer au changement climatique, elles continuent de vendre des produits liés à la déforestation.⁵⁸ Leur modèle d'entreprise est à l'origine d'une déforestation à grande échelle depuis des années, qui a transformé les forêts en plantations industrielles de soja ou de palmier à huile et en pâturages pour le bétail. Une part considérable des 12,2 millions d'hectares de forêts détruits en 2020 était liée à l'expansion des frontières de la production de matières premières pour l'exportation.⁵⁹ Si l'on ajoute aux émissions dues à la déforestation les émissions massives de méthane et d'oxyde d'azote du secteur alimentaire industriel, le besoin d'un changement de système dans la façon de produire, de distribuer et de consommer des aliments devient encore plus évident.

53 Rainforest Action Network (2022) *Banking on Climate Chaos 2020 report*. https://www.ran.org/wp-content/uploads/2020/03/Banking_on_Climate_Change_2020_vF.pdf

54 GRAIN (2021) *Greenwashing des entreprises : le 'zéro net' et les 'solutions fondées sur la nature' sont des escroqueries meurtrières*. <https://grain.org/fr/article/6636-greenwashing-des-entreprises-le-zero-net-et-les-solutions-fondees-sur-la-nature-sont-des-escroqueries-meurtrieres>

55 Ibid.

56 REDD Monitor (2019) *Hate to say I told you so, but the New York Forest Declaration has utterly failed to stop deforestation*. <https://redd-monitor.org/2019/09/19/hate-to-say-i-told-you-so-but-the-new-york-forest-declaration-has-utterly-failed-to-stop-deforestation/>

57 IATP (2021) *Behind the curtain of the JBS net zero pledge*. <https://www.iatp.org/documents/behind-curtain-jbs-net-zero-pledge>, notes 23,24 et 25.

58 Vous trouverez des études de cas sur les défauts des plans 'zéro émission nette' présentés par JBS, Shell et total dans le rapport de 2021 d'Amis de la Terre International, Corporate Accountability, Corporate Europe Observatory et Global Forest Coalition, La grosse arnaque, https://www.foei.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque_FR.pdf

59 <https://www.wri.org/insights/pledges-action-whats-next-cop26-corporate-commitments>

LES PROMESSES DE 'ZÉRO ÉMISSION NETTE' RELANCENT LE MARCHÉ DE LA COMPENSATION CARBONE INOPÉRANTE

Depuis 2019, les promesses de zéro émission nette ont relancé le marché de la compensation carbone. À mesure que les émissions continuent d'augmenter du fait de la croissance permanente des grandes entreprises, la demande de crédits carbone pour répondre aux promesses toujours plus nombreuses de zéro émission nette augmente elle aussi rapidement.

Malgré l'échec systématique et bien documenté de la compensation carbone en tant que moyen de mettre fin aux émissions de gaz à effet de serre, l'industrie financière et les leaders des multinationales ont présenté plusieurs initiatives pour faire en sorte que le marché du carbone soit en mesure de satisfaire la demande croissante de crédits carbone.

Pendant la période préparatoire à la COP26, le gouvernement britannique a approuvé la création d'un groupe de travail sur la mise à l'échelle des marchés volontaires du carbone, dirigé par l'ancien directeur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney. Parmi les membres du groupe de travail figurent BP, Shell, Total et EasyJet, ainsi que des négociants en carbone et des promoteurs tels que South Pole, Natural Capital Partners, Verra, First Climate, EcoAct, ClimateCare, et des sociétés de l'alimentaire comme Unilever, Nestlé et Bunge.⁶⁰ L'objectif du groupe était de « **développer considérablement les marchés volontaires du carbone** », en affirmant que ces marchés devaient se multiplier par 15 ou plus d'ici 2030 pour répondre à la demande de crédits carbone découlant des engagements à la neutralité carbone et aux émissions nettes nulles.⁶¹

Suite à la reconnaissance croissante de ce que les défenseurs de la compensation décrivent comme un manque fondamental de compensations de haute qualité, l'ambition du groupe s'est considérablement réduite après la COP et il s'est adonné à des délibérations sur la qualité plutôt que sur la quantité des compensations carbone.⁶² Cependant, à ce moment-là le groupe de travail avait atteint son but de **détourner l'attention, une fois de plus, des débats de la COP sur des mesures contraignantes pour cesser de brûler des combustibles**

fossiles. Le groupe a servi au gouvernement du Royaume-Uni, qui présidait la COP climatique à Glasgow, à conférer une certaine légitimité aux promesses d'émissions 'nettes nulles', abondamment reprises par la presse, et à détourner l'attention de l'échec des gouvernements à prendre des mesures réelles pour éviter l'effondrement du climat et pour abandonner progressivement les combustibles fossiles.

Une autre initiative, REDD+ Environmental Excellence Standard (ART-TREES), est en train de développer des propositions pour reformuler et promouvoir l'utilisation des crédits REDD+. Cette initiative est utile à la coalition LEAF (Lowering Emissions by Accelerating Forest Finance), à laquelle appartiennent des gouvernements producteurs de combustibles fossiles (États-Unis, Royaume-Uni et Norvège) et des multinationales qui s'intéressent aux finances du carbone et à la compensation dans les forêts tropicales.



Manifestation contre REDD+ pendant la COP 21 à Paris

© Victor Barro/Amis de la Terre Espagne

60 Cooke, P. (2021) *Industry-Backed Taskforce Recommendations on Carbon Markets Could be 'Dangerous Distraction'*. <https://www.desmog.com/2020/11/12/voluntary-carbon-market-taskforce-could-prove-dangerous-distraction-crucial-climate-targets-green-groups-claim/>

61 <https://redd-monitor.org/2020/11/27/redd-monitors-incredibly-important-perspective-on-the-taskforce-on-scaling-voluntary-carbon-markets-the-taskforce-is-madness/>

62 Pour davantage d'information voir *Le pari fossile sur l'avenir repose sur un château de cartes*, Amis de la Terre International (2022). <https://www.foei.org/fr/publications/le-pari-fossile-sur-lavenir-repose-sur-un-chateau-de-cartes/>

LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE ET L'ÉLIMINATION NATURELLE DU CARBONE, UNE MENACE CROISSANTE D'ACCAPAREMENT DE TERRES

3

Bien des promesses d'émission nette nulle ne sont probablement que des **tactiques politiques**. Ces promesses sont faites pour retarder l'application des normes pour lutter contre la crise écologique, plutôt que dans l'intention de les respecter. Quand même, du fait qu'elles dépendent fortement des crédits carbone issus de projets dénommés 'solutions basées sur la nature', elles sont déjà en train de déclencher une nouvelle ruée vers les terres. D'après l'influente initiative de l'ONU dénommée Principes pour l'investissement responsable (PRI), la nouvelle valeur financière que les engagements 'zéro net' donnent à la terre pourrait fournir au secteur financier la croissance dont il a tant besoin : « La valeur potentielle totale [des solutions basées sur la nature] est estimée à 7,7 billions USD... Ceci offre d'énormes opportunités nouvelles aux promoteurs de projets et aux investisseurs. »⁶³

Parmi les initiatives des grandes entreprises en matière de zéro émission nette qui font explicitement référence aux 'solutions basées sur la nature' figurent celles de BP,

Chevron, Equinor, Total, Shell, Eni, BHP, Dow Chemical Company, Bayer, Boeing, Microsoft, Novartis, Procter and Gamble, HSBC, Woodside Energy, International Paper, Olam, Coca-Cola, Danone, Unilever, Mars, le World Business Council on Sustainable Development et le Forum économique mondial. Cette liste comporte de nombreuses coïncidences avec celle des 33 multinationales avec lesquelles l'organisation écologiste états-unienne The Nature Conservancy a des partenariats pour « investir dans la nature » (Shell, Amazon, Coca-Cola, Nestlé, Cargill, Syngenta, BHP Billiton et d'autres encore).⁶⁴

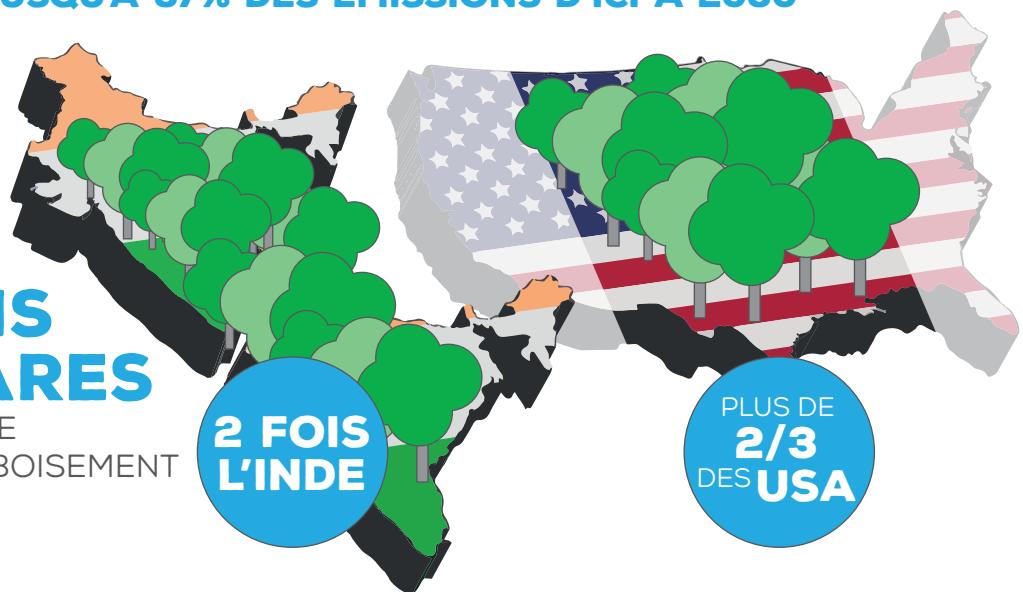
En 2017, un article sur les 'solutions climatiques naturelles'⁶⁵ par des auteurs associés à The Nature Conservancy a avancé l'opinion que les solutions basées sur la nature⁶⁶ pourraient contribuer à diminuer de jusqu'à 37% les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Les calculs présentés dans l'article sont fondés sur une série de suppositions qui, examinées de plus près, paraissent problématiques d'un point de vue technique,

UN ARTICLE SUR LES 'SOLUTIONS CLIMATIQUES NATURELLES' AVANÇAIT L'AFFIRMATION QU'ELLES POURRAIENT CONTRIBUER À ATTÉNUER JUSQU'À 37% DES ÉMISSIONS D'ICI À 2030

IL DIT QUE

678
MILLIONS
D'HECTARES

POURRAIENT ÊTRE
AFFECTÉS AU REBOISEMENT



63 UN PRI (2020) *The inevitable forest finance response: investor opportunities*. <https://www.unpri.org/inevitable-policy-response/the-inevitable-forest-finance-response-investor-opportunities/5906.article>

64 Schmidlechner, M. (2022) *Nature-based Solutions: miraculous weapon to save the climate or "final solution" for forests and their peoples?* <https://www.wrm.org.uy/NBS-miraculous-weapon-save-climate-or-final-solution-forests>

65 Griscom et d'autres (2017) *Natural climate solutions*. PNAS. Vol. 114. n°. 44.

66 The Nature Conservancy les appelle 'solutions climatiques naturelles'.

peu vraisemblables et politiquement irréalistes.⁶⁷ L'article suggère, par exemple, qu'une superficie de 678 millions d'hectares se prêterait au reboisement. Cela équivaut au double de la superficie de l'Inde ou à plus de deux tiers de celle des États-Unis. L'article propose aussi près de 14 millions d'hectares additionnels de plantations d'arbres, surtout dans les tropiques, pour s'assurer que le reboisement est commercialement viable. Malgré ces affirmations incroyables, ce document continue d'être considéré comme *la* source scientifique qui montre le potentiel des solutions basées sur la nature dans la lutte contre le changement climatique, et il est cité dans des rapports de l'ONU.⁶⁸

En 2021, en Écosse, une superficie équivalente aux deux tiers de la ville de Glasgow a changé de mains lorsque des fonds d'investissement et des entreprises ont acheté 16 700 hectares dans l'intention de les utiliser comme puits de carbone.⁶⁹ Au total, il y a en Écosse environ 790 projets de crédits carbone qui couvrent une superficie de 63 453 hectares, soit près de 1% des terres du pays.⁷⁰ Au Pays de Galles, des agriculteurs rapportent que des investisseurs immobiliers font du démarchage à domicile en essayant de leur acheter des terres afin d'y planter des arbres pour compenser des émissions de gaz à effet de serre.⁷¹

Le prix de la terre augmente au point de dépasser les moyens financiers des communautés attachées depuis longtemps à leurs champs, et met en danger l'emploi local où les familles n'obtiennent que des revenus modestes de l'agriculture.⁷²

De l'autre côté du monde, en Malaisie, le Procureur Général du Sabah a déclaré nul un accord pour la conservation de la nature que le ministre adjoint de l'État avait signé avec une entreprise privée basée au Singapour. L'accord avait été négocié en secret en octobre 2021 et concernait toutes les forêts domaniales qui restaient – 4,9 millions d'acres – pendant 100 ans. Les communautés du Sabah, dont de nombreux peuples autochtones, ignoraient tout de l'accord avant qu'il soit rapporté par le site web d'information Mongabay. L'accord incluait un contrat pour la compensation carbone qui aurait permis à l'entreprise privée d'empocher 80 milliards USD pendant toute la durée du contrat grâce à la vente de crédits.^{73 74}

Certaines sociétés pétrolières sont déjà devenues associées ou actionnaires de projets REDD (ENI) ou forestiers (Total) afin de s'assurer de l'approvisionnement de crédits issus des solutions basées sur la nature. Eni participe à la gestion du Projet carbone de la communauté de Luangwa, en Zambie ; ce projet se décrit lui-même comme le plus grand projet REDD du continent africain.⁷⁵ En juin 2022, TotalEnergies a annoncé qu'elle avait acquis 49% des parts de la société forestière Compagnie des Bois du Gabon (CBG). Le communiqué de presse à ce sujet mentionne en particulier la génération de crédits carbone : « Le modèle de gestion forestière qui sera appliqué par les deux partenaires permettra de développer un nouvel équilibre entre, d'une part, une production durable de bois transformé localement allié à la séquestration du carbone et, d'autre part, la production de crédits carbone associés, grâce à la réduction de l'impact des activités



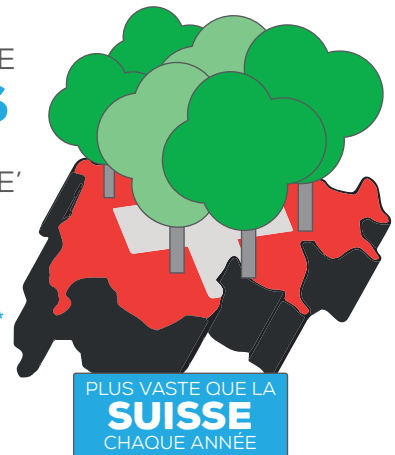
AMBITION DÉCLARÉE

COMPENSER CHAQUE ANNÉE L'ÉQUIVALENT DE
13 MILLIONS DE TONNES
DE CARBONE
AVEC DES 'SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE'

CELA DEMANDERAIT

DE PLANTER DES ARBRES SUR AU MOINS
4,4 MILLIONS D'HECTARES*
CHAQUE ANNÉE

*44000 KM²



PLUS VASTE QUE LA
SUISSE
CHAQUE ANNÉE

- 67 REDD-Monitor (2019) *Offsetting fossil fuel emissions with tree planting and 'natural climate solutions': science, magical thinking, or pure PR?* <https://redd-monitor.org/2019/07/04/offsetting-fossil-fuel-emissions-with-tree-planting-and-natural-climate-solutions-science-magical-thinking-or-pure-pr/>
- 68 UN News (2019) *La nature est l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le changement climatique*. 19 septembre. <https://news.un.org/fr/story/2019/09/1052082>
- 69 Financial Times (2022) *Carbon capture pitches smallholders against big business*. <https://www.ft.com/content/2ae63752-cefd-45b9-9282-a97584cc2cb2>
- 70 The Ferret (2022) *Mapping the green rush: Scotland's carbon credit sites*. <https://theferret.scot/mapping-the-green-rush-scotland-carbon-credit-sites/>
- 71 Catrin Haf Jones (2022) *Climate change: Cold callers shock farmers with tree-plant plea*. BBC News. <https://www.bbc.com/news/uk-wales-60125398>
- 72 Financial Times (2022) *Carbon capture pitches smallholders against big business*. <https://www.ft.com/content/2ae63752-cefd-45b9-9282-a97584cc2cb2>
- 73 <https://www.sarawakreport.org/2022/02/state-ag-has-pulled-the-plug-on-sabahs-80-billion-carbon-credit-debacle-so-where-does-that-leave-the-copy-cat-plan-by-abang-j>
- 74 Al Jazeera (2022) *Very hush-hush: Borneo's \$80bn carbon deal stokes controversy*. <https://www.aljazeera.com/economy/2022/2/2/very-hush-hush-borneos-80bn-carbon-deal-stokes-controversy>
- 75 Voir, par exemple, le rapport de Greenpeace Italie, *The Luangwa Community Forests Project (LCFP) in Zambia. A review of the biggest REDD+ project in Africa financed by the Italian oil and gas company ENI*. 2021. https://www.greenpeace.org/static/planet4-italy-stateless/2021/06/719f406b-gp-lcfc_scientific-report_english-version-1.pdf

forestières, au reboisement, à l'agroforesterie et à la conservation de forêts naturelles ».⁷⁶

Même si seule une fraction des promesses est appliquée par le biais de solutions basées sur la nature, cela va considérablement accroître et approfondir le contrôle exercé par les entreprises sur les terres affectées à l'agriculture familiale et paysanne, en plus d'accélérer l'accaparement de terres dû au grand volume des émissions des multinationales.

On a calculé que, pour que Nestlé atteigne son objectif déclaré de compenser l'équivalent de 13 millions de tonnes de CO₂ par an avec des solutions basées sur la nature, il faudrait planter des arbres sur au moins 4,4 millions d'hectares par an.⁷⁷

Shell estime qu'elle aura besoin de compenser 120 millions de tonnes de CO₂ par an d'ici 2030, et elle espère que cette compensation proviendra pour une bonne part des projets de solutions basées sur la nature. En juillet 2022, l'entreprise a investi 38 millions USD dans le négociant brésilien en compensations carbone Carbonext, et elle a obtenu un accès préférentiel aux crédits carbone de cette société.⁷⁸ Une analyse de la voie choisie par Shell pour ne pas dépasser 1,5 degré montre que, dans l'essentiel, elle est pareille à celle que l'entreprise avait choisie pour l'objectif de 2 degrés, mais avec un plan supplémentaire de « solutions basées sur la nature considérablement élargi », en particulier par la plantation d'arbres sur une « superficie proche de celle du Brésil ».⁷⁹

À mesure que le chaos climatique s'aggrave, les solutions basées sur la nature risquent davantage de menacer la souveraineté alimentaire : la poussée pour utiliser les

terres pour y stocker du carbone à l'échelle requise va déclencher une nouvelle vague d'expropriations chez les petits producteurs d'aliments tels que les peuples autochtones, les communautés forestières, les pêcheurs et bien d'autres. L'expérience des deux dernières décennies montre que les projets de compensation aujourd'hui vantés comme des solutions basées sur la nature vont probablement accroître la mainmise extérieure sur les décisions concernant l'affectation des terres, puisque de plus en plus de sols devront être gérés en suivant les priorités 'zéro net' des grandes entreprises.

Les promoteurs des solutions basées sur la nature affirment qu'il faudra intensifier la production alimentaire sur les terres existantes et que, grâce à cela, davantage de terres seront disponibles pour les solutions basées sur la nature et le piégeage de carbone. Cet argument, que l'on appelle 'économie de terres', a été présenté pendant des années par l'agro-industrie pour légitimer les propositions de type 'intensification durable' telles que les cultures génétiquement modifiées, la poursuite de l'emploi de fertilisants et de pesticides, ou l'intensification de la production d'animaux. Or, cette approche ferait augmenter les émissions des industries de l'alimentaire et aggraver d'autres effets négatifs.

D'autre part, l'agroécologie – une solution réelle pour transformer les systèmes alimentaires industriels et se tourner vers la souveraineté alimentaire – est de plus en plus récupérée et intégrée dans les solutions basées sur la nature.



AMBITION DÉCLARÉE

LA VOIE VERS 1,5°C

IMPLIQUE

DE MULTIPLIER LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE POUR PLANTER DES ARBRES SUR UNE ÉTENDUE



76 TotalEnergies (2022), Gabon : *TotalEnergies et la Compagnie des Bois du Gabon s'associent pour développer un nouveau modèle de gestion forestière alliant production de bois et puits de carbone*. <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-presse/gabon-totalenergies-compagnie-bois-du-gabon-sassocient>

77 GRAIN (2021). *Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières*, <https://grain.org/fr/article/6636-greenwashing-des-entreprises-le-zero-net-et-les-solutions-fondees-sur-la-nature-sont-des-escroqueries-meurtrieres>; voir la note 30. Le calcul est basé sur une estimation de 678 millions d'hectares nécessaires pour séquestrer 2 Gt de CO₂ via la restauration des écosystèmes. Voir Amis de la Terre International, À la poursuite de chimères carbonées : les concepts trompeurs des marchés du carbone et du "zéro émission nette", février 2021, <https://www.foei.org/fr/ressources/chimeres-carbonees-marches-du-carbone-zero-emission-nette-rapport>, qui cite M. Allen et al. 2020, The Oxford Principles for Net Zero Aligned Carbon Offsetting, septembre 2020, <https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/reports/Oxford-Offsetting-Principles-2020.pdf>

78 ESG Telegraph (2022) *Shell Invests \$38 Million in Forest Preservation Carbon Credit Project Developer Carbonext*. 12 juillet. <https://esgtelegraph.com/companies/shell-invests-38-million-in-forest-preservation-carbon-credit-project-developer-carbonext/>

79 Carbon Brief (2021) *Analysis: Shell says new 'Brazil-sized' forest would be needed to meet 1.5C climate goal*. <https://www.carbonbrief.org/analysis-shell-says-new-brazil-sized-forest-would-be-needed-to-meet-1-5c-climate-goal/>

ENCADRÉ 7 LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE, OU LE CONCEPT DISCRÉDITÉ DE REDD REBAPTISÉ ET ÉLARGI

REDD est l'abréviation en anglais de 'réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts'. Ce concept est parti de la supposition que des récompenses financières convaincraient les responsables de la destruction des forêts d'abandonner leurs projets. Grâce à REDD, les arbres vaudraient davantage s'ils restaient debout que s'ils étaient coupés, ce qui représenterait un moyen rapide et bon marché de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Or, les grandes entreprises et les institutions qui empochent des milliards en détruisant les forêts ne se sont pas intéressées au système REDD : certaines d'entre elles parce qu'elles pouvaient gagner bien davantage en continuant à détruire des forêts pour y faire des plantations de soja ou de palmiers à huile, d'autres parce que la déforestation qu'elles pratiquaient était illégale. Ou bien elles déboisaient surtout pour réclamer la propriété de la terre, auquel cas la promesse des paiements REDD ne les intéressait pas parce que les bénéfices financiers n'étaient pas leur objectif immédiat.

Le concept avait été introduit dans les pourparlers climatiques de l'ONU en 2005, avec la promesse qu'il aboutirait rapidement et à peu de frais à la diminution des émissions découlant de la destruction des forêts tropicales, mais il n'a pas réussi à faire baisser le taux de déforestation mondiale.

En plus, REDD a provoqué des conflits et augmenté la mainmise des entreprises sur les terres cultivées par les peuples forestiers et les communautés paysannes. L'histoire qui dit que l'agriculture sur brûlis détruit les forêts, que l'agriculture familiale et paysanne est une cause de déboisement et que les méthodes de culture des peuples des forêts doivent être 'modernisées' est, en dépit d'être fautive, encore plus largement acceptée aujourd'hui qu'il y a 15 ans. Ainsi, REDD a eu des conséquences dévastatrices ; les peuples des forêts et les communautés paysannes ont vu leurs méthodes, comme la culture itinérante et l'emploi contrôlé du feu, limitées ou interdites parce que l'on affirme, à tort, que ces pratiques traditionnelles provoquent la déforestation.

Et comme presque toutes les activités REDD s'attaquent à changer la manière dont les paysans et les peuples forestiers utilisent les forêts, et non à la déforestation à grande échelle, REDD a rendu moins visible la destruction causée par les grandes entreprises. Par conséquent, la déforestation à grande échelle menée par les utilisateurs industriels a continué sans être dérangée par le système REDD. Il ne faut donc pas s'étonner que le taux de déforestation ait augmenté, surtout là où la mauvaise approche REDD a remplacé des approches qui ont fait leurs preuves pour freiner la disparition des forêts, comme la démarcation des territoires autochtones et l'application de la législation.

Ces derniers temps, des activités mises au point pendant les 15 dernières années dans le cadre des systèmes discrédités REDD ou REDD+ ont été rebaptisées 'solutions basées sur la nature'. Une initiative dénommée LEAF est au centre d'un tel changement d'image. LEAF est l'acronyme en anglais de Lowering Emissions by Accelerating Forest finance (réduire les émissions en accélérant le financement des forêts). L'initiative a été lancée par les gouvernements de la Norvège, du Royaume-Uni et des États-Unis lors du Sommet sur le climat organisé par les États-Unis le Jour de la Terre 2021. LEAF cherche à « devenir l'un des plus grands efforts public-privé jamais entrepris pour protéger les forêts tropicales », et son objectif principal est de rendre possible la vente des crédits carbone issus des 'solutions basées sur la nature'. La société Emergent, créée en 2019 par l'ONG états-unienne Environmental Defense, est chargée de la coordination de LEAF, dont les entreprises membres sont Amazon, GlaxoSmithKline, Bayer, E-on, PwC, Delta Airlines, Unilever, Salesforce, McKinsey, Nestlé, Airbnb, Walmart et le Boston Consulting Group. La possibilité que LEAF déclenche dans le monde entier l'accaparement de terres et des violations des droits des peuples des forêts est un danger palpable. « L'essentiel du problème est que LEAF incite encore plus les gouvernements à déclarer que les droits sur le carbone et les bénéfices découlant de sa commercialisation appartiennent à l'État », prévient l'Initiative Droits et Ressources.⁸⁰

80 Pearce, F. (2021) *A Big New Forest Initiative Sparks Concerns of a 'Carbon Heist'*. Yale Environment 360. <https://e360.yale.edu/features/a-big-new-forest-initiative-sparks-concerns-of-a-carbon-heist>

ENCADRÉ 8 EXEMPLES DE CONFLITS SUSCITÉS PAR REDD EN INDONÉSIE, EN OUGANDA, EN COLOMBIE ET AU BRÉSIL

REDD MERCANTILISE LA REPRODUCTION SOCIALE EN INDONÉSIE

Le projet de restauration et de conservation des tourbières de Katingan porte sur 150 000 hectares dans la province de Kalimantan Central. Plusieurs publications suggèrent que de nombreux projets de crédits carbone ne produiraient pas les économies correspondantes d'émissions additionnelles et, d'après un rapport, l'un d'eux aurait « produit trois fois plus de crédits que le volume de dioxyde de carbone qu'il pourrait absorber ». ⁸¹ Un autre article souligne l'impact socio-économique d'un projet et explique comment les changements qu'il a imposés mercantilisent la reproduction sociale, modifient l'organisation intérieure de la communauté et interdisent les pratiques agricoles traditionnelles. ⁸² Les crédits carbone sont calculés en se fondant sur de prétendues menaces de déforestation dues aux concessions pour des plantations industrielles, aux droits des communautés de faire des cultures, et à l'envahissement de la forêt par la communauté. En 2019–2020, le fait de brûler des broussailles est devenu un problème dans un village concerné par le projet de restauration. L'emploi du feu y est interdit, et celui qui commence un incendie risque de se voir condamné à 25 ans de prison et à une amende de 2 milliards de roupies indonésiennes (environ 14 000 USD). Par conséquent, les agriculteurs tendent de plus en plus à se tourner vers les herbicides ou, dans certains cas, à brûler des parcelles en cachette, en abandonnant les pratiques traditionnelles adaptées au fil des générations.

DES EXPULSIONS POUR DES CRÉDITS CARBONE EN OUGANDA

Début 2020, l'Agence suédoise de l'énergie a finalement résilié un contrat pour l'achat de crédits carbone d'un projet de plantation industrielle de pins en Ouganda. La plantation est opérée par l'entreprise norvégienne Green Resources. Pendant deux décennies, maints rapports ont documenté des violences à l'égard des communautés, découlant du projet dont les plantations industrielles de pins sont certifiées par le Forest Stewardship Council (FSC). ⁸³ « Les villageois ont été privés de ressources vitales et ils ont été victimes de menaces et de violences », signale un rapport, et ajoute que la propriété de la terre en question est contestée. ⁸⁴ Une autre publication a inclus des photos des notifications d'expulsion reçues par des agriculteurs de Kachung. Les auteurs signalent que « seul l'arrêt immédiat de ce projet dévastateur pourra mettre fin à la détresse infligée de longue date aux communautés de Kachung, afin qu'elles puissent récupérer leur terre et leurs moyens d'existence ». ⁸⁵ Si le projet semble ne plus vendre de crédits carbone, le violent impact des plantations industrielles d'arbres continue de nuire à la vie de la communauté et aux moyens d'existence de ses membres.



Fiona, originaire d'Ouganda, a perdu ses terres à cause d'une plantation en 2011

© Jason Taylor/Amis de la Terre International

- 81 <https://redd-monitor.org/2022/02/24/the-katingan-redd-project-how-offsetting-enables-the-fossil-fuel-sociopaths-to-destroy-the-planet/>
- 82 Agrarian Resources Center Jakarta (2022) *The Katingan REDD+ Project in Indonesia: The Commodification of Nature, Labour and Communities' Reproduction*. Dans WRM: 15 années de REDD, <https://www.wrm.org.uy/fr/15-ans-de-REDD-Le-projet-du-Katingan-en-Indonesie>
- 83 REDD-Monitor (2020) *The Swedish Energy Agency has stopped buying carbon credits from Green Resources' destructive plantations in Uganda*. <https://redd-monitor.org/2020/03/11/the-swedish-energy-agency-has-stopped-buying-carbon-credits-from-green-resources-destructive-plantations-in-uganda/>
- 84 Development Today (2020) *Sweden drops Uganda forest carbon deal with Green Resources due to unresolved land disputes*. <https://www.development-today.com/archive/dt-2020/dt-2--2020/sweden-drops-uganda-forest-carbon-deal-with-green-resources-due-to-unresolved-land-disputes>
- 85 Oakland Institute (2019) *Setting the record straight on Green Resources' project in Uganda*. <https://www.oaklandinstitute.org/setting-record-straight-green-resources-uganda>



El Cerrejón, une mine de charbon dans La Guajira, en Colombie
© Wikimedia

REDD 'VERDIT' LA DESTRUCTION PROVOQUÉE PAR L'INDUSTRIE MINIÈRE EN COLOMBIE

Le projet BioREDD+ est situé sur la côte colombienne du Pacifique, où des Afro-colombiens ont des droits fonciers sur plus de la moitié des 10 millions d'hectares de forêt tropicale. Prodeco, filiale colombienne de la société minière Glencore, et la société pétrolière Chevron ont été parmi les premiers acheteurs de crédits carbone dans toute la Colombie. Un représentant de la société minière a expliqué à un chercheur que la médiation des ONG avait été essentielle lors de l'assemblée communautaire qui avait approuvé la vente de crédits carbone à l'entreprise. Au départ, la vente avait été refusée parce que la communauté ne voulait pas avoir de rapports avec une société minière. Selon le représentant de Prodeco, c'est l'ONG Fondo Acción qui a plaidé en faveur de l'entreprise : « Ce n'est pas n'importe quelle société minière, il s'agit d'une entreprise responsable, bla, bla, bla. Et en partant nous avons l'engagement et nous avons passé l'accord. » Avec l'achat des crédits REDD, l'entreprise est en mesure de réduire d'entre deux quarts et deux tiers les impôts qu'elle devrait payer en Colombie.⁸⁶

L'ÉCHEC DE L'EXPÉRIENCE REDD+ JURIDICTIONNELLE DANS L'ÉTAT D'ACRE, AU BRÉSIL

Le programme REDD+ juridictionnel dans l'État d'Acre de l'Amazonie brésilienne a été présenté comme un modèle de mise en œuvre réussie. Pourtant, les peuples autochtones et les communautés de saigneurs de caoutchouc de la région s'opposent catégoriquement à ce programme. Les bénéfices pour la communauté, quand ils existaient, étaient de courte durée et consistaient surtout dans le financement d'initiatives culturelles ponctuelles, d'activités mal organisées de 'génération alternative de revenus' telles que des étangs de poissons, ou de salaires payés à des gardes autochtones chargés de surveiller le déboisement dans le territoire de leur propre peuple.⁸⁷ Après plus de 15 ans de REDD+ dans l'État d'Acre, la déforestation ne fait qu'augmenter, comme dans toute l'Amazonie brésilienne. D'autres infrastructures de grande portée, d'agro-industries et d'activités d'extraction sont en cours de réalisation. Pendant ce temps, les peuples autochtones sont confrontés à de fortes attaques contre leurs droits territoriaux et à d'autres formes de violence.



Vue aérienne de la déforestation au Brésil

© iStock

86 Gilbertson, T. (2022) *Blood Coal for Blood Carbon in Colombia: Expansion of Carbon Taxes with REDD+ underscores the Failure of Carbon Pricing*. <https://www.wrm.org.uy/15-years-of-redd-Blood-Coal-for-Blood-Carbon-in-Colombia>

87 Voir, entre autres, *Golpe Verde: falsas soluções para o desastre climático*. Publication du Conselho Indigenista Missionário (Cimi) Amazônia Oriental, Amis de la Terre Brésil, et du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM), 2022. <http://www.amigosdaterrabrasil.org.br/2022/04/13/golpe-verde-falsas-solucoes-para-o-desastre-climatico/>

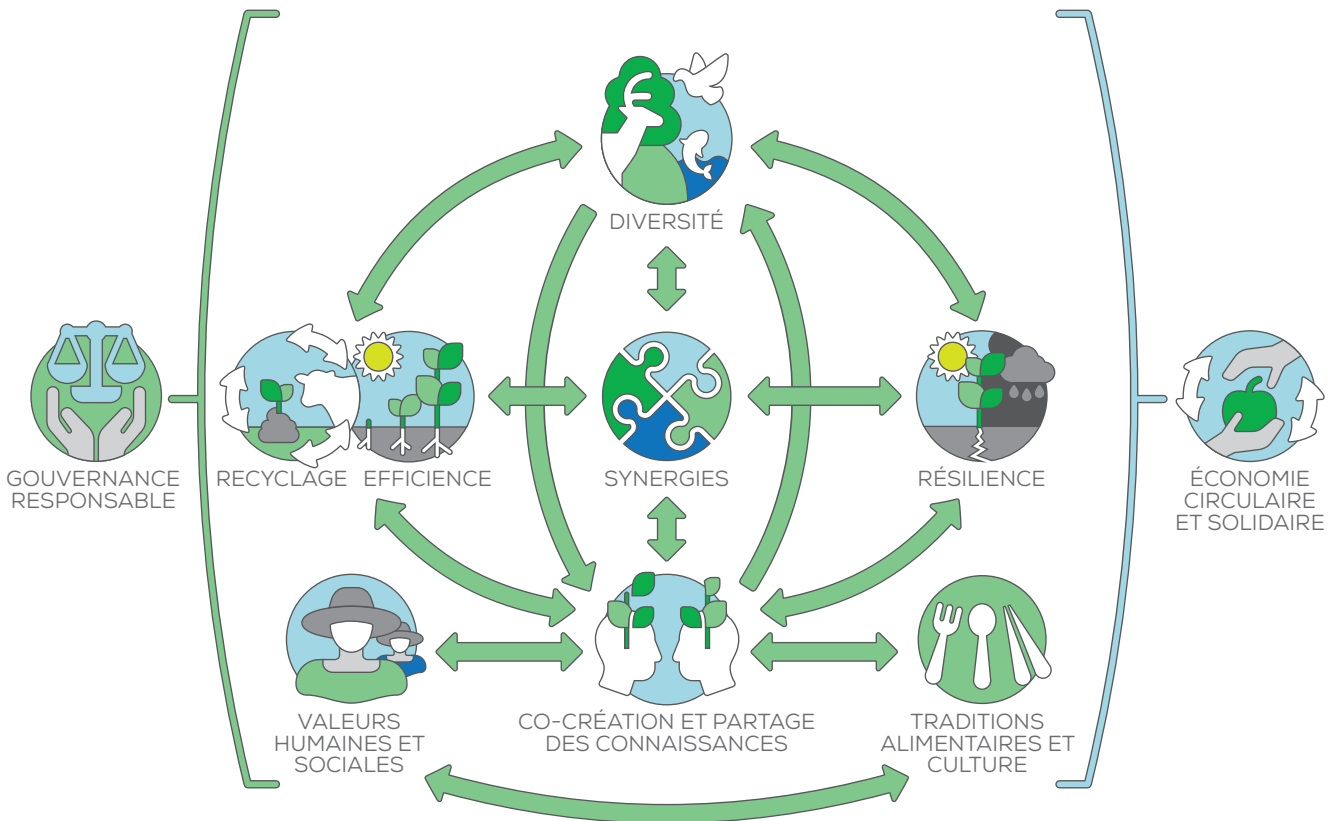
UNE RELATION TOXIQUE : LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE COURENT APRÈS L'AGROÉCOLOGIE

4

L'agroécologie est un moyen de produire des aliments, un mode de vie, une science et un mouvement qui visent à transformer les systèmes alimentaires en recherchant la justice écologique, sociale, de genre, économique, raciale et intergénérationnelle. L'agroécologie a été développée à partir des pratiques, connaissances, innovations et recherches des paysans, des agriculteurs familiaux, des peuples autochtones, des peuples pêcheurs, des éleveurs nomades et de bien d'autres producteurs à petite échelle, et elle est apparue comme l'une des principales revendications des mouvements pour la souveraineté alimentaire qui recherchaient un moyen de se débarrasser du système alimentaire industriel. Les mouvements sociaux réunis à Nyéléni en 2015 l'ont ainsi manifesté dans une déclaration⁸⁸ dont le contenu a été repris depuis dans les analyses d'un large éventail de chercheurs, de l'ONU et d'experts.

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé un processus mondial et régional de quatre ans pour connaître l'agroécologie telle qu'elle est pratiquée par les producteurs artisanaux d'aliments et, en 2018, elle a déterminé les 10 éléments de l'agroécologie : **la diversité, la co-création et le partage des connaissances, les synergies, l'efficacité, le recyclage, la résilience, les valeurs humaines et sociales, les traditions culinaires et la culture, la gouvernance responsable, l'économie circulaire et l'économie solidaire.** En 2019, Le Groupe d'experts de haut niveau du Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale a reconnu le potentiel d'intégration et de transformation de l'agroécologie telle que définie par ses 13 principes. En 2020, l'agroécologie a attiré également l'attention du GIEC en raison de ses possibilités de contribuer à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

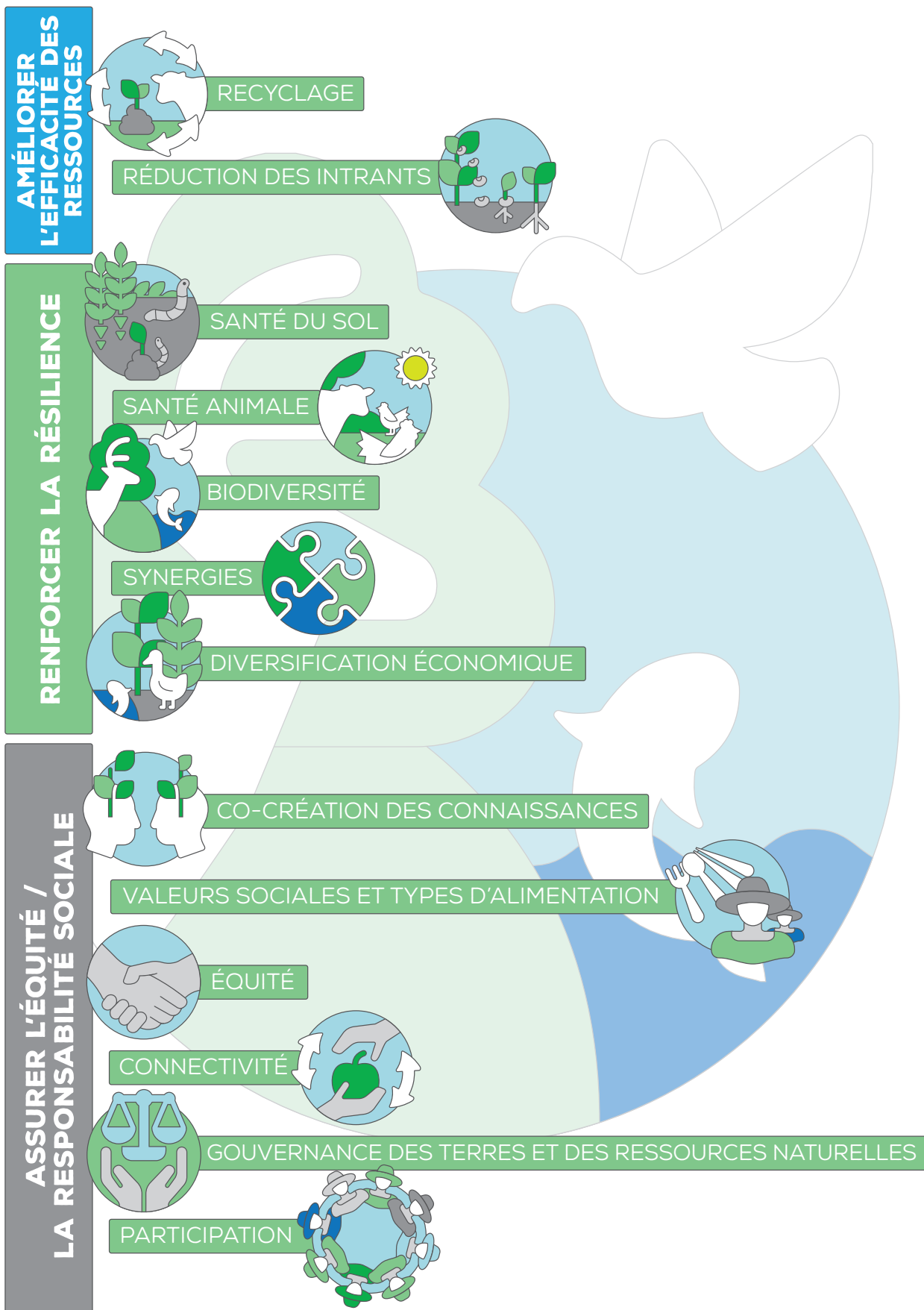
LES 10 ÉLÉMENTS DE L'AGROÉCOLOGIE



Adapté du rapport de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies, *Les 10 éléments de l'agroécologie. Guider la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables*. <https://www.fao.org/3/i9037fr/i9037fr.pdf>

88 Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (2015) : Déclaration du Forum international sur l'agroécologie, <https://www.foodsovereignty.org/fr/forum-agroecology-nyeleni-2015-3/>.

PRINCIPES AGROÉCOLOGIQUES



Le potentiel de transformation de l'agroécologie est réalisé grâce à l'application intégrale de ses principes. Ceux-ci englobent des valeurs écologiques, sociales, économiques, culturelles et politiques, plutôt qu'un ensemble de technologies ou de techniques divorcées des réalités écosystémiques, socioéconomiques ou politiques. Le potentiel de l'agroécologie découle aussi de sa vision de la transformation : le changement des structures et des dynamiques du pouvoir, et l'idée que la production d'aliments, la nature et les terres sont des droits des peuples, résident dans les relations de la communauté avec l'écosystème et ne sont pas des marchandises ou des actifs financiers.

Un aspect très important est que l'agroécologie est pratiquée et diffusée par des producteurs d'aliments à petite échelle, paysans, pêcheurs, peuples autochtones,

éleveurs nomades et jardiniers urbains. Ce sont eux les protagonistes de l'agroécologie et ils ont le pouvoir d'alimenter la majorité des habitants de la planète et de préserver la biodiversité et la nature.

Le mouvement agroécologique réclame, depuis des décennies, des politiques et du soutien politique pour les petits producteurs d'aliments, mais ces demandes ont été ignorées par les gouvernements et sapées par l'industrie alimentaire et l'agro-industrie. Bien que l'importance de l'agroécologie ait été reconnue ces derniers temps, les mesures politiques publiques et le financement restent minimes. En fait, l'aide à la recherche, le développement et la mise en œuvre de l'agroécologie sont toujours victimes des économies budgétaires que les gouvernements sont toujours pressés d'effectuer.

LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE SUR LES SOLS

La Vía Campesina et beaucoup d'autres, dont les Amis de la Terre International, signalent depuis longtemps qu'il est nécessaire d'investir dans la recherche en agroécologie et de reconstituer les réserves de carbone dans le sol pour s'attaquer à la crise climatique. Cependant, une majorité écrasante de gouvernements poursuit toujours des politiques agricoles qui ont causé la dégradation et la perte de sols fertiles. Ils n'affectent à l'agroécologie qu'une fraction du financement qu'ils accordent à l'agriculture industrielle. L'investissement public dans les méthodes agroécologiques est estimé à 1 – 1,5% seulement du budget total affecté à l'agriculture et à l'aide. Au Royaume-Uni, ce soutien représente moins de 5% de l'aide à l'agriculture, et aux États-Unis la recherche et le développement relatifs aux systèmes agroécologiques reçoivent moins de 2% du financement public accordé à la recherche en agriculture. L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture estime que 8% de leurs activités 2018 – 2019 ont soutenu la transition agroécologique.⁸⁹



Agriculture à petite échelle par des méthodes agroécologiques en Malaisie (à gauche) et au Mozambique (ci-haut)

© Amelia Collins/Amis de la Terre International

En revanche, depuis 2020 on tend de plus en plus à présenter l'agroécologie comme un système compatible avec le concept de solutions basées sur la nature ou comme un prolongement de ce concept.

Le Sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU de 2021, par exemple, a considéré l'agroécologie comme une catégorie possible des solutions basées sur la nature dans le secteur alimentaire et agricole. Ce point de vue place l'agroécologie au niveau de certaines approches qui encouragent la concentration et l'agriculture industrielles, comme l'initiative 'AIMS for Climate' des États-Unis et des Émirats arabes unis pour combattre le changement climatique et la faim au moyen de stratégies agro-industrielles telles que la surveillance numérique et l'emploi de pesticides,⁹⁰ ou au niveau d'initiatives comme le 'Global Soil Hub' qui promeut le piégeage de carbone par le sol en tant que moyen de compensation carbone.⁹¹

À d'autres endroits, il y aurait tendance à remplacer l'agroécologie par les solutions basées sur la nature comme moyen principal d'atteindre la durabilité des systèmes alimentaires. Un exemple en est le secteur d'activité de la FAO sur les solutions basées sur la nature, lancé en 2021 en partenariat avec The Nature Conservancy. Il se centre sur le potentiel de réduction ou de piégeage de carbone de l'agriculture comme une solution basée sur la nature, au lieu de l'intégralité de l'agroécologie telle qu'elle est définie par ses 13 principes. Il recommande l'agriculture régénérative – en se concentrant sur le piégeage du carbone mais en ignorant les éléments sociaux, économiques et de justice de l'agroécologie – et l'agriculture de conservation, y compris le non-labourage que les industries des pesticides et de la biotechnologie recommandent pour promouvoir leurs produits. La FAO vend l'agriculture comme une solution basée sur la nature aux investisseurs financiers qui tiennent à prendre le contrôle du 'capital naturel' et de biens matériels comme la terre et les forêts pour consolider leurs références 'vertes'.⁹² De son côté, l'UICN inclut l'agroécologie dans son programme sur les solutions basées sur la nature.⁹³

On pourrait considérer que les tentatives de mélanger l'agroécologie avec le concept de solutions basées sur la nature font partie d'une stratégie plus générale de l'agro-industrie pour 'verdir' ses pratiques destructrices.⁹⁴

Cette association de deux approches rappelle trop l'histoire des solutions basées sur la nature en tant qu'instruments pour financer les zones protégées dirigées par l'industrie mondiale de la conservation. Une histoire dont il a été abondamment prouvé qu'elle s'accompagnait de déplacements et de conflits avec les communautés locales, et qu'elle était brouillée avec la réforme agraire et la redistribution des terres qui sont au centre de beaucoup de mouvements agroécologiques, surtout dans les pays du Sud. Les incompatibilités sont devenues encore plus prononcées depuis que les solutions basées sur la nature sont devenues un moyen de fournir des crédits carbone à des multinationales pétrolières, à des agro-industries et à des gouvernements qui préfèrent les distractions de type 'zéro net' aux véritables objectifs d'élimination des émissions.

Les principes de l'agroécologie sont incompatibles avec l'histoire et les facteurs déterminants des solutions basées sur la nature. Derrière le concept de ces dernières se cache la réalité des inégalités, de la concentration du pouvoir des multinationales, et du fait que les intérêts qui défendent ces solutions avec énergie visent à maintenir un statu quo destructeur de l'environnement. À cet égard, le concept de solutions basées sur la nature ressemble aux programmes REDD et REDD+ des 15 dernières années (voir l'ENCADRÉ 7: LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE, OU LE CONCEPT DISCRÉDITÉ DE REDD REBAPTISÉ ET ÉLARGI, et l'ENCADRÉ 8: EXEMPLES DE CONFLITS SUSCITÉS PAR REDD EN INDONÉSIE, EN COLOMBIE ET AU BRÉSIL).

Le concept de 'solutions basées sur la nature' exploite les images positives d'une nature diverse, saine, pleine de ressources et résiliente. Cependant, il instrumentalise ces associations d'idées pour retarder la prise de solutions réelles qui pourraient éviter une catastrophe climatique incontrôlable. L'examen de l'écologie politique des solutions basées sur la nature montre que, derrière de belles images, **elle va en fait intégrer la capacité de stockage de carbone de la nature dans les chaînes de profit des multinationales, et transformer la nature et le carbone en actifs financiers.**

90 <https://www.aimforclimate.org/>

91 <https://foodsystems.community/solution/global-soil-hub/>

92 Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, The Nature Conservancy (2021) Nature based solutions in agriculture. Project design for securing investment. <https://www.fao.org/3/cb3144en/CB3144EN.pdf>

93 Congrès de l'UICN (2020): *Développer les pratiques agroécologiques comme solutions fondées sur la nature*. <https://www.iucncongress2020.org/fr/motion/008>

94 Amis de la Terre International (2020) : *L'agroécologie 'bidon'*. <https://www.foei.org/fr/publications/l-agroecologie-bidon/>

DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉS

L'AGROÉCOLOGIE

LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE

ÉLIMINATION NATURELLE DU CARBONE / COMPENSATION CARBONE PAR LE SOL

Elle refroidit la planète en prenant soin des sols.

Se sert des connaissances accumulées et de la diversité de cultures, d'animaux et de pratiques des paysans, des peuples autochtones et des petits producteurs pour cultiver de façon productive avec beaucoup moins de combustibles fossiles.

Diminue les distances de transport et fournit des aliments frais, sains et abordables.

Rend la terre aux petits producteurs qui produisent des aliments avec beaucoup plus d'efficacité, en libérant beaucoup moins de gaz à effet de serre que les grandes plantations industrielles et l'élevage intensif.

Il réchauffe la planète parce qu'il est conçu pour fournir des crédits carbone aux entreprises et leur permettre de respecter leurs engagements 'zéro net' tout en continuant de polluer.

Elle est orientée par une approche holistique qui voit la terre, les sols et la nature comme des écosystèmes dont la santé doit être préservée et, le cas échéant, restaurée.

Il est orienté par l'idée étroite que le piégeage de carbone est un service écosystémique et que la nature est un capital.

Elle contribue à la souveraineté alimentaire en rendant la terre aux petits producteurs d'aliments.

Il conspire contre la souveraineté alimentaire en concentrant le pouvoir entre les mains d'une poignée de multinationales alimentaires (et technologiques) qui maîtrisent les plateformes de données numériques utilisées pour surveiller et commercialiser les crédits carbone des sols.

Elle s'oppose au système alimentaire et agricole industriel contrôlé par les grandes entreprises.

Il fonctionne au sein du système alimentaire et agricole industriel, et le renforce.

Elle consomme peu d'énergie et n'emploie pas de fertilisants synthétiques ni de pesticides.

Il permet le maintien d'une agriculture fortement dépendante de l'énergie, des fertilisants synthétiques et des pesticides.

Ses méthodes agricoles visent à maintenir la population en milieu rural et à fournir des emplois décents.

Son modèle particulier d'efficacité réduit le besoin de main-d'œuvre : le ratio investissement-croissance, y compris au moyen des données numériques, la promotion de la productivité et des profits de l'entreprise.

Elle s'oppose au brevetage des semences et à la manipulation génétique des cultures.

Il recommande les cultures génétiquement modifiées dans le cadre de l'intensification durable et, possiblement, le reboisement futur avec des arbres génétiquement modifiés.

Elle revendique les semences en tant que « patrimoine des peuples, au service de l'humanité ».

Il fournit aux multinationales un espace central pour le brevetage des semences.

Elle considère que les sols sont un organisme vivant qui requiert des programmes de surveillance fondés sur cette approche holistique.

Il considère les sols comme un lieu pour le stockage de carbone qui peut être maximisé au moyen de la collecte des données pertinentes.

La surveillance du carbone du sol est un prétexte pour collecter des données sur les terres qui appartiennent aux paysans et aux agriculteurs familiaux.

Il se sert de ces données pour accroître le contrôle des terres agricoles, par exemple en prescrivant l'emploi de paquets de semences ou de fertilisants qui maximisent le stockage de carbone ; ces données peuvent être commercialisées ensuite comme crédits carbone.

Elle favorise la résilience grâce à la diversité des semences, à la variété des cultures et aux pratiques. Les réseaux de semences agroécologiques permettent de récupérer et de reproduire la diversité in situ, une stratégie de résilience essentielle pour faire face aux changements imprévisibles du climat.

Il encourage les technologies de la 'révolution verte 4.0' et l'intensification de l'agriculture industrielle centrée sur un nombre limité de variétés de semences, accélérant ainsi la perte de diversité.

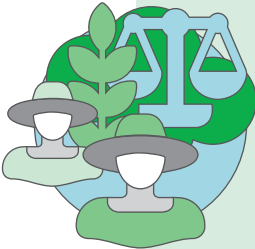

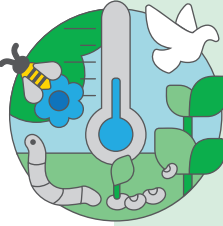

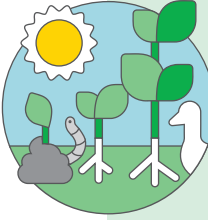
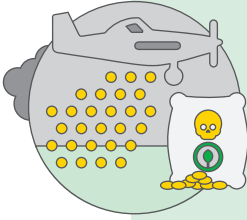


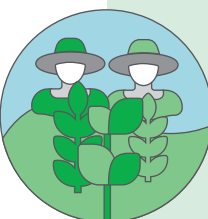



Elle voit la nature comme un élément du territoire, un espace de vie inséparable de la culture, des systèmes alimentaires et des moyens d'existence des communautés.

Il considère la nature comme un actif, et les solutions basées sur la nature comme un moyen d'augmenter la valeur du capital naturel, en faisant appel à la finance du climat pour obtenir de nouveaux flux de revenus grâce à la vente de la capacité de piégeage de carbone des terres et territoires des paysans et des agriculteurs familiaux, des peuples autochtones et d'autres petits producteurs.

Elle se centre sur la souveraineté alimentaire locale et sur les marchés d'aliments régionaux, et donne aux producteurs la liberté de choisir à qui ils vendent leur production.

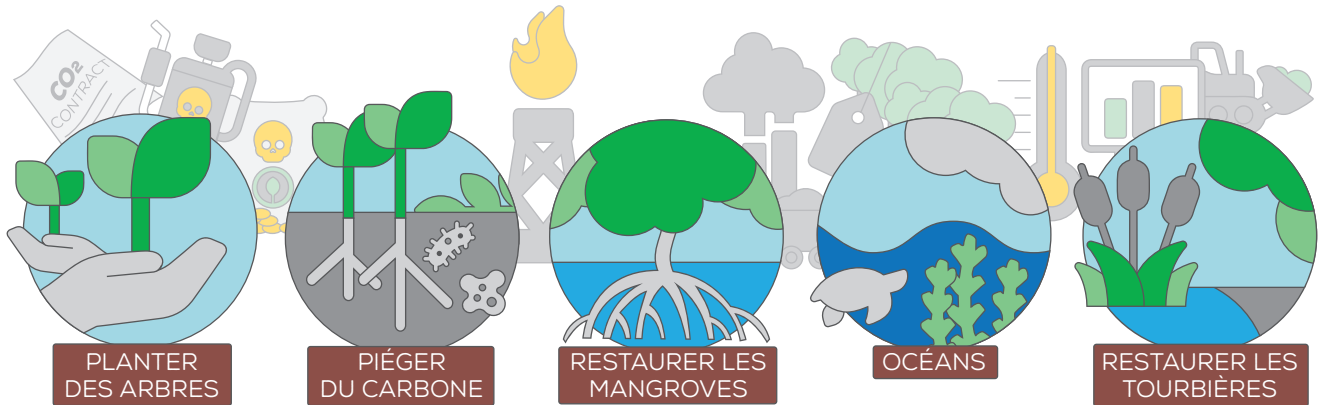
Il fait signer aux agriculteurs des contrats exclusifs de longue durée, avec des conditions portant sur ce qu'ils peuvent cultiver, quand et par quelles méthodes, selon les critères dictés par les grandes entreprises qui contrôlent la transformation et le marché.

AGROÉCOLOGIE VS 'SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE'

RÔLE DES MULTINATIONALES	 <p>S'OPPOSE AU SYSTÈME ALIMENTAIRE ET AGRICOLE INDUSTRIEL CONTRÔLÉ PAR LES GRANDES ENTREPRISES</p>	 <p>FONCTIONNENT AU SEIN DU SYSTÈME ALIMENTAIRE ET AGRICOLE INDUSTRIEL, ET LE RENFORCENT</p>
CLIMAT	 <p>REFROIDIT LA PLANÈTE EN PRENANT SOIN DES SOLS ET DES ÉCOSYSTÈMES</p>	 <p>RÉCHAUFFENT LA PLANÈTE EN PROLONGEANT LE BRÛLAGE DE COMBUSTIBLES FOSSILES ET LA PRODUCTION ALIMENTAIRE INDUSTRIELLE</p>
INTRANTS	 <p>CONSOMME PEU D'INTRANTS : POINT DE FERTILISANTS SYNTHÉTIQUES ET DE PESTICIDES</p>	 <p>BEAUCOUP D'INTRANTS : ELLES PERMETTENT LE MAINTIEN DES COMBUSTIBLES FOSSILES, DES FERTILISANTS SYNTHÉTIQUES ET DES PESTICIDES</p>
TRAVAIL	 <p>SES MÉTHODES AGRICOLES VISENT À ÉVITER L'EXODE RURAL ET À FOURNIR DES EMPLOIS DÉCENTS</p>	 <p>MAINTIENNENT UN MODÈLE DE TRAVAIL PRÉCAIRE ET OBLIGENT LES AGRICULTEURS À SIGNER DES CONTRATS D'AGRICULTURE CARBONE</p>
DROITS	 <p>REND LA TERRE AUX PETITS PRODUCTEURS D'ALIMENTS</p>	 <p>ELLES METTENT LES TERRES ENTRE LES MAINS D'UNE POIGNÉE DE MULTINATIONALES DE L'ALIMENTAIRE ET DE L'IT, QUI CULTIVENT POUR LEUR PROFIT QUEL QUE SOIT LEUR IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT</p>
VISION DE LA NATURE	 <p>VISION HOLISTIQUE ET ÉMANCIPATRICE DE LA NATURE, ASSOCIÉE AUX SYSTÈMES AGRICOLES ET À LA SUBSISTANCE</p>	 <p>IDÉE ÉTROITE DE LA NATURE EN TANT QUE 'CAPITAL' QUI OFFRE DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES ET DES OPPORTUNITÉS DE REVENUS</p>

'L'ÉLIMINATION NATURELLE DU CARBONE' NE PEUT PAS SAUVER LA MISE

5



Les projets de plantation d'arbres et, à un moindre degré, les projets de restauration des sols et des zones humides, ont généré des crédits carbone par le biais du Mécanisme de développement propre (MDP) pendant près de deux décennies. Pourtant, la vente des crédits de ces projets n'a jamais décollé. L'une des raisons en est que le MDP a reconnu qu'il était impossible de garantir le stockage de carbone dans les arbres pendant la durée requise pour compenser les dégâts causés par les émissions de carbone fossile ; ainsi, le MDP a limité la validité des crédits carbone générés par les projets de plantation d'arbres. Les acheteurs de ces crédits doivent, après un certain temps, les remplacer par des crédits carbone susceptibles de fournir des réductions permanentes des émissions, comme par exemple ceux provenant d'un parc éolien ou d'un projet d'efficacité énergétique. Cette limitation de la validité des crédits carbone dérivés de la plantation d'arbres les a rendus peu attrayants.

Les promoteurs du secteur privé qui dominent le marché, volontaire et non réglementé, de la compensation carbone ont omis cette limitation de la validité des crédits carbone provenant des plantations d'arbres pour la compensation. Cependant, même sans cette restriction les crédits carbone des plantations d'arbres ne représentent qu'une faible part des crédits carbone commercialisés dans le marché volontaire : la grande majorité des crédits vendus à des entreprises et des individus dans ce marché volontaire des compensations sont générés par des projets de carbone forestier dont on affirme qu'ils évitent ou réduisent les émissions (plutôt que d'éliminer du dioxyde de carbone de l'atmosphère).

En attendant, la réputation des crédits carbone provenant de la déforestation évitée s'est ressentie quand un ensemble croissant de recherches a dénoncé que les économies d'émissions étaient systématiquement surévaluées. Cela

s'est produit juste au moment où la demande de crédits carbone explosait par suite des promesses d'émission nette nulle des grandes entreprises.

Les vieilles étiquettes devenaient peu séduisantes pour les acheteurs commerciaux de crédits carbone. Un relookage de la plantation d'arbres et des compensations du carbone forestier s'imposait donc. **La compensation par la plantation d'arbres est commercialisée maintenant sous l'appellation 'élimination naturelle du carbone', mise dans le même sac avec les projets de crédits carbone issus de la déforestation évitée (REDD), et dénommées 'solutions basées sur la nature'.** Ainsi, de vieilles approches peuvent être présentées comme de nouvelles solutions.

L'attrait de l'élimination naturelle du carbone est associé à deux facteurs : la multiplication des promesses de 'zéro émission nette' et le fait que, dans les conférences de l'ONU sur le climat qui ont lieu depuis 26 ans, les gouvernements n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un plan d'action pour éviter que les gaz à effet de serre déstabilisent le climat. « Dans la situation actuelle, il ne suffit plus de réduire les émissions en les évitant en partie. Nous devons en plus commencer à éliminer l'excès de CO₂ et à nettoyer l'atmosphère pour qu'elle se retrouve en bon état », écrit Microsoft dans son site web.⁹⁵ Une entreprise qui propose des projets d'élimination du carbone écrit : 'Quand on investit dans des projets qui visent à éviter les émissions, il faut fabriquer les calculs, mais quand on investit dans des projets qui visent à éliminer les émissions, les comptes sont clairs : on élimine une tonne de carbone pour chaque tonne émise'.⁹⁶ Or, 15 années d'expérience avec l'élimination naturelle du carbone – sous son ancien nom, celui de compensation par la plantation d'arbres – nous ont montré que le calcul du carbone éliminé n'est pas un problème mathématique

95 <https://query.prod.cms.rt.microsoft.com/cms/api/am/binary/RWGw3f>

96 <https://www.recapturecarbon.com/carbon-removal-vs-offsetting>

moins obscur que celui de calculer à l'ancienne les crédits carbone produits par les projets REDD de compensation basés sur les émissions évitées.

Le fait de se centrer sur l'élimination naturelle du carbone cache la vérité inconfortable que le bénéfice pour le climat de cette élimination disparaît quand elle est utilisée pour compenser des émissions. Il en est ainsi parce que la compensation justifie un déversement additionnel de carbone fossile dans l'atmosphère. En dirigeant l'attention vers le côté 'élimination' de l'équation, on assure (à tort) qu'on est en train de faire quelque chose pour mettre fin au flux de carbone fossile dans l'atmosphère. Mais en fait, aucune des entreprises qui ont des objectifs

d'émissions 'nettes nulles' ne s'est engagée à changer son mode de fonctionnement pour que ses émissions réelles approchent de zéro dans un délai déterminé. Les objectifs d'atteindre le 'zéro net' au moyen de la compensation ne sont que du 'verdissage', quelle que soit l'étiquette que l'on colle sur le crédit carbone.

Il est impératif de protéger et de restaurer les terres, les forêts et les écosystèmes pour leur valeur intrinsèque, pour les moyens d'existence et les droits des peuples autochtones et des paysans et pour le piégeage de carbone, mais cela ne peut pas 'compenser' le besoin de supprimer les émissions en premier lieu.

LE CARBONE N'EST PAS TOUJOURS LE MÊME

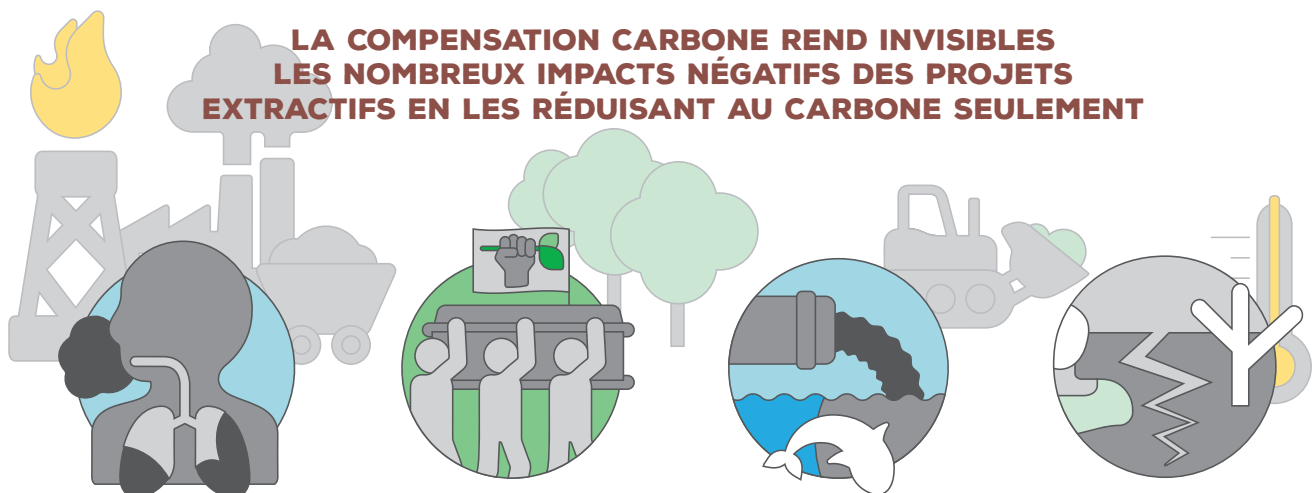
5.1

Du point de vue chimique, le carbone emmagasiné dans les gisements souterrains est le même qui constitue le dioxyde de carbone de l'atmosphère (CO_2), un gaz invisible à effet de serre. Du point de vue chimique également, il est le même que l'on trouve dans les plantes qui, au moyen de la photosynthèse, captent du CO_2 de l'atmosphère, le transforment en sucres dont elles ont besoin pour croître, et emmagasinent une partie de ce qui reste dans leurs racines, leurs branches et leurs troncs, aussi bien que dans le sol. Ce processus naturel que les plantes mettent en œuvre dans les sols et les océans a éliminé près d'un tiers du carbone fossile qui s'est accumulé dans l'atmosphère par suite de la consommation de combustibles fossiles. Si les plantes n'avaient pas retiré ce carbone de l'atmosphère pour l'emmagasiner dans la végétation, les sols et les océans, nous serions en train de subir un effondrement climatique encore plus grave.

Ceux qui vantent les solutions basées sur la nature et l'élimination naturelle du carbone se sont servis du fait que, du point de vue chimique, le carbone est partout le

même pour affirmer que l'effet négatif des émissions de CO_2 doit être considéré égal, quelle que soit leur source. Autrement dit, carbone = carbone.⁹⁷ Cette équivalence est essentielle pour que la compensation carbone puisse avoir lieu : émettre 1 tonne de CO_2 à un endroit et supposer que l'effet négatif sur le climat peut être annulé en payant quelqu'un pour qu'il évite, ailleurs, l'émission d'une tonne de CO_2 ou qu'il élimine une tonne de CO_2 de l'atmosphère. **N'importe quelle communauté proche d'une mine de charbon, de torchères de gaz dans les gisements de pétrole et de gaz, d'une raffinerie de pétrole ou d'une plantation industrielle d'arbres vous parlera de la violence, la pollution, les dommages économiques et socio-écologiques et les effets sur la santé que la supposition 'carbone = carbone' rend invisibles.**

En plus, cette supposition est en train de fabriquer une bombe à retardement, parce qu'elle ignore deux **problèmes d'échelle** fondamentaux, qui font de la compensation carbone (et des crédits générés par l'élimination naturelle du carbone) une supercherie dangereuse.



97 Pour une explication plus détaillée des conséquences de grande portée de cette décision et de la manière dont elle a évité que les conférences climatiques de l'ONU débattent sur la suppression de la consommation de combustibles fossiles voir : Larry Lohmann. *Carbon Trading. A Critical Conversation on Climate Change, Privatisation and Power*, 2006. <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/carbon-trading-0>

DES ÉCHELLES DE TEMPS INCOMPATIBLES

Le carbone enfermé dans des gisements souterrains n'a perturbé en rien le système climatique des millénaires durant, jusqu'à ce que des entreprises aient commencé à l'extraire, à le transformer en combustibles fossiles et à brûler ces derniers pour produire de l'électricité, faire tourner des usines, des automobiles et des tracteurs, ou pour les transformer en produits pétrochimiques comme les fertilisants et les plastiques. Une fois libéré, le dioxyde de carbone va perturber le système climatique pendant des milliers d'années au moins, avant d'être entreposé à nouveau dans des gisements souterrains de carbone fossile. En attendant, une partie sera séquestrée par les plantes pendant quelque temps, mais il retournera dans l'atmosphère dès que la plante mourra et se décomposera.

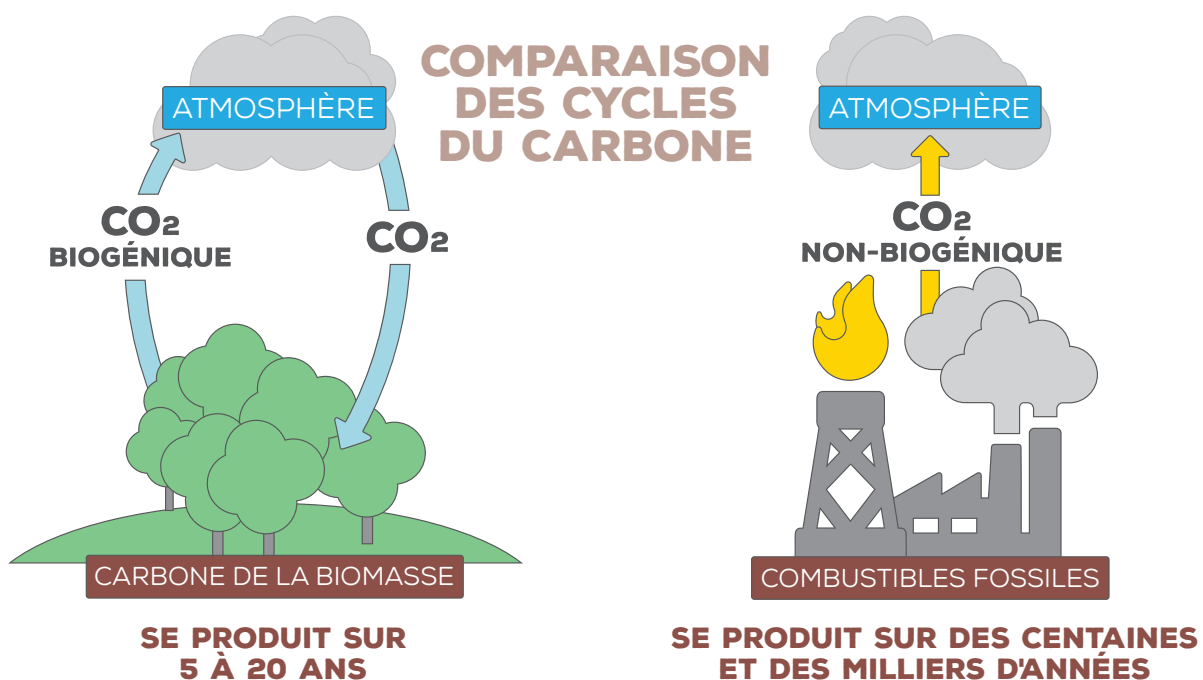
Par rapport à la durée de vie de l'être humain, la combustion du carbone fossile donne lieu à un cycle si lent que nous ne pouvons pas le percevoir comme tel. Brûler du carbone fossile est un moyen incontournable d'accroître la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère pendant des millions d'années.

En revanche, le carbone entreposé dans les arbres, les plantes et les sols fait partie d'un cycle du carbone beaucoup plus rapide, dans lequel est compris le carbone de l'atmosphère. Quand un arbre prend feu ou que le sol se réchauffe, ce carbone est libéré en partie dans l'atmosphère où il reste sous la forme de dioxyde de carbone en attendant d'être absorbé à nouveau par les plantes ou les sols. Dans ce cycle rapide, le carbone peut rester emmagasiné pendant quelques heures ou quelques jours au minimum, ou pendant quelques milliers d'années s'il a été absorbé par un arbre d'une très grande longévité.

Le stockage du carbone dans les plantes et les sols est instable et temporaire, alors que le stockage du carbone dans des gisements souterrains de carbone fossile ne l'est pas.

Par conséquent, la libération du carbone fossile des gisements souterrains augmente le volume total du carbone présent dans le cycle rapide. Même si une partie de ce carbone additionnel est séquestré temporairement par la végétation, les sols et les océans, **le volume total du carbone présent dans le cycle du carbone au-dessus du sol – le cycle qui influe sur le système climatique – augmente encore avec chaque tonne de carbone fossile brûlé.** La compensation carbone ignore cet impact essentiellement différent du carbone fossile sur le climat et, ce faisant, elle justifie l'augmentation du carbone présent dans le cycle rapide du carbone et donc dans l'atmosphère.

Le fait que le carbone fossile, une fois libéré, va perturber le climat pendant des millénaires engendre aussi un dilemme insoluble pour les contrats de compensation carbone : ils sont trop courts pour justifier la compensation qu'ils annoncent. Nombre de projets qui génèrent des crédits carbone ont une durée de vie qui peut aller de 40 à 99 ans, et la plupart se retrouvent au côté court du spectre. Les programmes de compensation par le carbone du sol durent entre 5 et 20 ans. Pour les agriculteurs paysans et familiaux c'est beaucoup de temps, surtout lorsque les paiements sont concentrés en début de période pour convaincre les agriculteurs d'approuver le programme, tandis que l'obligation de maintenir certaines pratiques ou d'entretenir les arbres plantés n'est mentionnée qu'en petits caractères dans le contrat. Pour le climat, les promesses de stocker du carbone dans les arbres et le sol pendant quelques décennies seulement n'annulent pas les effets de la libération dans l'atmosphère du carbone fossile qui va affecter le climat pendant des centaines ou des milliers d'années. Or, c'est cela que les entreprises promettent quand elles font la publicité de produits ou de services neutres en carbone ou quand elles déclarent que leurs émissions nettes sont nulles.



LES COMBUSTIBLES FOSSILES CONTIENNENT UNE FORTE CONCENTRATION DE CARBONE

Le deuxième problème d'échelle concerne l'énorme volume de carbone fossile qui est brûlé pour faire marcher l'économie capitaliste. Le charbon, le pétrole et le gaz sont bourrés de carbone. Les combustibles fossiles que l'on brûle chaque année libèrent l'équivalent de 400 ans de croissance des plantes.⁹⁸ À supposer qu'un arbre puisse absorber environ 21 kilogrammes de CO₂ par an, cet arbre mettrait cent ans à absorber 1 tonne de dioxyde de carbone. Donc, pour compenser les quelque 40 milliards de tonnes de CO₂ que le monde émet chaque année, il faudrait planter 40 milliards d'arbres par an. Il est évident que l'emploi de crédits issus de l'élimination naturelle du carbone pour ne compenser qu'une partie des émissions déclencherà un énorme accaparement de terres, et même ainsi, bientôt il ne restera plus de terres disponibles.

À elle seule, la société italienne ENI aurait besoin de tout le carbone séquestré par an par toutes les forêts de l'Italie pour pouvoir déclarer que les émissions du combustible fossile qu'elle brûle ont été 'nettes nulles'.⁹⁹

À moins de procéder **d'abord** à une diminution draconienne des combustibles fossiles que l'on brûle, la stratégie des grandes entreprises pour atteindre leurs objectifs de 'zéro émission nette' est une distraction dangereuse. Tout simplement, il n'y a pas assez de terres et de sols à utiliser comme entrepôt pour que les entreprises compensent leurs émissions par l'élimination naturelle.¹⁰⁰ L'application de cette stratégie aboutira inéluctablement à un accaparement massif de terres et de sols, en particulier dans les pays du Sud.

LES PROJETS D'ÉLIMINATION DU CARBONE PEUVENT-ILS COMPENSER LES ÉMISSIONS DÉRIVÉES DE LA DÉFORESTATION ET DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ?

5.2

Il est évident que la disparité entre la durée du cycle du carbone fossile et celle du cycle du carbone biologique est un problème lorsque les crédits dérivés des forêts ou de la plantation d'arbres sont utilisés pour compenser les émissions de carbone fossile. Mais que se passe-t-il lorsqu'on prétend compenser les émissions dues à la destruction des forêts ou à la perte du carbone des sols au moyen de l'élimination naturelle du carbone ? La plantation d'arbres sert-elle de compensation quand une entreprise de palmier à huile détruit des forêts ? Les émissions d'un élevage intensif peuvent-elles être compensées par la plantation d'arbres ? Peut-on atteindre l'objectif de déforestation nette nulle en compensant la déforestation à un endroit par la plantation d'un nombre suffisant d'arbres ailleurs ?

Ces raisonnements ont plusieurs défauts, même avant de considérer des aspects tels que la portée des dégâts écologiques et le coût social de l'élevage intensif et de la production de matières premières agricoles. En général, on ne considère que les émissions de dioxyde de carbone, et on ignore les énormes émissions de méthane et d'oxyde d'azote qui proviennent également des systèmes alimentaires et d'élevage industriels. Du fait que l'effet sur le climat du méthane et de l'oxyde d'azote sur une période de 100 ans est beaucoup plus grave que celui

du dioxyde de carbone (21x pour le méthane, 273x pour l'oxyde d'azote), pour chaque tonne de méthane libéré il faudrait planter suffisamment d'arbres pour absorber 21 tonnes de dioxyde de carbone ; dans le cas de l'oxyde d'azote, le nombre d'arbres serait 10 fois plus grand. Du moment que la compensation des émissions de carbone fossile des entreprises au moyen de la plantation d'arbres déclencherà un accaparement massif de terres dans les pays du Sud, pour compenser au moyen de l'élimination naturelle les émissions de méthane et d'oxyde d'azote dérivées de l'agriculture industrielle il faudrait peut-être aller planter des arbres sur d'autres planètes. Même là où la compensation par l'élimination naturelle du carbone comprend la régénération des forêts ou le reboisement plutôt que la création de plantations industrielles d'arbres à croissance rapide, la demande de terres sera massive parce que la destruction d'une forêt va libérer tout le carbone que la forêt détruite a accumulé pendant des décennies ou des siècles. La superficie nécessaire pour compenser cette libération au moyen de la restauration ou du reboisement sera beaucoup plus vaste que celle de la forêt détruite parce que, à l'hectare, les forêts anciennes emmagasinent beaucoup plus de carbone qu'une plantation industrielle d'arbres ou une zone en voie de restauration ou de reboisement.

98 En 2003, le biologiste Jeffrey Dukes a calculé que les combustibles fossiles que l'on brûle en un an étaient faits de matière organique « contenant 44 x 1018 grammes de carbone, ce qui représente plus de 400 fois la productivité primaire nette du biote actuel de la planète ». Jeffrey S. Dukes (2003) *Burning Buried Sunshine: Human Consumption of Ancient Solar Energy*. *Climatic Change* 61: 31-44.

99 Calcul basé sur les chiffres du rapport annuel 2019 d'Eni et sur l'inventaire des forêts nationales de l'Italie présenté à l'UE pour son inclusion dans la proposition de l'UE à la CCNUCC.

100 Vous trouverez une excellente discussion à ce sujet dans: *Submission to the Public Comment Period for the Federal Government's Draft Greenhouse Gas Offset Credit System Regulations*, de la National Farmers' Union of Canada. Mai 2021. <https://www.nfu.ca/wp-content/uploads/2021/05/Fedl-Regulations-for-Offset-Protocols-NFU-submission-May-2021-Final.pdf>

L'argument employé pour justifier la poursuite de la déforestation tout en affirmant que cette dernière est 'nette nulle' est fondé lui aussi sur une supposition fautive : qu'il suffit de planter des arbres pour remplacer une forêt détruite. Or, appeler 'forêt' des rangées d'arbres plantés revient à appeler 'lac naturel' une piscine. Le 'zéro net' ne peut pas servir à justifier une entreprise qui est un élevage intensif, qui détruit des forêts pour cultiver des aliments génétiquement modifiés pour ses animaux, qui plante ensuite des arbres quand la terre n'est plus nécessaire comme pâturage, et qui vend ensuite du bétail 'neutre en carbone' ou aux émissions 'nettes nulles'.

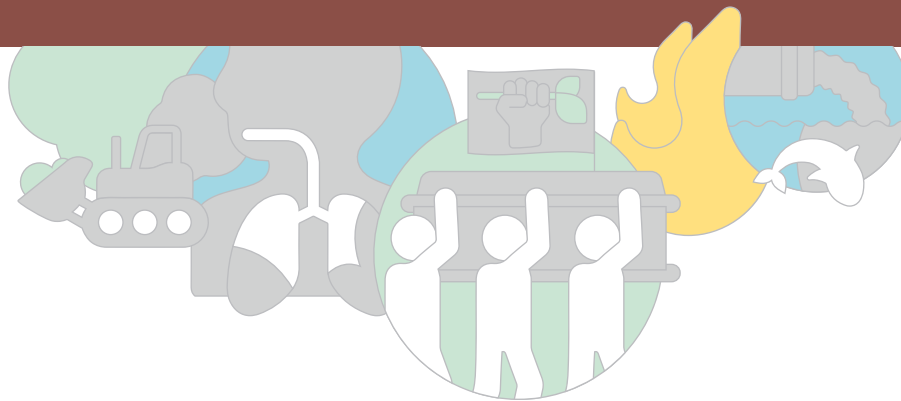
En outre, pour atteindre les objectifs 'zéro émission nette' et 'zéro déforestation nette' des grandes entreprises il faudrait très probablement une énorme quantité d'arbres à croissance rapide, parce que l'élimination du carbone que l'on peut obtenir avec des initiatives de restauration et de régénération des forêts menées par les communautés

est négligeable par rapport à la forte demande de crédits d'élimination des entreprises. Or, il est rare que le matériel promotionnel des entreprises concernant les solutions basées sur la nature et l'élimination naturelle du carbone mentionne la monoculture industrielle d'arbres à croissance rapide comme les eucalyptus. En revanche, il tend à exhiber les initiatives de faibles dimensions menées par les communautés et les approches participatives, en mettant l'accent sur leurs possibilités de mise à échelle.

Bien entendu, la restauration des forêts, des sols et d'autres habitats est nécessaire et urgente. Cependant, le problème est le même du 'zéro net' et du 'zéro' en matière d'émissions : il faut restaurer les terres et les sols et régénérer les forêts, les mangroves et les tourbières en plus, et non au lieu, de mettre fin à leur destruction et à l'expansion de l'agro-industrie et de la culture industrielle de matières premières.

ENCADRÉ 9 ALERTE SUR LE 'VERDISSAGE' DES PLANTATIONS

Consciente de l'image négative et de l'opposition que les plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture ont tendance à susciter, l'initiative The REDD+ Environmental Excellence Standards (TREES) dissimule son soutien de **l'expansion des plantations industrielles d'arbres** en tant que solution basée sur la nature derrière **l'euphémisme 'zones de nouvelles plantations commerciales'**.¹⁰¹



- 101 ART (2021) *Executive Summary. The REDD+ Environmental Excellence Standard (TREES). Version 2.0.* <https://www.artredd.org/wp-content/uploads/2021/12/TREES-2.0-August-2021-Executive-summary.pdf>. ART fut créé par un comité de pilotage intérimaire auquel participaient l'Initiative internationale norvégienne Climat et Forêt et l'organisation états-unienne Environmental Defense Fund. Avec un appui considérable du gouvernement norvégien, l'un des plus forts défenseurs de REDD, les normes et le marketing de l'initiative (assuré par une entreprise dénommée Emergent) facilitent la vente de crédits carbone dérivés d'initiatives REDD controversées. Plusieurs organisations écologistes qui ont participé à la formulation des normes gèrent elles-mêmes ces projets REDD. Elles affirment qu'on peut surmonter les failles de REDD en intégrant des projets REDD individuels dans des programmes REDD juridictionnels. En fait, le label de l'initiative rendra commercialisables de grands volumes de crédits carbone douteux et controversés.
- 102 EJOLT (2012) *Panorama des plantations industrielles d'arbres dans les pays du Sud : conflits, tendances et luttes de résistance.* Rapport n° 03 d'EJOLT. <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/panorama-des-plantations-industrielles-darbres-dans-les-pays-du-sud-conflits-tendances-et-luttes-de-resistance>
- 103 Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2022). Bulletin 259 du WRM. L'agenda de l'entreprise de plantations industrielles d'arbres Suzano à la COP26 de l'ONU sur le climat : expansion, arbres OGM et certification FSC. <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/lagenda-de-lentreprise-de-plantations-industrielles-darbres-suzano-a-la-cop26-de-lonu-sur-le-climat>
- 104 Vous trouverez une critique de la bioénergie avec captage et stockage de carbone (BECCS) dans : Amis de la Terre International (2021), *Un saut dans l'inconnu : les dangers des bioénergies avec piégeage et stockage du carbone (BECCS)*. https://www.foei.org/wp-content/uploads/2021/01/Amis-de-la-terre-international_BECCS_French.pdf
- 105 <https://twitter.com/LaurenGifford/status/1457639752316948481>
- 106 *Lettre ouverte dénonçant l'eucalyptus génétiquement modifié résistant au glyphosate de Suzano Papel e Celulose.* (2022) <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/lettre-ouverte-denoncant-leucalyptus-genetiquement-modifie-gm-resistant-au-glyphosate-de-suzano-papel-e-celulose>

ENCADRÉ 10 LA PLUS GRANDE ENTREPRISE DE PLANTATION D'ARBRES À PÂTE MET EN VUE L'ÉLIMINATION DU CARBONE POUR CACHER LES DÉGÂTS ÉCOLOGIQUES ET SOCIAUX DE SES PLANTATIONS INDUSTRIELLES D'EUCALYPTUS

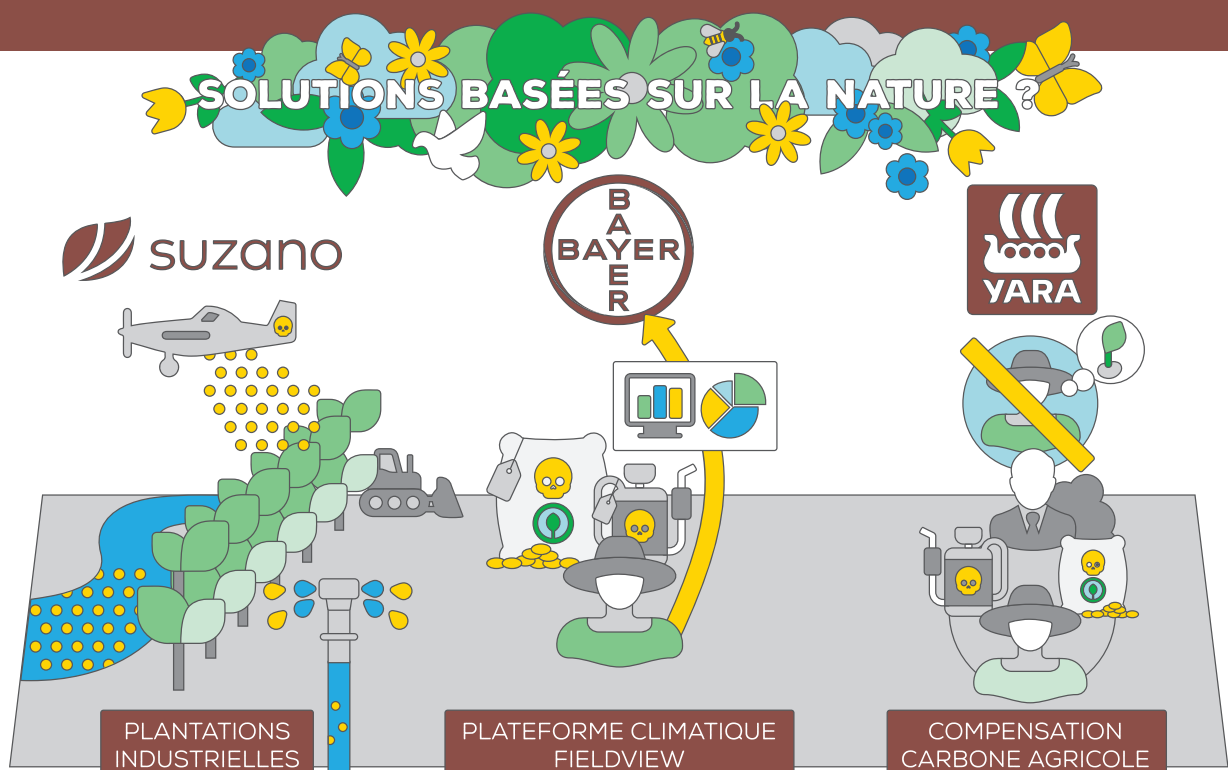
L'entreprise brésilienne Suzano est le premier producteur du monde de pâte d'eucalyptus. Elle contrôle au total 2,4 millions d'hectares, dont environ 1,5 million d'hectares couverts d'eucalyptus en régime de monoculture. Ces plantations fournissent la matière première pour une production annuelle de 11 millions de tonnes de pâte et 1,4 million de tonnes de papier, dont l'exportation rapporte à l'entreprise près de 5,4 milliards USD par an.

Il va sans dire que la plantation à une telle échelle d'arbres à croissance rapide et avides d'eau a un effet dévastateur sur la quantité et la qualité de l'eau disponible. Beaucoup de ruisseaux et d'autres cours d'eau se sont taris dans les régions où les plantations industrielles de l'entreprise dominent le paysage.¹⁰² L'accumulation d'étendues aussi gigantesques a impliqué des appropriations violentes de terres, dont celles des communautés afro-brésiliennes et des territoires des peuples autochtones Tupinikim, Guarani et Pataxó.¹⁰³

L'entreprise espère continuer à élargir ses plantations industrielles sous l'apparence de 'solutions basées sur la nature' et d'élimination du carbone. Sur son site web, Suzano déclare qu'elle « examine la possibilité de générer des crédits carbone au moyen de la foresterie (d'eucalyptus et d'arbres indigènes) et de projets d'ingénierie ». Autrement dit : elle entend gagner encore plus d'argent en faisant des

plantations industrielles d'arbres à croissance rapide, écologiquement et socialement destructrices, en clôturant encore plus rigoureusement le million d'hectares qu'elle contrôle, en plus des zones couvertes de plantations, et en investissant dans des technologies non testées et risquées pour retirer du carbone de l'atmosphère.¹⁰⁴

Une publicité luxueuse annonçait à ceux qui arrivaient à la gare de Glasgow pour participer à la COP26 que l'objectif de Suzano était « l'élimination nette de 40 millions de tonnes de carbone de l'atmosphère » d'ici à 2025.¹⁰⁵ Pendant que l'entreprise se vantait à Glasgow des « bénéfices climatiques » de ses plantations, elle demandait aux autorités brésiliennes d'approuver l'emploi de plants d'eucalyptus génétiquement modifiés résistants au glyphosate. Cette demande a été acceptée pendant le déroulement de la COP26, mais le directeur général de Suzano, Walter Schalka, ne l'a pas mentionnée dans son exposé à la coalition Business for Nature pendant les pourparlers climatiques de l'ONU. Le sol, l'eau, la biodiversité, les travailleurs et la population subissent déjà les effets de l'application de produits chimiques toxiques. L'introduction d'eucalyptus GM résistants au glyphosate va faire augmenter l'utilisation de cet herbicide nuisible à la santé mais, pendant ce temps, Suzano continuera de se vanter des prétendus bénéfices pour le climat de ses plantations industrielles.¹⁰⁶



LE PIÉGEAGE DE CARBONE DANS LES SOLS AGRICOLES : LA COLLECTE DE DONNÉES DÉGUISÉE EN ACTION POUR LE CLIMAT

6

Plus de la moitié de la matière organique des sols agricoles du monde a déjà disparu, et plus de deux milliards d'hectares de terres sont gravement touchés. L'épuisement des sols agricoles est le résultat de décennies de pratiques agricoles industrielles dictées par l'industrie agro-alimentaire et par les politiques gouvernementales néolibérales appliquées au secteur agricole. **À mesure que l'appauvrissement des terres atteint des niveaux qui mettent en péril la production et les bénéfiques, les entreprises se tournent vers les nouvelles subventions publiques qu'offrent les programmes de piégeage de carbone dans les sols agricoles.** Le carbone étant l'élément le plus abondant de la matière organique, la diminution de cette dernière a libéré dans l'atmosphère d'énormes volumes de dioxyde de carbone.¹⁰⁷ Ces facteurs, joints à la forte demande de crédits carbone des grandes entreprises et aux projets d'élimination naturelle du carbone en particulier, sont en train de transformer 'l'agriculture du carbone' en une option de compensation attrayante.

Bien évidemment, il est absolument nécessaire de restaurer les sols qui ont été appauvris par des décennies d'exploitation agro-industrielle agressive. Cependant, il y a plusieurs raisons d'être prudent au sujet de la restauration des sols en tant que moyen de compensation, parce qu'elle va accélérer un changement climatique incontrôlable :

- S'agissant d'une activité de compensation carbone, elle justifie de produire davantage d'émissions de carbone fossile qui vont affecter le climat pendant des millénaires, alors que le piégeage de carbone par le sol ne peut pas être garanti pendant si longtemps, comme on l'a constaté en voyant la rapidité de la diminution du carbone du sol due à l'expansion de l'agriculture industrielle ces dernières décennies.
- La compensation carbone a besoin de chiffres sûrs : un certain nombre de tonnes de dioxyde de carbone sera éliminé de l'atmosphère. Or, la teneur en carbone des sols varie considérablement, même au cours d'une seule journée. La tentative de déterminer un chiffre définitif pour le volume de carbone contenu dans un certain hectare de terre ignore cette dynamique naturelle des processus complexes du carbone dans le sol.



Une ferme agroécologique à El Salvador

© CESTA/Amis de la Terre El Salvador

- La variabilité naturelle des sols à très petite échelle et la complexité des processus qui déterminent les cycles du carbone du sol font que le mesurage du carbone visant à établir un chiffre définitif pour le carbone emmagasiné dans un hectare soit impossible, ou qu'il offre de multiples possibilités de manipulation visant à maximiser la génération de crédits carbone.

En 2009, au Kenya, la Banque mondiale a lancé un programme pilote, controversé et difficile à mettre en œuvre, de compensation par le carbone du sol.¹⁰⁸ L'expérience est un rappel opportun des problèmes et des contradictions que comporte l'objectif de répondre aux besoins des paysans et des agriculteurs familiaux et de mettre en œuvre en même temps un programme de crédits carbone. Le piégeage du carbone par les sols est tout simplement trop divers, complexe et variable en fonction du temps et de l'espace.

Pourtant, le secteur est en plein essor. Plusieurs pays – les États-Unis, l'Australie, l'Union européenne et l'Inde – sont en train d'élaborer des lois pour inclure les crédits carbone du sol dans le marché du carbone. De même, des dizaines d'initiatives de compensation carbone par le sol sont déjà en place.

107 Carbon Brief (2017) *World's soils have lost 133bn tonnes of carbon since the dawn of agriculture*. <https://www.carbonbrief.org/worlds-soils-have-lost-133bn-tonnes-of-carbon-since-the-dawn-of-agriculture/>

108 IATP (2012) *An Update on the World Bank's Experimentation with Soil Carbon. Promise of Kenya Agricultural Carbon Project Remains Elusive*. <https://www.iatp.org/documents/update-world-banks-experimentation-soil-carbon-0>

LE BOOM DU NÉGOCE DES DONNÉES SUR LES SOLS AGRICOLES POUR LES MULTINATIONALES DE L'IT ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

6.1

Yara, l'un des plus grands producteurs mondiaux de fertilisants synthétiques, a récemment créé une alliance pour rechercher « une nouvelle solution de notre problème du carbone basée sur le sol ». ¹⁰⁹ Le négociant en matières premières Cargill dit que « avec le sol tout le monde y gagne », et il a lancé de nouvelles initiatives pour soutenir ce qu'il appelle « agriculture régénératrice ».

¹¹⁰ Depuis 2019, nombre des plus grandes agro-industries ont lancé ou rejoint des initiatives visant à restaurer le carbone dans les sols agricoles, souvent accompagnées de multinationales de l'IT comme Microsoft et IBM.

Les multinationales de l'IT et les agro-industries espèrent profiter de la possibilité d'engager des agriculteurs familiaux et des paysans dans des programmes liés aux plateformes de données numériques sur les sols. Ceci représente une menace dangereuse pour l'agriculture familiale et paysanne et pour la souveraineté alimentaire. Une publication récente énumère neuf programmes de crédits carbone du sol, dont plusieurs sont associés à des plateformes de collecte de données numériques et à des systèmes de vérification à distance (drones et satellites) contrôlés par Yara, Bayer, Microsoft ou IBM. ¹¹¹ Quelques-unes de ces entreprises sont aussi de grandes acheteuses de crédits carbone (Microsoft) ou commercialisent les crédits carbone générés par ces projets (les programmes de Rabobank Acorn et Rabo Carbon Bank).

En 2021, Yara Growth Ventures et Chevron Technology Ventures ont investi 4 millions USD dans le programme de piégeage de carbone par le sol Boomitra (voir plus loin), que l'on présente aujourd'hui comme une initiative de l'Agora Carbon Alliance. Bayer et Cargill ont des programmes du même genre, dénommés Carbon Programme, Carbon Initiative et Carbon+ (Bayer), et RegenConnect (Cargill). Ces programmes exigent souvent que les agriculteurs téléchargent les applis des entreprises qui gèrent le service. **Ces plateformes de données numériques et de systèmes de vérification à distance fournissent des données collectées dans les exploitations participantes et que les entreprises peuvent utiliser pour identifier les meilleures terres agricoles et choisir les agriculteurs auxquels elles proposeront des paquets de semences et de fertilisants sur mesure.** Au moyen des paquets de

conseils agronomiques auxquels les agriculteurs doivent s'inscrire en ouvrant le programme, les plateformes numériques permettront aussi aux agro-industries de dicter aux agriculteurs la façon dont ils utiliseront la terre. ¹¹² D'autre part, des entreprises comme Yara et Bayer considèrent ces plateformes numériques comme un 'guichet unique' pour la vente de crédits carbone, semences, insecticides et fertilisants, qui leur permet de soumettre les agriculteurs à des conditions. Par exemple, la Carbon Initiative de Bayer paiera les agriculteurs qui piègent du carbone à condition qu'ils emploient les semences et les produits chimiques de sa marque et qu'ils lui fournissent des données agricoles importantes. ¹¹³ D'autres entreprises, comme Indigo Ag, ont des modèles similaires.

En plus, les agro-industries sont en train de s'associer de plus en plus avec des multinationales de l'informatique comme Microsoft ou Amazon. Elles ont déjà installé des plateformes numériques qui fournissent des données en temps réel sur la croissance des cultures, sur la situation en matière de ravageurs et de maladies et sur les changements météorologiques. Microsoft, par exemple, a créé une plateforme dénommée Azure FarmBeats qui fonctionne en liaison avec Azure, le cloud global de l'entreprise. ¹¹⁴ Les initiatives de séquestration de carbone par le sol permettent à ces géants de l'informatique d'intégrer dans leurs plateformes les données sur les sols, de récolter de l'information concernant encore plus d'agriculteurs et de les combiner avec les données qu'ils ont déjà.

Cependant, même lorsque les initiatives de collecte de données et de mesurage du carbone du sol échoueront en tant que source de crédits carbone, ces programmes auront fourni à des multinationales telles que Microsoft, IBM, Yara, Chevron et Bayer une quantité énorme de données sur la fertilité des sols et sur les méthodes agricoles appliquées sur de vastes étendues de terres cultivées par des petits exploitants. En outre, ils auront lié les agriculteurs familiaux et paysans par des contrats qui les obligent à poursuivre les pratiques agricoles prescrites et le monitoring du carbone pendant une durée allant de quelques années à quelques décennies, et même après la cessation des paiements. Pour les agriculteurs c'est une période bien trop longue, et pour le climat elle est bien trop courte parce que le carbone libéré par l'emploi

¹⁰⁹ Agora Carbon Alliance homepage. <https://www.yara.com/agoro/>

¹¹⁰ Une excellente discussion sur le discours de l'agriculture régénératrice et sur les entreprises impliquées figure à l'adresse <https://growingculture.substack.com/p/can-we-talk-about-regenerative-agriculture>

¹¹¹ <https://grain.org/fr/article/6814-de-l-accaparement-des-terres-a-l-accaparement-des-sols-le-nouveau-business-de-l-agriculture-carbone>

¹¹² Ibid.

¹¹³ Amis de la Terre États-Unis (2020) *Following \$10 billion Roundup settlement, Bayer uses climate program as front to lock in control of farmer data and sell more Roundup*. <https://foe.org/blog/bayer-climate-program-to-control-data/>

¹¹⁴ GRAIN (2021) *Contrôle numérique : comment les big-tech se tournent vers l'alimentation et l'agriculture (et ce que cela signifie)*. <https://grain.org/fr/article/6596-contrôle-numérique-comment-les-big-tech-se-tournent-vers-l-alimentation-et-l-agriculture-et-ce-que-cela-signifie>

de combustibles fossiles ou par la destruction d'une forêt ancienne, que les crédits carbone du sol étaient censés annuler, continue d'avoir des effets négatifs sur le système climatique (voir le CHAPITRE 5.1, LE CARBONE N'EST PAS TOUJOURS LE MÊME).

Bref, les programmes de compensation par le carbone du sol et les applications de collecte de données associées vont enrichir les grands producteurs, mais les petits exploitants resteront liés à des contrats qui leur rapporteront peu de bénéfices. Une poignée de géants de l'agrochimie et des semences vont profiter de

ces programmes, quel que soit le succès financier de la compensation par le carbone du sol. Des multinationales comme Bayer et Syngenta sont prêtes pour affermir encore plus leur contrôle du marché en offrant de l'assistance technique et des technologies pour détecter et commercialiser le carbone contenu dans les terres des agriculteurs, tout en perpétuant l'agriculture à grand renfort de produits chimiques et leur contrôle de notre système alimentaire. Elles verront leurs ventes augmenter et auront un accès permanent aux données, (bien) avant et après que les agriculteurs reçoivent un centime.¹¹⁵

LE MESURAGE DU CARBONE DU SOL : UN COÛT ÉLEVÉ ET PEU DE BÉNÉFICES POUR LES AGRICULTEURS, MAIS UNE BONNE AFFAIRE POUR LES CONSULTANTS

6.2

Le marché de la compensation carbone a donné naissance à une industrie du mesurage du carbone et profité à des consultants qui produisent des données dont les agriculteurs n'ont que faire. Cependant, il est essentiel de transformer le carbone du sol en crédits carbone qui puissent générer des profits pour ceux qui contrôlent la commercialisation du carbone. Le volume de carbone emmagasiné dans le sol doit être quantifié et vérifié. L'analyse régulière du sol et les visites sur le terrain coûtent très cher. L'OCDE estime que ces coûts, joints aux frais financiers, peuvent représenter jusqu'à 85 % de la valeur totale des crédits carbone.¹¹⁶ Le programme LifeCarbonFarming de l'UE estime que le coût, pour chaque exploitation, de la validation, la vérification et l'enregistrement représenterait entre 110 000 et 240 000 € pour les cinq premières années.¹¹⁷ Pour réduire le coût du monitoring, les programmes de séquestration du carbone par le sol comme Boomitra emploient des systèmes de vérification à distance qui combinent le monitoring par satellite, par des drones et par des avions avec des registres historiques qui alimentent les modèles utilisés pour estimer le volume de carbone absorbé par le sol.

Il convient de signaler que, malgré les frais qu'ils comportent, il est peu probable que les programmes d'analyse et de vérification soient en mesure de saisir les fluctuations complexes de la teneur en carbone du sol ; en outre, les mesures peuvent être manipulées pour maximiser le volume de crédits carbone.

La qualité de ces données n'est vraiment pas à la hauteur de ce que les méthodologies de comptabilisation du carbone exigent. **Les chercheurs qui ont analysé les calculs dans un élevage en pâturage, en Australie, où la vérification à distance était utilisée pour générer les crédits carbone que l'on vendait, entre autres, à Microsoft, ont trouvé que la séquestration de carbone avait été considérablement surestimée.**¹¹⁸ Il faut donc croire que, tout compte fait, nombre de ces programmes ne vendront pas beaucoup de crédits carbone.



Protestation contre les plantations industrielles et la destruction des forêts en Afrique © Amis de la Terre Afrique

115 Amis de la Terre États-Unis (blog), <https://foodtank.com/news/2022/02/agricultural-carbon-markets-are-not-a-climate-solution/>

116 OCDE (2022) *Soil carbon sequestration by agriculture: Policy options*. <https://www.oecd.org/fr/publications/soil-carbon-sequestration-by-agriculture-63ef3841-en.htm>

117 McDonald, H. et d'autres (2021) *Carbon farming: Making agriculture fit for 2030*. Study for the European Parliament's ENVI Committee. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2021/695482/IPOL_STU\(2021\)695482_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2021/695482/IPOL_STU(2021)695482_EN.pdf)

118 Simmons, A. et d'autres (2021) *A US scheme used by Australian farmers reveals the dangers of trading soil carbon to tackle climate change*. The Conversation. <https://theconversation.com/us-scheme-used-by-australian-farmers-reveals-the-dangers-of-trading-soil-carbon-to-tackle-climate-change-161358>

LE PROGRAMME BOOMITRA DE CRÉDITS CARBONE : EN INDE, YARA FONCE VERS LES DONNÉES SUR LE CARBONE DU SOL

6.3

En mai 2021, Yara a lancé l'Alliance carbone Agoro (ACA). D'après l'entreprise, l'ACA a été créée pour soutenir « la décarbonation de la chaîne de valeur alimentaire mondiale en permettant aux agriculteurs de séquestrer des émissions de carbone dans leurs exploitations » et de vendre les émissions séquestrées sous la forme de crédits carbone pour générer des revenus additionnels.¹¹⁹ Par le biais de l'ACA, Yara est en train de collaborer avec des entreprises comme SpaceTime Labs, Sentera et Cloud Agronomics, afin de créer ce qu'elle appelle une « chaîne de valeur des crédits carbone agricoles ». Avec Chevron Technology Ventures, filiale de la pétrolière Chevron, Yara a investi 4 millions USD dans le programme de compensation de carbone par le sol Boomitra, qui engage des agriculteurs indiens dans l'agriculture carbone, dans le but de générer des crédits.¹²⁰ Les agriculteurs qui s'inscrivent au programme doivent appliquer certaines

méthodes agricoles censées introduire du carbone dans leurs sols, comme la plantation de cultures de couverture, l'abandon total ou partiel du labourage, et l'ajustement de leur emploi de fertilisants azotés. D'autres programmes de compensation par les sols impliquent l'intégration d'arbres ou une application plus efficace des fertilisants. À la différence d'autres programmes de ce genre, Boomitra n'analyse pas le sol : il fait appel uniquement à la vérification à distance pour calculer le volume de carbone piégé. À partir de ces données, Agoro calcule le carbone censément additionnel piégé par le sol et le convertit en un volume de crédits carbone que le projet peut vendre. Il est significatif que le programme semble ne vérifier que les flux de carbone, et qu'il ignore les émissions de méthane qui sont souvent considérables pendant la saison des pluies de l'hiver indien. Les agriculteurs doivent maintenir ces pratiques pendant 10 ans.

LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX ENCOURAGENT LA COMPENSATION PAR LE CARBONE DU SOL

6.4

Les rares programmes gouvernementaux qui soutiennent l'agroécologie sont maintenant restructurés ou remplacés par des programmes de recherche et de soutien centrés sur le mesurage et la vérification du carbone du sol, et sur les principales méthodes agricoles industrielles rendues 'écologiques' en tant qu'intelligentes pour le climat : l'agriculture de précision, l'intensification durable et l'agriculture régénérative.

À l'heure actuelle, la séquestration du carbone par le sol semble avancer particulièrement vite dans les pays industrialisés : des programmes de ce genre fonctionnent déjà aux États-Unis, au Canada et en Australie. L'UE est en train de présenter plusieurs initiatives qui fourniraient un cadre normatif à la commercialisation du carbone du sol au moyen de plans de crédits générés par l'élimination du carbone. Les initiatives des États-Unis incluent des programmes globaux qui seraient développés par l'USAID.

ÉTATS-UNIS

Le gouvernement des États-Unis est en train d'allouer un milliard de dollars à un nouveau programme sur des 'partenariats pour des matières premières intelligentes vis-à-vis du climat', qui inclut également le développement de méthodologies pour mesurer le carbone du sol. Les projets pilotes qui seront financés permettront de jeter les bases pour augmenter la participation des agriculteurs aux marchés du carbone. Bien des initiatives globales qui figurent dans un document de novembre 2021 publié par la Maison-Blanche et intitulé « Plan pour conserver les forêts mondiales : l'importance cruciale des puits de carbone » sont des projets d'élimination du carbone qui incluent la génération de crédits carbone.¹²¹ Plusieurs initiatives législatives sont également avancées, dont la loi 'Growing Climate Solutions' et la proposition d'établir un nouveau Programme international pour la séquestration terrestre du carbone, doté d'un fonds en fidéicommissé de 9 milliards USD. Dans le cadre de ce programme, l'USAID offrirait de l'assistance à la participation aux marchés du carbone.¹²²

119 Yara Announces the Commercial Launch of Agoro Carbon Alliance, enabling global farm decarbonization. Voir aussi: <https://www.desmog.com/agribusiness-database-yara/>

120 Vous trouverez une courte description du projet dans la vidéo suivante (minutes 8 à 23) : <https://www.youtube.com/watch?v=smvZ0cAQFKc>

121 https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/11/Plan_to_Conserve_Global_Forests_final.pdf

122 <https://www.congress.gov/bill/117th-congress/senate-bill/1251>

UNION EUROPÉENNE

L'UE vise à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici à 2030. Plusieurs initiatives parallèles de réglementation sont en cours, relatives au piégeage du carbone dans les terres agricoles et les forêts de l'Union européenne. L'une d'elles est la réglementation 'Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie' (LULUCF en anglais) ; elle fixe des objectifs aux pays de l'UE et requiert qu'ils mesurent le carbone de leurs sols. Sur la table est aussi le projet de fixer un objectif unique de neutralisation du carbone, où le piégeage de carbone par les arbres et les sols agricoles servirait à 'neutraliser' les émissions dues aux fertilisants et au fumier. Cela permettrait de passer sous silence le grand volume d'émissions de gaz autres que le CO₂ qui proviennent du secteur agricole industriel et de dissimuler en même temps l'absence de mesures pour réduire ces émissions.

D'autre part, la Commission européenne est en train de formuler une stratégie globale pour favoriser l'élimination et le stockage de carbone, naturellement ou par d'autres moyens. Son initiative « Rétablir des cycles du carbone durables » inclut un élément sur le piégeage de carbone par l'agriculture qui fournirait des fonds pour accroître le stockage de carbone dans les sols agricoles et dans les forêts.¹²³ La stratégie sera associée à une autre de la Commission européenne qui porte sur la définition d'un 'certificat d'absorption de carbone'. L'intention est de produire un cadre réglementaire pour la certification de l'élimination de carbone et son inclusion éventuelle, après 2030, dans le plan de commercialisation du carbone de l'UE et dans la vente de crédits d'élimination du carbone du sol aux entreprises qui demandent ces crédits pour respecter leurs promesses d'émissions nettes nulles. Bien que le cadre soit censé concerner uniquement la politique agricole et alimentaire de l'UE, un certificat d'élimination de carbone émis par le gouvernement légitimerait également les crédits carbone provenant d'autres projets associés au cadre en question.

AUSTRALIE

L'Australie a créé en 2011 une Initiative nationale pour le piégeage de carbone par les sols agricoles.¹²⁴ À ce jour, le gouvernement a été, et de loin, le principal acheteur des crédits carbone ainsi générés. Parmi les entreprises qui participent à des projets figurent Shell, par le biais de sa filiale Select Carbon, et TotalEnergies, par le biais de son association avec l'entreprise australienne Agriprove.

Du fait que l'initiative a rencontré des difficultés pour générer des crédits carbone suffisants pour répondre à la demande des grands émetteurs australiens, le gouvernement a choisi de baisser la barre pour ces crédits, par exemple en réduisant de 100 à 25 ans la période pendant laquelle les projets de piégeage de carbone par le sol doivent être maintenus. Des rapports récents signalent qu'il est risqué d'ouvrir la terre agricole à un nouveau produit qui peut augmenter considérablement les recettes avec très peu de travail et sans produire aucun aliment. Suite à l'augmentation du prix des crédits carbone, les investisseurs financiers se hâtent d'acheter des terres productives, de façon très semblable à ce qui serait en train d'arriver en Écosse et au Pays de Galles (voir le CHAPITRE 3). Début 2022, le gouvernement australien a proposé une législation lui permettant d'opposer son veto aux projets d'agriculture carbone de plus de 15 hectares, afin d'empêcher les sociétés financières d'acheter des terres productives et de les transformer en plantations industrielles d'arbres pour obtenir des crédits carbone.¹²⁵

123 Commission européenne (2020) *Sustainable Carbon Cycles. Communication from the Commission to the European Parliament and the Council*. 15 décembre.

124 GRAIN (2022) <https://grain.org/fr/article/6814-de-l-accaparement-des-terres-a-l-accaparement-des-sols-le-nouveau-business-de-l-agriculture-carbone>

125 Greber, J. (2022) *More time to debate carbon credit farm veto plan*. Australian Financial Review. <https://www.afr.com/policy/energy-and-climate/more-time-to-debate-carbon-credit-farm-veto-plan-20220128-p59rzh>

CONCLUSIONS : LES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE ET LA COMPENSATION PAR LE CARBONE DU SOL METTENT EN DANGER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET L'AGROÉCOLOGIE

7



Reboisement productif par l'application de systèmes agro-sylvoles au Brésil © Luisazara/Shutterstock.com

Des communautés profondément liées à leurs territoires, comme les peuples autochtones, les paysans, les pêcheurs et les éleveurs nomades, ont toujours été les premières à lutter contre les projets d'extraction et les effets négatifs du changement climatique. Ces peuples, dont les femmes en particulier, sont les défenseurs et les gardiens de leurs droits collectifs et humains. Ce sont eux également qui nourrissent le monde.¹²⁶ Leurs méthodes, leurs connaissances diverses et leurs visions du monde peuvent apporter des solutions décentralisées de la crise climatique, fondées sur la gouvernance écologique et autonome de leurs propres terres et territoires. L'agroécologie pour la souveraineté alimentaire et la gestion communautaire des forêts sont des exemples de ces solutions réelles ; les renforcer est essentiel pour parvenir à la justice climatique et à la souveraineté alimentaire.

La gestion communautaire des forêts (GCF) fusionne la technologie appropriée, les connaissances ancestrales et les pratiques communautaires relatives à l'utilisation des ressources pour préserver et gérer les forêts. Cependant, la GCF n'est pas une simple approche technique : elle offre aussi aux communautés une occasion importante d'exercer le contrôle politique de leurs territoires et ressources. La GCF est une manière efficace et viable de résoudre la perte de biodiversité et les émissions dues au déboisement et au changement d'affectation des sols.

Dans le cadre de la souveraineté alimentaire, l'agroécologie comprend une approche politique pour que les petits producteurs produisent des aliments de manière écologique. Elle réduit considérablement les émissions, protège la biodiversité et garantit à ces producteurs leurs droits collectifs et la maîtrise de leurs biens communs.

Le renforcement de l'agroécologie dans le réseau de la production, la distribution et la consommation des aliments est le seul moyen réaliste d'assurer que le monde disposera de nourriture en dépit d'un chaos climatique. En appliquant les méthodes agroécologiques, l'agriculture paysanne, autochtone et familiale produira toujours davantage, avec moins de risques pour la planète et ses habitants. Avec les politiques, les terres, les semences, l'eau et les droits appropriés, l'agroécologie telle que définie dans la Déclaration de Nyéléni 2015 pourrait combattre la faim tout en réduisant de façon spectaculaire les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture.¹²⁷

Il a été calculé que la production agroécologique emploie neuf fois moins d'énergie que le système alimentaire et agricole industriel pour produire un même kilogramme de riz, et trois fois moins dans le cas du maïs. Dans l'ensemble, le système alimentaire et agricole industriel a besoin de 10 kcal d'énergie pour produire 1 kcal d'énergie alimentaire, tandis que la production agroécologique dépense 4 kcal pour obtenir le même résultat.¹²⁸

126 Voir, par exemple : HLPE (2013) *Investing in smallholder agriculture for food security*. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security, Rome. https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-6_Investing_in_smallholder_agriculture.pdf

127 <https://etcgroup.org/fr/content/avec-le-chaos-climatique-qui-nous-nourrira>

128 https://etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/whowillfeedus-french_v2019_web_.pdf

Des programmes pour aider les communautés paysannes et les agriculteurs familiaux à maintenir les sols en bonne santé ou à les restaurer, comme point de départ pour disposer d'aliments sains, sont nécessaires et devraient bénéficier du soutien public.

Les programmes de piégeage de carbone par les sols agricoles, présentés maintenant comme des 'solutions basées sur la nature' par de grandes entreprises et des gouvernements, ne fourniront pas ce soutien. En fait, ils vont saper l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire parce qu'ils sont poussés par le désir des grandes entreprises d'obtenir des crédits carbone pour répondre à leurs promesses d'émissions 'nettes nulles'.

Pour réduire radicalement les émissions du système alimentaire industriel il faut supprimer rapidement les fertilisants azotés et autres produits chimiques, et réduire radicalement les émissions de méthane. Cela veut dire qu'il faut un virage généralisé vers la production agroécologique. Cela implique de soutenir les systèmes alimentaires territoriaux qui peuvent fournir les aliments produits aux consommateurs du voisinage. Cela comporte de revitaliser les systèmes semenciers des agriculteurs, centrés sur le développement de variétés adaptées aux contextes locaux et qui ne dépendent pas de produits chimiques. Cela requiert des politiques qui visent à éliminer la surproduction et la consommation de matières premières provenant du système industriel à émissions élevées, et la surabondance d'aliments ultra-transformés, inutiles et mauvais pour la santé, dont les grandes multinationales de l'alimentaire font constamment la promotion.

Les 'solutions basées sur la nature' et les initiatives d'élimination naturelle du carbone ne sont pas conçues pour y parvenir. Elles ont été conçues pour profiter aux agro-industries et aux multinationales de l'alimentaire. Elles ne renforceront pas l'agroécologie et la souveraineté alimentaire ; au contraire, elles vont l'entraver, parce que :

- elles sont conçues pour accompagner les programmes de compensation carbone ; ainsi, elles vont accélérer le chaos climatique, parce qu'elles justifient la permanence des émissions ;
- pour satisfaire la demande massive de crédits carbone, les 'solutions basées sur la nature' vont probablement stimuler l'expansion des plantations industrielles d'arbres ou les projets de plantation d'arbres à grande échelle. Les projets de ce genre permettront de stocker du carbone avec plus de facilité et de rapidité que l'agroécologie, mais ils vont augmenter les pressions pour une intensification de l'agriculture qui permette de libérer des terres pour les solutions basées sur la nature. Ceci va déclencher des accaparements de terre et des conflits, surtout dans les pays du Sud ;
- le coût élevé du mesurage et de la vérification du carbone du sol fait que les projets de séquestration désavantagent les agriculteurs familiaux et les communautés paysannes et favorisent non seulement les grands exploitants mais, surtout, les agro-industries qui possèdent des exploitations agricoles de grandes dimensions ; ces entreprises vont probablement s'emparer du marché du carbone du sol et devenir des « agriculteurs du carbone » ;
- l'agroécologie est une approche intégrée et complexe de la vie avec la terre ; elle est incompatible avec le changement de l'affectation des terres pour maximiser un unique paramètre : le stockage de carbone dans les sols et la végétation. Si des programmes d'assistance et des subventions sont liés à l'agriculture pour le piégeage du carbone, ils risquent d'aller à l'encontre de l'agroécologie en orientant les méthodes agricoles vers le stockage maximum du carbone, au lieu d'accorder la priorité à l'alimentation des gens et à la souveraineté alimentaire ;
- les plans d'agriculture du carbone, qui génèrent des crédits carbone, exigent des agriculteurs qu'ils signent des contrats avec les entreprises qui gèrent le programme et commercialisent les crédits carbone, ou bien les agriculteurs se voient confrontés à encore plus d'obligations quand ils signent des contrats avec des multinationales de l'alimentaire. Avec les programmes de crédits générés par le carbone du sol, les agriculteurs risquent de devenir des « agriculteurs carbone » contractuels dans leur propre exploitation ; ces contrats les obligent, dans certains cas pendant deux décennies, à appliquer les méthodes dictées par les entreprises qui opèrent les plateformes numériques de données au moyen desquelles les crédits carbone sont commercialisés ;
- les peuples autochtones et d'autres communautés ont des ensembles complexes de droits d'occupation et de relations avec leurs territoires et entre eux. La nature elle-même est une interaction dynamique de relations humaines et non humaines. Pour que les droits aux services des écosystèmes (élimination du carbone, cycles du carbone) puissent être commercialisés, cette nature dynamique doit être fragmentée en unités quantifiables dont on suppose qu'elles existent indépendamment des autres unités de services écosystémiques ou des liens sociaux, culturels ou spirituels.

Le cadre des solutions basées sur la nature, qui perçoit la terre comme un espace pour éliminer du carbone et compenser ses émissions, n'arrêtera pas le changement climatique et représente une menace pour la transformation des systèmes alimentaires au moyen de l'agroécologie, dans le cadre de la souveraineté alimentaire. Au lieu d'adopter ces solutions fausses nous réclamons :

- 1 l'abandon du système alimentaire industriel, néolibéral et contrôlé par les grandes entreprises, et son remplacement par un système fondé sur les principes de la souveraineté, du droit à l'alimentation et du contrôle des peuples sur les semences, la terre, l'eau et autres biens communs ;
- 2 du soutien pour l'agroécologie, la pêche artisanale et tous les petits producteurs d'aliments qui continuent à nourrir de 70 à 80% des habitants de la planète. Ce soutien doit stimuler et accorder la priorité à l'investissement public dans l'innovation et l'adaptation de l'agriculture paysanne, autochtone et familiale, selon les besoins, les cultures et les traditions de chaque groupe ;
- 3 que la souveraineté et les droits inhérents aux peuples autochtones et les droits humains et collectifs des paysans et des communautés locales soient garantis et respectés, afin que les connaissances et les pratiques traditionnelles de la gestion communautaire des forêts (GCF) puissent être pleinement mises en œuvre pour contribuer à arrêter le changement climatique et la perte de biodiversité, et à ce que les forêts restent à l'écart des marchés du carbone, de la compensation et d'autres plans de ce genre ;
- 4 que les gouvernements commencent sans délai à coopérer à la suppression coordonnée de la production et la consommation de combustibles fossiles, avec l'équité comme élément essentiel ;
- 5 accélérer la transition vers un monde juste en matière de climat, en transformant notre système énergétique à partir de principes tels que la suffisance énergétique pour tous, la souveraineté énergétique, la démocratie énergétique, l'énergie en tant que bien commun, de l'énergie 100% renouvelable pour tous, de l'énergie appartenant à la communauté, à faible impact et renouvelable ;
- 6 une nouvelle économie pour les gens et pour la planète, dont le centre serait le système de soins et la reproduction de la vie, qui reconnaisse l'interdépendance des êtres humains et qui réorganise le travail de soins et le travail domestique pour qu'il soit partagé entre les hommes, les femmes et l'État. Cette transformation est essentielle pour accroître notre résilience face aux crises sanitaires et environnementales ;
- 7 récupérer la sphère publique et l'arène politique dans une perspective de justice économique, sociale, de genre et environnementale, et garantir les droits des peuples. Les services publics peuvent servir à assurer l'accès des peuples à l'eau, la santé, l'énergie, l'éducation, les communications, les transports et l'alimentation. Pour payer ces services publics il faut des systèmes fiscaux justes, transparents et redistributif.;
- 8 des réglementations contraignantes pour les grandes entreprises, qui permettent de brider le pouvoir des sociétés transnationales et de donner aux victimes accès à la justice, à l'indemnisation et à la récupération de leurs moyens d'existence où que les crimes de ces entreprises aient eu lieu ;
- 9 un monde où règne la justice climatique et sociale, débarrassé du patriarcat, de la suprématie blanche et de tous les systèmes d'oppression, de domination et d'inégalité.



LECTURES RECOMMANDÉES

ETC Group (2017) *Qui nous nourrira? Le réseau alimentaire paysan et la chaîne alimentaire industrielle*. 3e édition.
https://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/whowillfeedus-french_v2019_web_.pdf

ETC Group (non daté) *Interactive disruptive technologies illustration*
<https://assess.technology/disruptive-technologies-asia-pacific-interactive-image/>.

Amis de la Terre International (2020) : *L'agroécologie 'bidon'. La mainmise des multinationales sur l'agroécologie*.
<https://www.foei.org/fr/publications/l-agroecologie-bidon/>

Amis de la Terre International (2021) : Amis de la Terre International (2021) : *Solutions basées sur la nature : un loup déguisé en agneau*. Document de position. https://www.foei.org/wp-content/uploads/2021/10/Le-concept-de-solutions-basees-sur-la-nature_Un-loup-deguise-en-agneau.pdf

Amis de la Terre International (2018) : *Agroécologie : innover pour des systèmes agricoles et alimentaires durables*.
<https://www.foei.org/fr/publications/agroecologie-innover-pour-des-systemes-agricoles-et-alimentaires-durables/>

Amis de la Terre International et d'autres (2021) : *La grosse arnaque : comment les Grands Pollueurs mettent en avant un programme climatique « zéro émission nette » pour retarder, tromper et nier*.
<https://www.foei.org/fr/publications/grosse-arnaque-climat-zero-emission-nette/>.

Amis de la Terre International (2022) : *Le pari fossile sur l'avenir repose sur un château de cartes*.
<https://www.foei.org/fr/publications/le-pari-fossile-sur-lavenir-repose-sur-un-chateau-de-cartes/>

GRAIN (2021) : *Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières*.
<https://grain.org/fr/article/6636-greenwashing-des-entreprises-le-zero-net-et-les-solutions-fondees-sur-la-nature-sont-des-escroqueries-meurtrieres>

GRAIN (2022) : *De l'accaparement des terres à l'accaparement des sols : le nouveau business de l'agriculture carbone*.
<https://grain.org/fr/article/6814-de-l-accaparement-des-terres-a-l-accaparement-des-sols-le-nouveau-business-de-l-agriculture-carbone>

Indigenous Environmental Network et d'autres (2021). *Hoodwinked in the Hothouse*. 3e édition.
https://climatefalsesolutions.org/wp-content/uploads/HOODWINKED_ThirdEdition_On-Screen_version.pdf

Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2022) : *15 ans de REDD, un système fondamentalement vicié*.
<https://www.wrm.org.uy/fr/publications/15-ans-de-redd-un-systeme-fondamentalement-vicie>.

GLOSSAIRE

AGROÉCOLOGIE

La déclaration de Nyéléni 2015 définit l'agroécologie comme un moyen de produire des aliments, un mode de vie, une science et un mouvement pour transformer les systèmes alimentaires dans une perspective de justice écologique, sociale, de genre, économique, raciale et intergénérationnelle.¹²⁹ La définition souligne que l'agroécologie, dans le sens que lui donne la Déclaration de Nyéléni, est incompatible avec le système alimentaire industriel, un système que le mouvement agroécologique vise à transformer.

CRÉDITS D'ÉMISSIONS ÉVITÉES

La plupart des projets de compensation carbone vendent des crédits carbone fondés sur les émissions évitées : en théorie, un projet aura causé qu'une activité humaine prévue soit changée de manière à produire moins d'émissions de gaz à effet de serre, ou même aucune ; les émissions ainsi évitées peuvent être vendues comme des crédits. L'acheteur des crédits peut se déclarer 'neutre en carbone' parce que ses propres émissions ont été compensées en évitant celles prévues au départ. Éviter un déboisement prévu est un moyen possible de générer des crédits carbone. Ces crédits sont controversés parce qu'il n'est pas possible de savoir si le risque de déforestation annoncé existait vraiment à l'échelle déclarée par le projet de compensation. Beaucoup de projets de compensation de ce genre ont exagéré le volume des émissions évitées.

CRÉDIT CARBONE / COMPENSATION CARBONE

Pollueurs, particuliers et États peuvent acheter des crédits de compensation, soi-disant pour compenser les émissions qu'ils produisent. Les crédits carbone sont générés par des projets censés réduire les émissions.

Le GIEC définit un **crédit carbone** comme l'émission d'une unité d'équivalent CO₂ qui a été réduite, évitée ou piégée pour compenser des émissions produites ailleurs. Les entités responsables d'émissions de carbone achèteront ces crédits, en supposant que leurs émissions sont annulées par des émissions évitées ou piégées à un autre endroit. (Les verbes compenser, annuler, neutraliser [en anglais 'offset', 'compensate for', 'cancel out', 'neutralize' etc.] sont généralement employés comme équivalents.)¹³⁰

La compensation carbone a gagné du terrain parce qu'elle permet de maintenir un certain modèle économique en prétendant que la détérioration de la nature à un endroit peut être compensée par des activités supplémentaires destinées à restaurer la nature à un autre endroit. Pour protéger des profits qui dépendent de la disponibilité de combustibles fossiles bon marché pendant aussi longtemps que possible, les entreprises ont exercé

des pressions très fortes en faveur de la compensation carbone, pour éviter une éventuelle intervention gouvernementale qui viserait à accélérer la fin du brûlage de combustibles fossiles. Beaucoup de projets de compensation ont été nuisibles aux communautés locales. Une explication des nombreuses contradictions qui font des compensations carbone une manière dangereuse de distraire l'attention de l'objectif – éviter l'effondrement du climat – figure dans *Hoodwinked in the Hothouse*, Indigenous Environmental Network.¹³¹

CRÉDITS D'ÉLIMINATION DU CO₂

Le GIEC définit les **éliminations** anthropiques comme « l'élimination de gaz à effet de serre de l'atmosphère par suite d'activités humaines délibérées ». Autrement dit, le dioxyde de carbone est retiré de l'atmosphère et stocké (temporairement) à un autre endroit. Planter des arbres qui piègent du carbone en croissant et qui en conservent une partie dans les racines et les branches est une forme d'élimination naturelle du carbone. Les pratiques d'agriculture carbone, comme la culture de plantes de couverture ou la culture sans labour sont souvent décrites comme des manières naturelles d'éliminer du carbone, car elles aident les organismes du sol à extraire de l'atmosphère plus de carbone qu'ils n'en libèrent et à le stocker (temporairement) dans le sol sous la forme de matière organique. Dans les programmes de crédits carbone du sol, le volume de carbone extrait de l'atmosphère par les arbres ou les organismes du sol est calculé et vendu.

PIÉGEAGE (OU SÉQUESTRATION) DU CARBONE

Ce terme désigne le processus par lequel la matière vivante absorbe du carbone. Les jeunes arbres séquestrent rapidement du carbone en croissant. Parfois, cette rapidité est utilisée pour affirmer, sans aucune base, que les plantations d'arbres sont meilleures pour le climat que la protection des forêts anciennes. Le fait de se centrer sur la vitesse du piégeage dans ce contexte cache le fait que les jeunes arbres stockent de très faibles volumes de carbone, par rapport aux vieux arbres qui ont accumulé du carbone dans leurs troncs, leurs branches et leurs racines pendant des centaines d'années.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement adaptée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, ainsi que leur droit à définir leurs propres politiques, stratégies et systèmes agricoles et alimentaires pour la production, la distribution et la consommation d'aliment. « La souveraineté alimentaire... et la consommation d'aliments. » — Déclaration de Nyéléni 2007.

129 <https://www.foodsovereignty.org/fr/forum-agroecology-nyeleni-2015-3/>

130 CLARA "net zero" files. <https://www.clara.earth/netzero>

131 Indigenous Environmental Network et al (2021). *Hoodwinked in the Hothouse*. 3rd Edition. <https://climatefalsesolutions.org/wp-content/uploads/>

AGRICULTURE DE PRÉCISION

Les agro-industries ont fait la publicité de l'agriculture de précision en tant que stratégie pour permettre aux agriculteurs de continuer à cultiver des produits alimentaires dans un monde de plus en plus incertain. Les agro-industries offrent des plateformes numériques qui fournissent de l'information en temps réel sur le temps, les maladies, etc. ; les agriculteurs utilisent cette information pour calibrer l'emploi de fertilisants, pour choisir le moment de planter, etc. Ces entreprises dépendent fortement des plateformes numériques de données, des applications que les agriculteurs doivent télécharger et du nouvel équipement qu'ils doivent utiliser. Les plateformes font partie d'un paquet qui inclut des semences et des fertilisants, et les entreprises s'en servent à leur tour pour déterminer comment les agriculteurs doivent planter, fertiliser et récolter.¹³²

AGRICULTURE RÉGÉNÉRATRICE

Les méthodes de l'agriculture régénératrice mettent l'accent sur la santé du sol. Les exploitations qui appliquent les techniques de ce type d'agriculture emploieraient les cultures de couverture, le non-labourage et la rotation pour que le sol reste en bonne santé. Ces pratiques peuvent avoir des avantages pour l'environnement. Cependant, les entreprises de l'agro-alimentaire ont vanté une forme d'agriculture régénératrice qui pourrait maintenir la dépendance des pesticides et autres produits chimiques. Par exemple, les agriculteurs pourraient utiliser des produits chimiques pour éliminer les restes des cultures à la fin de la saison. Bien que cela puisse éviter la perte de matière organique du sol et donc les émissions de carbone, les produits chimiques peuvent endommager l'intégrité des sols,¹³³ perpétuant ainsi d'autres problèmes écologiques. D'autre part, on ne connaît pas bien les effets à long terme de certaines stratégies présentées comme de l'agriculture régénératrice. Par exemple, la plupart des agriculteurs états-uniens qui pratiquent le non-labour labourent aussi leurs terres toutes les x années, détruisant ainsi (une bonne partie) des avantages en matière de stockage de carbone.¹³⁴

INTENSIFICATION DURABLE

Ces termes, largement considérés comme contradictoires, désignent ce que l'industrie agroalimentaire propose pour justifier le développement continu de matières premières pour l'alimentation humaine et animale. Les défenseurs de l'intensification durable promettent qu'elle augmentera le rendement sans effets négatifs sur l'environnement et sans changer d'affectation davantage de terres non agricoles. L'utilisation accrue de fertilisants synthétiques n'est qu'un des éléments controversés de cette approche.

TERRITOIRE

La représentation sociale d'un **territoire** comprend habituellement les caractéristiques suivantes :

- le soin du corps, par opposition à l'exploitation du travail, l'exploitation sexuelle et d'autres formes d'exploitation, de discrimination et d'irrespect. L'espace-corps est la première construction du territoire, le premier espace de la construction sociale, qui commence par le soin de soi – par opposition à la marchandisation – et il est donc un espace de résistance ;
- les relations fondées sur la spiritualité, l'ascendance ou la tradition, avec les espaces où les peuples ont développé leurs cultures ;
- une relation permanente et dynamique avec les sujets politiques et leurs espaces de construction sociale ;
- la gestion et le contrôle des ressources collectives et des espaces communs qui rendent possible la survie du groupe ;
- la définition démocratique de la participation des femmes et des hommes à l'administration des ressources collectives et à la division sociale du travail.¹³⁵

HOODWINKED_ThirdEdition_On-Screen_version.pdf

132 Desmog a un bon fichier sur les critiques et les inquiétudes à ce sujet. <https://www.desmog.com/2020/09/11/digital-and-precision-agriculture-criticisms-and-concerns/>

133 https://foe.org/wp-content/uploads/2019/08/PesticidesSoilHealth_Final-1.pdf

134 <https://www.desmog.com/2020/09/11/regenerative-agriculture-criticisms-and-concerns>

135 Amis de la Terre International - *Cadre conceptuel : Pour la défense des territoires et des droits collectifs des peuples*. <https://www.foei.org/fr/defense-territoires-droits-collectifs-peuples/>

DOUBLE RISQUE

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET L'AGROÉCOLOGIE
SOUS LA MENACE CROISSANTE DES FAUSSES
SOLUTIONS CLIMATIQUES



**Les Amis
de la Terre
International**

mobiliser résister transformer

**LES AMIS
DE LA
TERRE**
DANS LE
MONDE



Afrique

Cameroun
Ghana
Liberia
Mali
Mozambique
Nigeria
Sierra Leone
Afrique du Sud
Swaziland
Tanzanie
Togo
Ouganda

Asie-Pacifique

Australie
Bangladesh
Inde
Indonésie
Japon
Malaisie
Népal
Palestine
Papouasie-Nouvelle-
Guinée
Philippines
Corée du Sud
Russie
Sri Lanka
Timor oriental

Europe

Albanie
Autriche
Belgique (*Flandre
et Bruxelles*)
Belgique (*Wallonie
et Bruxelles*)
Bosnie et
Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Chypre
République tchèque
Danemark
Angleterre, Galles et
Irlande du Nord
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Allemagne

Hongrie
Irlande
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Macédoine du Nord
Malte
Pays-Bas
Norvège
Pologne
Écosse
Russie
Slovaquie
Slovénie
Espagne
Suède
Suisse

Amérique latine et Caraïbes

Argentine
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Curaçao
El Salvador
Équateur
Grenade
Haïti
Honduras
Mexique
Paraguay
Uruguay

États-Unis et Canada

Canada
États-Unis